



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



NOURRIR LES VILLES

Programme promotion de l'agriculture
familiale en Afrique de l'Ouest :
les initiatives soutenues en 2015



Nourrir les villes, nourrir le monde

Depuis 2009, le CFSI s'est engagé avec la Fondation de France dans un programme commun visant à démontrer la capacité de l'agriculture familiale à nourrir les villes en Afrique de l'Ouest. Chaque année, nos deux organisations lancent un appel à projets conjoint qui permet à des organisations européennes et ouest-africaines de proposer des initiatives pour relever cet enjeu.

Tous ces projets sont étudiés au sein de l'équipe salariée. Puis un comité consultatif sélectionne les projets les plus prometteurs. Ce comité rassemble des « personnes ressources » qui interviennent à titre bénévole. Elles apportent leurs compétences en agronomie, en gestion de projets et leur expérience de terrain. Leur regard extérieur et leur expertise permettent d'étudier en toute indépendance les projets soumis. A l'issue de ses travaux, le comité consultatif propose aux instances du CFSI et de la Fondation de France les projets sélectionnés. Sur cette base, le CFSI et la Fondation de France prennent la décision finale de financement des projets. Une convention est signée avec chaque organisation qui obtient un financement. Elle formalise les engagements en matière d'objectifs, de réalisations et de contrôle. Chaque projet fait l'objet d'un suivi régulier.

Les fiches projets que vous trouverez dans ce recueil présentent les résultats des 101 projets suivis en 2015. Au total depuis 2009, le fonds dédié à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest a soutenu plus de 172 initiatives dans 14 des 16 pays d'Afrique de l'Ouest. La majorité concerne la conquête ou la reconquête des marchés urbains nationaux. Elles s'intéressent à des filières spécifiques (lait, petit élevage, céréales, légumineuses et oléagineux, maraichage mais aussi fruits, miel ou produits forestiers non ligneux), à l'organisation collective des acteurs paysans et ruraux, à la transformation, à la commercialisation mais aussi à l'accès au financement. 120 organisations ouest-africaines et 60 organisations européennes sont mobilisées.

Ces initiatives concernent directement plus de 147 000 producteurs et 15 500 transformateurs dont 40 % sont des femmes. Elles sont fortement impliquées dans une agriculture familiale et un tissu économique rural dynamiques. C'est un système agro-alimentaire durable qui fait ses preuves : nourrir les ruraux et les urbains, créer de l'emploi, gérer les ressources naturelles.

Bénin

Valorisation de la jacinthe d'eau

Porteur du projet

Gevalor, France
www.gevalor.org

Partenaire principal

Action pour l'environnement et le développement durable (Aced), Bénin

Localisation du projet

Sô Ava, Bénin

Bénéficiaires

Directs : 70 familles

50 femmes

Indirects : 200 familles de maraîchers, 300 familles de consommateurs.

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Plante invasive

La jacinthe d'eau est une plante invasive très présente sur les plans d'eau d'Afrique de l'Ouest. Elle a des effets négatifs sur la biodiversité et le climat.

Au Bénin, la commune de Sô-Ava est située au bord du lac Nokoué, à proximité des grandes villes du Sud du pays, bordées par le même lac. La jacinthe d'eau rend la pêche difficile et asphyxie les poissons. De plus, elle complique le transport lacustre et l'écoulement des produits agricoles vers les villes.

À valoriser pour un maraîchage agroécologique

Les femmes maraîchères et les jeunes de Sô-Ava ont peu de moyens pour financer l'achat d'engrais minéraux. Intéressés par la fumure organique, ils sont soutenus par Aced et Gevalor pour le ramassage et le compostage de la jacinthe d'eau.

Pour accroître la valorisation, il reste à trouver des moyens plus rapides de récolter la jacinthe (recherche-développement et diffusion des résultats) et à optimiser la façon dont le compost est utilisé sur les cultures (tests comparatifs et formation par les pairs). Les femmes vont en outre créer un point de vente direct en ville en mettant en avant la qualité sanitaire de leurs produits agricoles.

Résultats attendus

- *Compostage* : les femmes et les jeunes sont plus efficaces dans le ramassage de la jacinthe d'eau et ils produisent davantage de compost ;
- *Maraîchage* : les femmes et les jeunes ont de meilleurs rendements pour les cultures maraîchères (+ 20 %) et leurs légumes sont de meilleure qualité ;
- *Circuits courts* : 70 maraîchers organisent un circuit court de vente vers la ville d'Abomey-Calavi et perçoivent ainsi des prix au moins 10 % plus élevés.

Principales activités

- Recherche-développement et capitalisation sur les techniques de ramassage de la jacinthe d'eau ;
- Formation par les pairs des jeunes et des femmes sur le compostage ;
- Définition avec les jeunes et les femmes de techniques agroécologiques utilisant le compost ;
- Tests comparatifs des rendements et de la qualité des produits, capitalisation des résultats ;
- Organisation d'un point de vente à Abomey-Calavi ;
- Enquête sur les attentes des consommateurs et appui au marketing des produits ;
- Formation et accompagnement dans la vente ;
- Capitalisation des résultats.

Bénin

Apiculture traditionnelle améliorée

Porteur du projet

Union béninoise des maisons familiales rurales (UB-Mafar), Bénin

Partenaire principal

Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), France

Localisation du projet

Communes de Kétou et Abomey, Bénin

Bénéficiaires

Directs : 45 familles

Indirects : 900 familles

Durée

24 mois

Financement

Fondation de France :
30 000 €

Une apiculture traditionnelle dangereuse

Au Bénin, le miel provient encore souvent de ce que l'on appelle la « chasse au miel » ou encore apiculture de cueillette. Ce type d'apiculture bien qu' ancestrale, cause la destruction massive des colonies d'abeilles ; elle occasionne des feux de brousse et ne permet pas la disponibilité en quantité et en qualité du produit sur le marché.

Développer une apiculture au service des hommes et de l'environnement

Pourtant, l'apiculture peut être pratiquée sans perturber l'environnement. Au contraire, la pollinisation par les abeilles facilite l'ensemencement et les personnes qui tirent des revenus de cette activité deviennent rapidement des avocats de la protection des ressources forestières.

L'UB-Mafar a déjà formé 15 apiculteurs dans la zone de Kétou qui produisent jusqu'à 450 litres de miel par an.

Avec ce nouveau projet, 5 formateurs en apiculture vont acquérir de nouvelles compétences et davantage de stagiaires vont se former et s'installer, en particulier à proximité de la grande ville d'Abomey. L'UB-Mafar va également réaliser un film montrant l'importance de la production du miel pour sensibiliser les jeunes.

Résultats attendus

- *Formation* : 5 formateurs acquièrent de nouvelles compétences et 45 jeunes stagiaires maîtrisent les différentes étapes de l'apiculture ;
- *Installation* : 45 stagiaires ont fabriqué chacun 5 ruches, ils produisent et vendent 45 litres de miel en moyenne par an et font partie d'un groupement ;
- *Sensibilisation et circuits courts* : les productions bénéficient aux habitants des zones urbaines de Kétou et Abomey, les jeunes des collèges sont sensibilisés à la production apicole.

Principales activités

- Renforcement des compétences technico-économiques des moniteurs en apiculture, voyage d'études dans le Nord Bénin ;
- Formations des stagiaires à la fabrication de ruches, sur les abeilles, les techniques de préparation et de gestion de sites apicoles, l'utilisation du matériel et des équipements apicoles, la préparation du terrain, la récolte et l'extraction du miel ;
- Accompagnement des stagiaires pour l'identification et la préparation des sites de production ;
- Formation à l'utilisation des kits d'apiculture ;
- Formation sur le marketing et la commercialisation ;
- Suivi technico-économique des stagiaires dans leur exploitation et mise en relation avec des OP.

Bénin

Un partenariat durable entre productrices de manioc et grossistes

Porteur du projet

Centre d'intervention pour le développement (Cidev), Bénin

Partenaire principal

Planète Urgence, France
www.planete-urgence.org

Localisation du projet

Commune de Dogbo, Bénin

Bénéficiaires

Directs :

140 femmes de 10 groupements de transformatrices de manioc

Durée

12 mois

Financement

Fondation de France :
17 760 euros

S'organiser pour répondre à la demande urbaine

Grâce à un précédent projet, les femmes de Dogbo ont trouvé des débouchés pour leurs produits dérivés du manioc dans des boutiques et supermarchés de Cotonou et Porto Novo. La demande est forte, mais l'association des productrices n'est pas suffisamment organisée pour assurer le lien constant avec ces marchés urbains. Il manque une entité économique capable de prendre en charge la vente groupée de la production vers les villes.

Un nouveau maillon dans la chaîne de distribution

Cidev accompagne les groupements de femmes de Dogbo dans la mise en place d'un dispositif qui intègre des entreprises privées spécialisées dans l'approvisionnement des villes en produits agroalimentaires. L'objectif est d'assurer une distribution de gros pour garantir l'élargissement de la commercialisation des produits dérivés du manioc. Il s'agit alors de construire des relations durables entre les productrices et les grossistes, fondées sur une gestion équitable des prix, des quantités et de la qualité.

Résultats attendus

- *Filière* : les femmes de Dogbo intègrent au moins deux entreprises privées de vente en gros dans le circuit de distribution de leurs produits. Elles mettent en place un dispositif de traçabilité.
- *Formation* : les distributeurs grossistes et les groupements de femmes transformatrices maîtrisent et appliquent la notion de gestion durable des relations d'affaires.
- *Marché* : les marchés de Cotonou et Porto Novo, puis d'autres villes, sont régulièrement et significativement fournis en produits dérivés du manioc.

Principales activités

- Identification d'entreprises de distribution pouvant opérer sur plusieurs villes du Bénin et jouer le rôle de partenaire durable.
- Formation des entreprises de distribution et des femmes transformatrices de Dogbo à la gestion durable des affaires.
- Etude des conditions de réussite de la stratégie de changement d'échelle par les entreprises grossistes.
- Mise en œuvre d'un processus participatif pour l'élaboration d'un dispositif de traçabilité des produits dérivés du manioc fabriqués par les femmes.

Bénin

Accompagner la croissance de la filière soja et réduire l'insécurité alimentaire

Porteur du projet

Union régionale des producteurs de l'Atlantique et du Littoral (URP-AL), Bénin

Partenaire principal

AVSF, France
www.avsf.org

Localisation du projet

Sud-Bénin

Bénéficiaires

Directs :
100 familles

Indirects : 120 000
consommateurs

Durée

18 mois

Financement

Fondation de France :
24 988 euros

Des espaces de dialogue et d'apprentissage

L'URP-AL a développé des pôles d'entreprises agricoles (PEA) pour les filières soja et maïs lors d'un projet pilote. Les producteurs, transformateurs, commerçants, consommateurs et institutions de microfinance intervenant sur une même filière se regroupent pour développer l'esprit entrepreneurial et les partenariats gagnants-gagnants. Le « champion » du PEA est un acteur important dont le dynamisme tire les autres acteurs pour satisfaire les exigences des consommateurs urbains.

Sur la filière soja, les résultats sont spectaculaires : la production est passée de 8 à 283 tonnes de 2011 à 2015, dont 225 tonnes sont vendues collectivement aux transformatrices, les produits dérivés du soja se diversifient et la demande des consommateurs est en constante augmentation. Pour accompagner la croissance de la filière, l'URP-AL propose de spécialiser et renforcer les PEA.

Quatre PEA pour quatre produits phares du soja

Quatre PEA seront constitués autour de quatre chaînes de valeur du soja : fromage de soja, goussi et huile de soja, lait de soja et farine de bouillie de soja. Chacune a son représentant.

Cette spécialisation des PEA autour d'une chaîne de valeur a pour but de professionnaliser les acteurs autour d'une offre alimentaire spécifique dont la qualité, la quantité et la régularité répondent aux besoins des consommateurs urbains.

Résultats attendus

- *Formation* : les acteurs des pôles d'entreprises agricoles (PEA) soja ont accru leurs capacités de production, transformation et commercialisation ;
- *Filière* : quatre pôles d'entreprises agricoles soja sont fonctionnels ;
- *Marché* : les consommateurs urbains et péri-urbains du Sud-Bénin ont accès à des produits de qualité à base de soja.

Principales activités

- Étude diagnostic du pôle d'entreprise agricole (PEA) du projet pilote et atelier de restitution des résultats ;
- Élaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des acteurs des PEA soja ;
- Appui à l'acquisition de matériels légers de transformation ;
- Étude de marché des produits agroalimentaires à base de soja ;
- Organisation de campagnes de sensibilisation et de promotion commerciale.

Burkina Faso

Transformation des produits locaux pour s'adapter aux marchés urbains

Porteur du projet

Gret, France
www.gret.org

Partenaire principal

Fédération des professionnels agricoles du Burkina (Fépa/B)

Localisation du projet

Boucle du Mouhoun, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 231 femmes
membres de 8 groupements

Indirects : 1 200 familles

Durée

35 mois

Financement

CFSI :
50 000 €

Des potentialités mal exploitées

La région de la Boucle du Mouhoun dispose de fortes potentialités agricoles et forestières. Les ressources forestières non ligneuses sont toutefois mal exploitées, alors qu'elles contribuent à la diversification des activités agricoles. Les produits dérivés sont les huiles, les épices, les jus, sirops et vins. Des produits agricoles comme le manioc, transformés en *atiéké* et plusieurs dérivés, sont très demandés. Les transformatrices les vendent souvent sur les marchés ruraux, plus accessibles et moins exigeants que les marchés urbains.

Organiser les filières les plus porteuses

Une étude de marché identifie les filières les plus porteuses : produits dérivés du manioc, produits issus du karité, du néré (*soumbala*), de la liane goïne (jus de fruit, sirop, vin), du *zamnè* et du miel. Les femmes visent l'écoulement de ces produits sur les principaux marchés ruraux et urbains, en particulier ceux de Bobo Dioulasso, Dédougou, Koudougou et Toma. Elles modernisent leurs petites entreprises et travaillent avec tous les acteurs de la filière. Cette évolution a déjà commencé pour le manioc qui est transformé en *atiéké*. C'est la condition sine qua non pour faire face à la concurrence des produits importés sur les marchés urbains.

Résultats 2015

Transformation : 4 unités de transformation ont augmenté leur production par rapport à 2014 entre + 50 à + 140 %. Par manque de matière première, les 3 autres ont régressé (entre -80 et - 98 %).

Accès au marché : 20 points de vente sont approvisionnés.

Amélioration du revenu : l'évolution des chiffres d'affaires se situe entre + 10 et + 25 % selon les unités.

Démarche qualité : suite aux formations sur l'hygiène, l'amélioration de la qualité des produits transformés est attestée par les analyses faites par le Département de technologie alimentaire.

Promotion des produits locaux : les femmes ont participé à 2 foires provinciales. Elles ont réalisé en 2 jours un chiffre d'affaires de 260 000 FCFA et ont fait face à une rupture de stock, tant la demande était forte.

Structuration collective : 4 des 8 groupements tiennent de manière satisfaisante les cahiers de gestion.

Principales activités

- Appui aux producteurs/trices pour assurer aux transformatrices un approvisionnement de qualité et un prix accessible ;
- Accompagnement technique des unités de transformation ;
- Mise en place et suivi d'un réseau de distribution en ville ;
- Formation des groupements aux bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène, suivi de la qualité des productions ;
- Mise en place d'emballages innovants ;
- Mise en place et suivi des plans d'affaires ;
- Formations organisationnelles, techniques et en gestion ;
- Appui à la commercialisation (fonds de roulement, matériel) ;
- Actions de promotion et de marketing ;
- Sensibilisation et information des consommateurs urbains sur les produits locaux (émissions de radio, démonstrations dans les foires, etc.)

Burkina Faso

Consolider les unions de producteurs de lait et de miel

Porteur du projet

Autre Terre (AT),
Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

Action pour la Promotion des
Initiatives Locales (Apil),
Burkina Faso

Autres partenaires pour le changement d'échelle

Unions communales d'apiculteurs et agro-pasteurs,
Un financeur belge (particulier)

Localisation du projet

Kaya, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 2 400 apiculteurs
et 1 200 agro-pasteurs

Durée

18 mois

Financement

Fondation de France :
8 020 euros

Mise en réseau des producteurs pour atteindre les marchés urbains

Pour diversifier la production et garantir des débouchés rémunérateurs aux producteurs, Autre Terre et Apil ont soutenu la mise en place d'une miellerie et d'une laiterie dans la région de Kaya. Les apiculteurs et agro-pasteurs ont été incités à se regrouper, pour assurer ensemble un réseau local de commercialisation de leurs produits. Ces unions de producteurs ont aujourd'hui du mal à faire face à une demande très forte des consommateurs urbains : la miellerie manque de producteurs et la laiterie n'a pas les capacités suffisantes pour gérer toute la production acheminée vers elle.

Un statut de coopérative pour une gestion plus adaptée

Dans l'optique de pérenniser les unions de producteurs et de les amener à mieux gérer l'offre et la demande, Apil va désormais les accompagner dans la construction d'un statut de coopératives communales. Pour que ces groupements gagnent progressivement en autonomie et en efficacité, un modèle de gestion des coopératives avec l'association burkinabée va être construit. Il sera basé sur la redistribution équitable et la transparence. À plus long terme, l'objectif est aussi d'étendre le réseau de producteurs concernés.

Résultats attendus

- *Autonomie* : les unions communales de producteurs s'organisent en coopératives, avec un statut permettant l'implication de plusieurs parties prenantes, une redistribution équitable des bénéfices, un accroissement du chiffre d'affaires. Elles planifient leurs activités et financements.
- *Capitalisation et changement d'échelle* : les coopératives mettent en place une stratégie de démultiplication de leur expérience.

Principales activités

- Accompagnement des unions communales vers l'acquisition du statut de coopérative (élaboration des statuts, plan de renforcement organisationnel et plan de développement) ;
- Mise en place de structures managériales au sein des coopératives ;
- Capitalisation et démultiplication du modèle économique dans d'autres segments de l'économie rurale.

Burkina Faso

Partage des innovations au sein de la filière niébé

Porteur du projet

Fert, France
www.fert.fr

Partenaire principal

3 Unions départementales des producteurs de niébé de Pissila, Dablo et Pensa, Burkina Faso

Autres partenaires pour le changement d'échelle

Coopérative agricole du Passoré
Coopérative Relwende
Union départementale des producteurs de Niébé de Ziga
Union régionale des productrices de niébé de la région Centre
Union provinciale féminine Namanegbzanga pour la promotion de la filière niébé du Bam

Localisation du projet

Burkina Faso

Bénéficiaires

14 300 producteurs
(adhérents des 8 OP)

Durée

15 mois

Financement

Fondation de France :
20 000 euros

Des innovations pour mieux vendre le niébé

Depuis 2008, Fert est partenaire de 3 unions de producteurs pour que le niébé se vende mieux sur les marchés et génère davantage de revenus : amélioration des variétés, de la fertilité des sols, des traitements post-récolte, du stockage, SMS d'information sur les prix de marché, etc. Cinq autres organisations de producteurs (OP) de niébé s'intéressent à ces initiatives et sollicitent un accompagnement de Fert. Ce qui a été fait par les trois premières unions pourrait bénéficier plus largement à la filière par des échanges d'OP à OP.

La réplication par des échanges d'OP à OP

Fert est persuadée que le développement agricole passe par des producteurs organisés adhérant à des structures qui leur proposent des services. Le changement d'échelle s'opère par des échanges d'OP à OP de la même filière. Elles interviennent sur des territoires différents mais se mettent en réseau pour échanger sur les innovations locales, ainsi que sur d'autres problématiques de la filière (commercialisation, plaidoyer, etc.) Le changement d'échelle repose ici sur la volonté des OP de prendre leur destin en main. C'est un pari, mais c'est aussi la clef de la réussite pour un partenariat de coopération internationale équilibré et surtout pour un développement durable des OP.

Résultats attendus

- *Capitalisation* : les unions de niébé ayant bénéficié du programme Pafao ont partagé leurs expériences avec d'autres organisations de producteurs de niébé ;
- *Filière* : les OP de la filière niébé ont amorcé une dynamique d'échanges autour de l'accès aux marchés urbains et sont prêtes à la renforcer ;
- *Changement d'échelle* : les nouvelles OP partenaires ont identifié des actions concrètes pour reconnecter agriculture familiale et marchés urbains et sont prêtes à s'y investir.

Principales activités

- Ateliers d'échanges entre les 8 OP, chacune présente ses services et innovations ;
- Visites de terrain des innovations, accompagnement pour dégager les conditions de réussite des innovations ;
- Restitutions des résultats des visites aux autres élus des OP et temps de réflexion pour créer des plans opérationnels de réplication ;
- Mise en commun des plans d'actions des 8 OP.

Burkina Faso

Un circuit de vente directe pour lutter contre la malnutrition

Porteur du projet

Gret, France
www.gret.org

Partenaire principal

Association Sagltaaba pour l'Epanouissement de la Femme et de la jeune Fille (Aseff),
Burkina Faso

Autres partenaires pour le changement d'échelle

Districts sanitaires de Sig-Nonghin et de Bogodogo,

Unités de production de farines infantiles (Faso Riibo, Burkina Agricole, Ecoprix et Misola),

Mairies d'arrondissements de Sig-Nonghin et de Bogodogo

Localisation du projet

Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 40 femmes des unités de production et 6 vendeuses

Indirects : 1 400 familles (mères et enfants)

Durée

18 mois

Financement

Fondation de France :
25 000 euros

Vente directe d'aliments fortifiés pour les enfants et les femmes des quartiers défavorisés

Pour lutter contre la malnutrition maternelle et infantile, le Gret et son partenaire burkinabé Aseff ont élaboré un réseau de transformation et de vente de proximité de produits alimentaires fortifiés : *Laafi benre*, « la bouillie qui donne la santé », en langue locale. Fabriqués localement, présentés sous forme de sachets à préparer ou de bouillies prêtes à consommer, et distribués via des kiosques implantés dans les quartiers ou par un système de porte-à-porte, ces aliments ont connu rapidement un franc succès auprès des femmes de la périphérie de Ouagadougou. Pour répondre au mieux à une demande croissante et gagner en autonomie, les productrices doivent donc s'organiser.

Un modèle d'entreprenariat social autonome et durable

Pour consolider cette initiative, les femmes utilisent leur notoriété d'agents de santé communautaire et créent des entreprises sociales locales. Cela passe par l'aboutissement de la démarche qualité, la diversification des produits, l'identification de nouveaux parcours de vente, mais aussi par le renforcement du modèle économique. Les femmes poursuivent également la sensibilisation des consommateurs sur les bonnes pratiques d'alimentation infantile, pour renforcer le lien de proximité.

Résultats attendus

- *Capitalisation* : tous les acteurs de la filière échangent et diffusent leur expérience de production locale, de commercialisation et de promotion des aliments fortifiés.
- *Qualité* : les femmes productrices d'aliments fortifiés augmentent leur production de 10 % par mois et deux d'entre elles obtiennent une certification aux normes nationales.
- *Changement d'échelle* : les femmes mettent en place un système marchand autonome, qui atteint l'équilibre économique et se structure comme entreprise sociale.

Principales activités

- Appui aux unités de production locales d'aliments fortifiés (dans les démarches de diversification et certification) ;
- Renforcement du modèle d'entreprenariat social : nouveaux produits, extension du réseau, sensibilisation des consommateurs et promotion de la santé nutritionnelle ;
- Étude approfondie sur la production et la commercialisation des aliments fortifiés locaux et importés au Burkina, pour rendre compte des enjeux politiques, des habitudes des populations et des expériences préexistantes ;
- Rencontre avec les principaux acteurs de la filière pour structurer le modèle sur le long terme et former les acteurs communautaires.

Guinée-Bissau

Les femmes bissau-guinéennes, actrices de changement

Porteur du projet

Essor, France
www.essor-ong.org

Partenaire principal

Fédération paysanne Kafo
(Fédé/Kafo), Guinée-Bissau

Localisation du projet

Région d'Oio, Guinée Bissau

Bénéficiaires

Directs : 1 500 personnes
dont au moins 70 % de femmes

Indirects : 4 500 personnes
(population des 24 villages bénéficiaires)

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Un secteur agro-alimentaire naissant

En Guinée-Bissau, l'absence d'infrastructures de stockage et de transport limite les revenus des paysans et l'approvisionnement des villes.

Grâce à un précédent projet, 300 familles rurales habitant à proximité de la ville de Farim transforment des produits agricoles. Ils sont contrôlés au niveau qualité par le centre de Djalicunda, et approvisionnent une nouvelle structure de commercialisation, kafo.com, et un service marketing. Une dynamique commerciale est née, la nouvelle gamme de jus de fruits a gagné des parts de marché dans la capitale.

Changer d'échelle

Afin de conquérir durablement les marchés urbains, les transformatrices améliorent et maintiennent la qualité des produits fabriqués dans leurs petites unités villageoises. Via le projet, et plus particulièrement Kafo, elles s'investissent également dans de nouvelles techniques innovantes de promotion des produits comme la vente ambulante et les représentations théâtrales.

Kafo organise des rencontres avec la société civile et les pouvoirs publics pour diffuser les innovations et initier un changement d'échelle. Les politiques publiques évoluent en faveur de la transformation agro-alimentaire artisanale.

Résultats attendus

- *Revenus agricoles* : 1 000 paysans vendent plus facilement et à meilleur prix leurs productions aux unités de transformation ;
- *Transformation* : les 24 unités de transformation produisent davantage (+ 30 %), la moitié sont capables de contrôler seules la qualité de leurs produits ;
- *Commercialisation* : l'accès aux produits locaux de qualité est amélioré, KAFO commercial génère un chiffre d'affaires de 20 000 euros et les ventes de la marque *Sabores de tabanca* augmentent de 20 %.

Principales activités

- Renforcement des connaissances techniques des transformateurs et amélioration de la qualité ;
- Appui à la constitution, formalisation et gestion d'OP et micro entreprises ;
- Appui des organisations partenaires dans la recherche de l'autonomie technique et financière ;
- Études de marché, appui à la commercialisation, prospection de nouveaux marchés ;
- Amélioration des stratégies d'approvisionnement en matières premières et en emballage de qualité ;
- Promotion des produits locaux (marketing, plan de communication) ;
- Organisations de séminaires, capitalisation, plaidoyer.

Guinée-Bissau

Une filière huile de palme durable dans la région de Cacheu

Porteur du projet

Grdr, France
www.grdr.org

Partenaire principal

Cooperativa agro-pecuaria de jovens quadros (COAJQ)

Localisation du projet

Région de Cacheu, Guinée-Bissau

Bénéficiaires

Directs : 144 familles
144 femmes

Indirects : 1 500 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Une source de revenus menacée

La forêt de la région de Cacheu est riche en palmiers sauvages et l'extraction de l'huile est une activité très importante pour les familles rurales. Elle fait vivre de nombreuses personnes : les cueilleurs et les femmes qui assurent la transformation. Cette huile est commercialisée jusqu'à Bissau et Dakar. Elle est connue pour sa typicité et ses qualités, mais subit de plus en plus la concurrence de l'huile de palme industrielle issue des palmiers domestiques de Côte d'Ivoire.

Les enjeux sont multiples. Il faut améliorer la productivité ainsi que le dialogue entre les acteurs de la filière pour protéger l'huile de palme de qualité et assurer ses débouchés.

Faire reconnaître et préserver la qualité

Grâce à de meilleurs équipements, les transformatrices sont plus productives. Elles établissent un cahier des charges, de manière concertée avec tous les acteurs de la filière, pour la production d'une huile de palme durable et de qualité. La certification de l'huile permettra aux consommateurs de Ziguinchor et de Bissau de distinguer l'huile issue des palmiers sauvages de celle des palmiers domestiques. Le marché sera ainsi protégé. Parallèlement, un dialogue entre les usagers de la forêt et les autorités doit aboutir à des règles consensuelles de préservation de l'écosystème des palmiers.

Résultats attendus

- *Qualité* : les consommateurs de Bissau et Ziguinchor connaissent et reconnaissent les qualités et spécificités de l'huile issues des palmiers sauvages de la région de Cacheu ;
- *Revenus* : la rémunération des femmes membres des groupements augmentent de 20 % après la mise en place de la démarche de certification ;
- *Environnement* : les autorités décident de mesures de conservation pour les massifs forestiers qui abritent les palmiers à huile.

Principales activités

- Établissement d'une situation de référence sur la production et la commercialisation de l'huile de palme dans la région ;
- Concertation multi-acteurs pour l'élaboration d'un cahier des charges « huile de palme durable », suivi de sa mise en œuvre ;
- Formation des groupements de femmes productrices ;
- Promotion du label territorial (radio, foires, marchés, etc.)
- Appui à la commercialisation ;
- Campagne de sensibilisation sur la nutrition et la valorisation des produits alimentaires locaux ;
- Sensibilisation sur la conservation des zones de palmeraie ;
- Mise en place de cadres de concertation pour la bonne gestion des palmeraies.

Guinée

Une Fédération de maraîchers autonome

Porteur du projet

Association Normandie Guinée (ANG)

Partenaire principal

Fédération des Maraîchers de Bowé-Badiar (FMBB)

Autres partenaires pour le changement d'échelle

Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Guinée
Ministère de l'Agriculture (Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles - PNAFA), Guinée

Localisation du projet

Télimélé, Gaoual, Koundara, Guinée

Bénéficiaires

Directs :
2 834 producteurs
dont 2 125 femmes

Indirects : 120 000 consommateurs

Durée

18 mois

Financement

Fondation de France : 19 200 euros

Finaliser le développement de la Fédération des maraîchers

2 000 maraîchers des préfectures de Télimélé, Gaoual et Koundara se sont organisés en unions et ont créé une fédération professionnelle (Fédération des maraîchers Bowé-Badiar). La structuration de la filière maraîchère a un réel impact sur les maraîchers : grâce aux ventes groupées, ils perçoivent des revenus en moyenne 35 % plus élevés.

Après plusieurs étapes de développement, c'est l'autonomie de la Fédération qui est désormais la dernière étape à franchir.

Une triple stratégie

La stratégie de changement d'échelle choisie avec la FMBB repose sur la création d'une entité durable. D'un point de vue économique, la FMBB doit faire la transition vers le système marchand et atteindre l'autonomie financière (par la mise en place de commissions sur les ventes réalisées). Au niveau social, la FMBB doit s'inscrire dans une optique de renouvellement générationnel, par la formation commerciale des membres. La démarche de préservation des ressources naturelles, par l'adoption de pratiques agroécologiques, doit se généraliser.

Résultats attendus

- *Production* : + 10 % sur la saison 2015/16 soit une production de 4 200 tonnes, + 10 % saison 2016/17 soit une production de 4 500 tonnes ;
- *Accès aux marchés* : 60 % de la production est commercialisée par la Fédération vers les 3 Communes urbaines et les centres de Boké, Kindia et Labé (soit 2 500 t en 2015/16 et 2 700 t en 2016/17) ;
- *Formation et emploi* : 8 stagiaires d'écoles d'agriculture sur les 12 obtiennent un emploi dans le monde rural à l'issue de leur stage ;
- *Autonomie* : la Fédération est autonome économiquement en 2017.

Principales activités

- Poursuite et développement de la dynamique de production et de commercialisation
- Mise en place du mécanisme d'autofinancement de la structure
- Développement des compétences entrepreneuriales des dirigeants de la FMBB
- Elaboration avec les partenaires d'un module de formation afin de mieux intégrer les jeunes diplômés
- Poursuite des formations pratiques des jeunes ruraux
- Mise en place d'un suivi évaluation

Guinée

Un label qualité pour le riz de mangrove

Porteur du projet

Gret, France
www.gret.org

Partenaire principal

Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE), Guinée
www.mge-guinee.org

Autres partenaires pour le changement d'échelle

Bureau Stratégie et Développement du Ministère de l'Agriculture (BSD / MA).

Localisation du projet

Basse Guinée et Conakry, Guinée

Bénéficiaires

Directs : 5 800 personnes sur l'ensemble de la filière.

Durée

15 mois

Financement

Fondation de France :
22 261 euros

Protéger une filière locale renommée grâce à la labellisation

Le riz *Böra Maalé* est une variété cultivée selon un savoir-faire traditionnel dans les mangroves de Basse Guinée. Reconnu pour sa qualité, ce riz est très apprécié des consommateurs urbains. L'enjeu pour les acteurs de la filière était de promouvoir une qualité supérieure, de limiter la vente d'autres riz sous le même nom, et d'assurer que la plus-value liée aux caractéristiques du produit leur revienne effectivement. Le Gret et la MGE ont donc accompagné l'émergence d'une organisation interprofessionnelle (le Réseau *Böra Maalé*) qui se charge de la gestion, du contrôle et de la promotion d'une marque collective pour le riz *Böra Maalé*.

Vers l'aboutissement de la démarche qualité

Il s'agira désormais, pour les acteurs de la filière, de développer et renforcer la notoriété de la marque en Guinée et d'identifier les marchés potentiels à développer (bio, équitable indication géographique). D'un point de vue organisationnel, la structure interprofessionnelle doit devenir autonome. Elle doit aussi faciliter la diffusion et l'appropriation de son expérience par les pouvoirs publics. L'objectif est d'arriver à une meilleure prise en compte de l'aval des filières, de la concertation interprofessionnelle, de la démarche qualité et de la promotion du « consommer local » dans les politiques agricoles nationales.

Résultats attendus

- *Revenus* : grâce à l'augmentation des ventes de riz de la marque *Böra Maalé*, la filière est renforcée et génère une augmentation de revenus des acteurs
- *Autonomie* : les capacités des acteurs du Réseau *Böra Maalé* sont renforcées, sa pérennité est assurée.
- *Changement d'échelle* : les acquis du projet sont intégrés dans les politiques publiques, avec la définition d'une stratégie prospective pour l'essor du label et plus globalement de la promotion de la qualité des produits locaux.

Principales activités

- Renforcement des capacités techniques et financières de l'organisation interprofessionnelle en tant qu'entité économique durable ;
- Construction d'une démarche qualité efficace à travers la formation des acteurs de la filière ;
- Réflexions sur les conditions de réussite du changement d'échelle ;
- Collecte d'informations, production de notes et organisation d'actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics
- Actions de marketing, de communication et de sensibilisation des consommateurs.

Sénégal

Région de Kaffrine : une filière céréales locales, durable et professionnelle

Porteur du projet

Autre Terre ASBL, Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

Union des comités écologiques de la vallée de Mininky (UCEM)

Localisation du projet

Koungheul, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 300 familles

150 transformatrices et 150 producteurs

Indirects : 1 300 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
30 687 €

Dépendance aux importations alimentaires

Dans les villes sénégalaises, la majeure partie des repas est à base de céréales. Cependant, le déficit céréalier du pays est estimé à 40 % et la fertilité des sols se dégrade. De plus, le secteur de la transformation des céréales reste embryonnaire et les ménages urbains peinent à trouver des offres stables et de qualité en produits dérivés céréaliers. La demande urbaine croît et se diversifie : farine, couscous, semoules de mil, etc. Malgré les efforts des autorités pour promouvoir le « consommer local », les consommateurs s'orientent vers les produits importés prêts à cuire ou à consommer.

Professionaliser une filière biologique

Le réseau des femmes de la vallée de Mininky regroupe 300 transformatrices de produits locaux, mais elles ne sont pas bien organisées. Le projet repose sur leur mise en relation avec des groupements de producteurs biologiques afin de créer une filière fondée sur la qualité des produits et la confiance entre transformatrices et producteurs. Les femmes s'équipent avec du matériel local de transformation, se forment, organisent des échanges équitables avec les producteurs et mettent l'accent sur l'emballage et le marketing pour écouler les produits dans 3 villes : Kaolack, Kaffrine et Koungheul.

Résultats attendus

- *Agroécologie* : chaque année, 50 nouveaux producteurs bénéficient de la certification « biologique » via le système de garantie participatif (SGP) ;
- *Revenus* : les femmes transforment et vendent en ville 120 tonnes de céréales locales, leurs revenus passent de 50 000 à 100 000 FCFA par an et celui des producteurs, de 150 000 à 250 000 FCFA par an ;
- *Gestion* : les groupements de producteurs et de transformatrices fonctionnent selon les principes de l'ESS et établissent des comptes d'exploitation et des business plans.

Principales activités

- Formation de la gérante et des meunières aux techniques de transformation des céréales ;
- Formation de 150 femmes en hygiène alimentaire et en gestion ;
- Visite d'échange auprès des transformatrices du Refabec à Thiès ;
- Formation de 150 producteurs en agroécologie ;
- Suivi d'un système de garantie participatif (SPG) ;
- Création d'un plan marketing et 3 points de vente des produits transformés ;
- Animations et formations sur l'ESS ;
- Formation de 30 transformatrices à la gestion d'entreprise.

Sénégal

Microagriculture en coopératives

Porteur du projet

Centre d'écoute et d'encadrement pour un développement durable (CEEDD), Sénégal
www.ceedd.org

Partenaire principal

Aster International, France
www.aster-international.org

Localisation du projet

Thiès, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 360 familles
360 femmes

Indirects : 2 800 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Des femmes dans l'impasse

Comme ailleurs au Sénégal, la pauvreté affecte lourdement les femmes de Thiès. Elles sont nombreuses à être marginalisées, sans opportunité d'emploi pour subvenir aux besoins de la famille dont elles ont la responsabilité au quotidien. Le taux de malnutrition reste élevé (10 % de la population de la ville). Par ailleurs, la ville de Thiès rencontre des contraintes pour son expansion du fait de la densité des villages environnant, le foncier y est donc cher et l'offre de produits agricoles locaux est insuffisante.

Une solution simple et facilement reproductible

La microagriculture est une solution très pertinente pour lutter contre l'insécurité alimentaire des familles vulnérables urbaines tout en leur proposant une activité génératrice de revenus par la vente des surplus. C'est un type d'agriculture parfaitement adapté aux espaces restreints des villes à forte densité de peuplement. Elle permet d'améliorer les conditions de vie des populations mais aussi le cadre de vie général des villes. La microagriculture est en quelque sorte le retour des pratiques traditionnelles du potager mais avec l'utilisation des techniques innovantes, et elle se révèle propice à l'imitation.

Résultats 2015

Amélioration de la production : 52 femmes ont un microjardin.

Accès au marché : outre la structuration en coopératives, le projet crée des circuits courts. Il vend des paniers de légumes dans des sociétés où des femmes travaillent et n'ont pas le temps d'aller au marché.

Participation des autorités locales : mairies, coopération décentralisée avec la ville de Cergy, Service départemental du développement rural (SDDR) et district sanitaire participent au projet.

Germes de changement d'échelle (essaimage) : de plus en plus de femmes demandent à suivre ces formations, ainsi que certains hommes à la retraite, intéressés pour créer un jardin vivrier au sein de leur propre foyer.

Principales activités

- Évaluation ex-ante par un consultant indépendant ;
- Formations en traitement des plantes et des sols des 200 bénéficiaires et confection des tables de microagriculture ;
- Formations en transformation et conservation, en gestion de coopératives, en techniques de communication ;
- Création et légalisation des coopératives, suivi de leur gestion et pérennité ;
- Organisation de la foire annuelle de la microagriculture urbaine ;
- Émissions de radio et télé, animation des réseaux sociaux ;
- Élaboration d'un document de plaidoyer en vue d'un accompagnement public de la microagriculture urbaine ;
- Suivi et évaluation du plan d'accompagnement.

Sénégal

Approvisionner les cantines de Ziguinchor en produits frais locaux

Porteur du projet

Grdr
www.grdr.org

Partenaire principal

Cadre régional de concertation des ruraux (CRCR)

Localisation du projet

Ziguinchor, Casamance, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 500 familles
300 femmes

Indirects : 27 000 familles

Durée

36 mois

Financement

CFSI / Fondation Lemarchand :
50 000 €

Aide alimentaire importée

Ziguinchor connaît une croissance démographique importante. Dans les quartiers périphériques, les populations ont souvent des moyens très limités, mais saisissent les opportunités économiques offertes par la ville : les femmes, en particulier, sont très actives dans le maraîchage.

Parallèlement, les dispositifs d'aide alimentaire (PAM, Unicef, etc.) qui approvisionnent une trentaine de cantines scolaires de Ziguinchor achètent peu de produits locaux. Hormis le riz qui vient de la vallée du fleuve Sénégal, les autres produits sont importés.

S'organiser pour répondre à la demande

Le Conseil régional de concertation des ruraux (CRCR) souhaite accompagner ces maraîchères dans une production agroécologique de qualité et dans l'organisation de leur offre pour répondre aux besoins des organismes d'aide alimentaire.

L'accès à la terre n'étant pas sécurisé pour les femmes, le projet favorisera également la concertation multiacteurs pour faire accepter le maraîchage comme activité de contre-saison dans les rizières situées à proximité de la ville.

Résultats attendus

- *Revenus*: les maraîchères des quartiers périurbains de Ziguinchor adoptent les techniques agroécologiques et gagnent mieux leur vie ;
- *Sécurité alimentaire* : les consommateurs de Ziguinchor s'approvisionnent en produits maraîchers sains auprès des productrices des quartiers péri-urbains ;
- *Plaidoyer* : l'expérience produit des références pour le plaidoyer de l'OP régionale partenaire en faveur des agricultures familiales.

Principales activités

- Concertation multiacteurs autour des enjeux fonciers ;
- Equipement des productrices en petit matériel et intrants ;
- Renforcement des compétences techniques et organisationnelles des bénéficiaires ;
- Identification et prises de contacts avec les cantines scolaires et les commerçants de Ziguinchor dans le but de formaliser des conventions ;
- Visites scolaires des périmètres maraîchers ;
- Animation d'ateliers sur les enjeux alimentaires dans les écoles ;
- Organisations d'émissions de radio sur le projet.

Sénégal

Des pôles avicoles villageois pour alimenter les villes

Porteur du projet

Service international d'appui au développement (Siad)
www.siad.asso.fr

Partenaire principal

Incubateur national sénégalais d'entreprises innovantes (Innodev)
www.innodev.sn

Localisation du projet

Commune de Méouane, région de Thiès, Sénégal

Bénéficiaires

Directs :
150 familles (750 - 1 000 personnes, dont 25 % de jeunes et 75 % de femmes)
Indirects : 500 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 euros

L'accès aux marchés urbains : un défi pour les petits producteurs de volaille ruraux

L'aviculture villageoise au Sénégal représente des milliers d'emplois et des revenus importants pour les populations vulnérables. Elle reste fortement concurrencée par les marchés importés. De plus, la production locale est malmenée par de mauvaises conditions d'élevage et par la désorganisation des acteurs de la filière. Dans la commune de Méouane, Innodev accompagne donc des groupes d'éleveurs vers la transition d'une production nomade individuelle à une production intensive organisée, pour accéder aux marchés de Dakar.

Vers des systèmes agro-avicoles innovants et compétitifs

Innodev appuie les petits éleveurs de volailles dans la structuration d'une filière de race locale adaptée à la demande urbaine, nourrie avec des aliments produits sur place. Une coopérative assure la pérennité de cette filière. Elle crée un lien durable et profitable entre les éleveurs et le marché, et propose un appui technique à ses membres. Elle se décline en concessions de 4 à 5 familles d'éleveurs associés, formant des « pôles avicoles » qui mutualisent leur travail.

Résultats attendus

- *Production* : les éleveurs produisent 5-6 tonnes de poulets et 4 500 à 6 000 œufs par an ; la mortalité des volailles baisse de 50 % par an et la productivité augmente de 30 %.
- *Filière* : les éleveurs se structurent en une coopérative avicole opérationnelle (100 éleveurs minimum) avec un réseau de clients identifiés et fidélisés. Les revenus augmentent de 25 % dès la deuxième année.
- *Formation* : 10 techniciens avicoles se forment pour pérenniser la coopérative et ses activités.
- *Marché* : les éleveurs obtiennent des débouchés à Dakar.

Principales activités

- Les villageois construisent des poulaillers et vaccinent les volailles.
- Les éleveurs créent la coopérative et ses organes de décision, puis élaborent des contrats avec des commerçants.
- 10 éleveurs s'engagent et se forment à devenir animateurs techniciens avicoles.
- Les éleveurs se forment à la gestion et l'organisation, ainsi que sur l'alimentation des volailles et aux techniques améliorées de conduite d'élevage.
- Les villageois mettent en place une unité de compostage et un jardin maraîcher.
- Le Siad pilote un dispositif de suivi-évaluation participatif.

Sénégal

Consolidation des circuits courts de légumes sains à Dakar

Porteur du projet

Enda Pronat, Sénégal
www.endapronat.org

Partenaire principal

Enda Europe, France
www.enda-europe.org

Autres partenaires pour le changement d'échelle

ETD, Togo
Coopérative Sell-Sella, Sénégal
Mairie de Dakar
FAO, Sénégal

Localisation du projet

Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs :
100 familles

Indirects : 120 000
consommateurs

Durée

18 mois

Financement

Fondation de France :
25 000 euros

Marché de niche rémunérateur

Enda Pronat a créé en 2013 une entreprise solidaire, la coopérative Sell-Sellal, pour développer des circuits courts de distribution des fruits et légumes sains à Dakar. Elle est constituée d'organisations paysannes engagées dans l'agroécologie et de jeunes diplômés en marketing.

Le marché de l'agriculture saine et durable (ASD) gagne en notoriété et influence mais les ventes aux consommateurs à revenus intermédiaires augmentent assez lentement. Cela s'explique par l'absence de protection du label « ASD » face à la concurrence des produits conventionnels qui rémunèrent moins bien les paysans.

Autonomisation de la coopérative

Pour conforter sa position de leader de la distribution des fruits et légumes sains et locaux à Dakar, la coopérative Sell-Sellal a différentes stratégies : diversification des possibilités de prises de commandes et de paiement, marketing plus offensif, harmonisation des tenues de travail, création de 3 nouveaux points de vente à Dakar en partenariat avec les mairies et municipalités.

Grâce à l'élargissement de son marché, Sell-Sellal augmente ses marges et se passe progressivement de subventions.

Résultats attendus

- *Accès aux marchés* : grâce à des partenariats avec la FAO et la Mairie de Dakar, la coopérative Sell-Sellal accroît sa visibilité (communication et multiplication des points de vente). Ses ventes passent de 5 000 à 8 000 kilos par mois ;
- *Prospective* : suite à une étude de marché et à un échange d'expérience sur la distribution du riz local à Lomé, la coopérative connaît mieux possibilités de développement ;
- *Plaidoyer* : les autorités sénégalaises prennent au moins une décision en faveur de l'agriculture familiale ;
- *Sensibilisation* : au moins 2 000 écoliers sont sensibilisés à l'agroécologie.

Principales activités

- Etude de marché avec enquête auprès des consommateurs, producteurs, leaders paysans et autorités administratives ;
- Capitalisation de projets sur l'alimentation des villes avec un focus sur le réseau de distribution du riz local à Lomé ;
- Stratégie marketing offensive et offre plus large de possibilités de prise de commande ;
- Renforcement des quatre points de vente existants et création de trois nouveaux ;
- Autonomisation progressive de la coopérative Sell-Sellal avec transfert du pouvoir de décisions vers les organisations paysannes membres.

Togo

Création d'une marque de viande locale labellisée « Vital lapin »

Porteur du projet

Avenir de la jeune fille de Dapaong (AJFD), France

Partenaire principal

Organisation régionale pour la promotion sociale et agricole (Orepsa), Togo

Localisation du projet

Région des Savanes, Togo

Bénéficiaires

Directs : 281 familles

Indirects : 4 187 familles

Durée

24 mois

Financement

Fondation de France : 29 283 €

Déficit en produits carnés

Au Togo, près de la moitié des ménages vit en insécurité alimentaire. La consommation moyenne de viande est seulement de 6 kilos par an et par habitant. Comme la production locale est insuffisante, le pays importe de la viande congelée, principalement d'Europe. Or, les coupures répétées d'électricité entraînent des ruptures de la chaîne du froid et des problèmes sanitaires. Les consommateurs fuient la viande locale du fait de sa cherté. Les petits producteurs de viande subissent cette concurrence déloyale et ne peuvent pas vendre à des prix rémunérateurs.

Améliorer la qualité pour s'assurer des débouchés

Dans cinq villages autour de la ville du Nord du Togo, Dapaong, cinq groupes de femmes marginalisées détiennent de petites exploitations d'élevage de lapins. Elles ont sollicité l'appui d'Orepsa. Le lapin est prisé sur le marché de Dapaong, sa viande présente des qualités intéressantes et le cycle de production est court. Les femmes vont s'organiser et se former pour produire davantage et selon des normes permettant la création du label « Vital lapin ». L'ajout de purée de sésame sera une spécificité de la marque et la haute valeur nutritive des produits leur permettra de faire face à la concurrence des viandes importées.

Résultats attendus

- *Structuration*: les femmes productrices et transformatrices s'organisent en une coopérative fonctionnelle ;
- *Labellisation* : les femmes produisent plus et mieux sous la marque labellisée « Vital lapin » ;
- *Sensibilisation* : les habitants de Dapaong connaissent les risques de la consommation de viande congelée importée et apprécient les produits « Vital lapin » ;
- *Changement d'échelle* : les associations capitalisent et diffusent les acquis du projet qui font tâche d'huile.

Principales activités

- Renforcement de la gouvernance des groupes de femmes cunicultrices ;
- Équipement des productrices et transformatrices en petit matériel ;
- Suivi et appui-conseil de la production par les animateurs de l'Orepsa ;
- Création de la marque « Vital lapin » et de kiosques de vente en circuits courts ;
- Capitalisation, diffusion et valorisation de l'innovation (radio, journée portes ouvertes, etc. ;
- Participation au collège des femmes de l'organisation paysanne nationale (CTOP) et plaidoyer.

Togo

À Lomé : vers une restauration de rue de qualité et riche en produits locaux

Porteur du projet

Echange pour l'organisation et la promotion des petits entrepreneurs (Echoppe), France
www.echoppe.org

Partenaire principal

Echange pour l'organisation et la promotion des petits entrepreneurs au Togo (Echoppe-Togo)

Localisation du projet

Lomé et région des Plateaux, Togo

Bénéficiaires

Directs : 1 600 familles

Indirects : 12 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
45 000 €

Synergie ville – campagne à trouver

Les femmes de Lomé sont très nombreuses à s'investir dans les activités de restauration de rue ou de commerce d'aliments. Leur activité s'est fortement développée, mais elles ont tendance à s'approvisionner en produits importés, si bien que l'agriculture familiale locale ne profite pas de la croissance urbaine. Echoppe a encouragé plusieurs centaines de femmes à nouer une relation commerciale équitable avec un millier de paysans de la région des Plateaux. L'offre en produits locaux s'est améliorée mais les échanges directs paysans-restauratrices ont du mal à fonctionner, les femmes ont tendance à retourner aux circuits classiques. D'autre part, leur restauration de rue traditionnelle est de plus en plus concurrencée par des cafétérias plus modernes gérées par les diasporas libanaises, indiennes et chinoises.

Dépasser les contraintes

Pour optimiser l'acheminement des produits locaux vers les villes et ainsi contenir les coûts, une entreprise sociale dédiée va être créée. Les femmes n'ont pas le temps nécessaire à l'organisation d'achats collectifs. Le projet va donc réintroduire un intermédiaire : des magasins de gros qui pourront préfinancer les achats des restauratrices (une dizaine de dépôts à Lomé). Pour améliorer l'image de la restauration de rue, les femmes fournissent des efforts supplémentaires sur l'hygiène, le service rendu (fontaines à eau, etc.) et diversifient leur offre (nouvelles recettes, nouvelles présentations).

Résultats attendus

- *Revenus paysans* : les restauratrices et commerçantes s'approvisionnent de plus en plus auprès des paysans de la région des Plateaux et à un prix supérieur à celui des marchés des zones de production ;
- *Hygiène* : elles appliquent les mesures d'hygiène, leur image s'améliore auprès de la clientèle ;
- *Diversification* : elles diversifient leur offre et introduisent de nouvelles préparations d'aliments locaux.

Principales activités

- Création d'une entreprise sociale et formation du gérant ;
- Implantation de plateformes d'approvisionnement ;
- Appui aux plateformes pour la transformation et la diversification des aliments ;
- Formation des restauratrices et des commerçantes d'aliments à l'hygiène ;
- Approvisionnement en gaz et sensibilisation des restauratrices à l'utilisation du gaz ;
- Identifications des innovations culinaires, formation à la préparation de nouveaux plats ;
- Aménagement des espaces de restauration et amélioration du service.

Afrique de l'Ouest

Plein feux sur le rôle des organisations interprofessionnelles

Porteur du projet

Inter-réseaux Développement rural, France

www.inter-reseaux.org

Partenaire principal

Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES), Bénin

www.lares-benin.org

Autres partenaires

Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
Réseau Bilital Maroobé (RBM)
Association pour la promotion de l'élevage au sahel et en savane (APESS)
Réseaux d'organisations interprofessionnelles

Localisation du projet

Afrique de l'Ouest
(zone CEDEAO)

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles
Indirects : 20 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

L'approche filière suscite l'intérêt

Les interprofessions sont des organisations qui regroupent les différents maillons d'une même filière. Elles se sont multipliées ces dernières années, notamment en Afrique de l'Ouest. Elles constituent un cadre privilégié de dialogue et, quand les conditions sont réunies, de contractualisation.

On appelle agriculture contractuelle le fait qu'une entreprise avance à un agriculteur des intrants – engrais, semences, crédit - en contrepartie d'un droit exclusif d'achat de sa récolte. Cette forme d'agriculture est de plus en plus considérée comme un moyen de diffuser les innovations, de transférer des technologies, mais aussi comme une stratégie pour financer et sécuriser les agriculteurs.

Faire le bilan des expériences ouest-africaines

Inter-réseaux et le LARES vont capitaliser les expériences des interprofessions d'Afrique de l'Ouest pour nourrir les plaidoyers des organisations socioprofessionnelles régionales (ROPPA, RBM, APESS) en faveur de l'agriculture familiale.

Ces organisations animent un observatoire des exploitations familiales. Elles pourront ainsi mieux prendre en compte la dimension commerciale dans la dynamique des exploitations familiales.

Résultats attendus

- *Innovation* : Inter-réseaux capitalise 4 expériences innovantes d'interprofessions en Afrique de l'Ouest ;
- *Diffusion* : Inter-réseaux et le LARES diffusent aux organisations paysannes des supports pédagogiques sur les interprofessions ;
- *Plaidoyer* : Inter-réseaux et le LARES valorisent les résultats du projet lors de rencontres régionales sur la thématique.

Principales activités

- Recensement des principales expériences et typologie des interprofessions dans le monde ;
- Capitalisation approfondie de 4 expériences innovantes d'interprofessions pour nourrir les villes ;
- Production d'une note d'analyse politique pour les décideurs publics sur la problématique des interprofessions (cadre juridique, recommandations, etc.) ;
- Valorisation par la mise en ligne et la large diffusion auprès des partenaires des publications ;
- Mise en débat des résultats et enseignements du projet avec les décideurs publics et les acteurs des filières d'Afrique de l'Ouest.

Bénin

Répondre à la demande de manioc

Porteur du projet

Centre d'intervention pour le développement (CIDEV), Bénin

www.cidev-ong.org/

Partenaire principal

Planète Urgence, France

www.planete-urgence.org/

Localisation du projet

Dogbo, Cotonou, Porto-Novo
Bénin

Bénéficiaires

Directs : 140 familles

Indirects : 700 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
35 000 €

Le manioc : une denrée très demandée

Au Bénin, le régime alimentaire est basé sur les racines et tubercules (manioc, igname) et les céréales. Le pays a dû limiter les exportations de gari, la farine de manioc, vers le Gabon à cause de la forte demande intérieure.

Dans un précédent projet, le CIDEV a accompagné une association de 140 femmes dans ses activités de production et de transformation du manioc à Dogbo. Résultat : la production de gari est passée de 100 à 175 tonnes. Mais 60 % du gari et du tapioca (autre dérivé du manioc) est toujours vendu localement à 300/400 FCFA le kilo (environ 0,5 €) alors que les prix sur les marchés urbains (Cotonou et Porto-Novo) sont deux fois plus élevés.

S'adapter au marché urbain

Les femmes productrices se forment pour proposer des produits prêt-à-l'emploi bien emballés et d'une qualité fiable. Elles planifient leur production et consolident la logistique pour l'acheminement vers Cotonou et Porto-Novo. Dans ces deux grands villes, elles identifient des lieux de vente et formalisent des partenariats avec des supermarchés et boutiques. Elles lancent une campagne de publicité *via* des dépliants et des messages radiophoniques. Elles échangent avec leur Mairie (Dogbo) pour être soutenues dans leurs efforts de visibilité.

Résultats 2015

Emballage : après un diagnostic des étiquettes utilisées par la concurrence, les produits sont désormais emballés de façon adéquate pour les boutiques et supermarchés.

Accès au marché : les produits dérivés du manioc sont vendus par 5 boutiques ou supermarchés à Cotonou, 4 à Porto Nova et une à Abomey-Calavi. Formées aux relations d'affaires, les femmes ont négocié elles-mêmes les termes de vente.

Revenu : l'accès au marché urbain permet aux transformatrices de vendre des produits améliorés, plus rentables, mais qui étaient jugés trop chers par leur environnement immédiat.

Visibilité des produits locaux : grâce à l'appui du ministre du Commerce, les transformatrices ont obtenu un stand à la Foire de l'indépendance à Cotonou.

Bénéficiaires : 140 femmes transformatrices et, de façon indirecte, 500 personnes vivant dans leurs ménages.

Principales activités

- Étude de marché sur les produits dérivés du manioc (gari, tapioca, petit pain) dans les villes de Cotonou et Porto-Novo ;
- Formations des productrices pour s'adapter à la demande urbaine (emballages, planification de la production, centralisation de la vente) ;
- Missions de prospection à Cotonou et Porto-Novo, distribution de dépliants dans les boutiques et supermarchés et formalisation des partenariats de vente ;
- Émissions radio pour augmenter la visibilité des activités des groupements de productrices.

Bénin

Commerce Sud-Sud : une banane plantain équitable

Porteur du projet

Groupe d'appui, d'encadrement et de recherche en milieu rural (GERME), Bénin

Partenaire principal

CIRAD, France
www.cirad.fr

Localisation du projet

Allada, Toffo, Tori et Zé, Bénin

Bénéficiaires

Directs : 1 200 familles
Indirects : 2 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
34 769 €

Marché porteur mais désorganisé

Au Bénin, les consommateurs apprécient de plus en plus la banane plantain, sous forme de chips ou d'aloço. Lors d'un précédent projet, l'ONG GERME, l'organisation paysanne URP-AL et la recherche (Cirad) ont sélectionné de manière participative les meilleures variétés de banane plantain pour augmenter la production des communes de Tori et Zé, dans le Sud Bénin. Mais il n'existe pas de marché organisé de la banane plantain, et les commerçants fixent des prix souvent dérisoires, par simple appréciation visuelle des régimes. Les producteurs ont donc des revenus aléatoires.

Produire davantage et centraliser la mise en marché des régimes

Les producteurs de plantain de 2 nouvelles communes (Allada et Toffo) vont avoir accès aux semences améliorées et aux formations sur les systèmes de production durable. Ils intègrent à leurs exploitations des petits élevages pour fertiliser les sols. Dans les champs de plantain, ils introduisent des légumineuses et de cultures ayant des effets répulsifs sur les parasites. Au niveau de chaque commune, les producteurs et les commerçants cogèrent des points de vente équipés pour la pesée. Ils s'accordent sur les prix en tenant compte des charges de production. L'AMAP Bénin d'Hortitechs assure la vente directe d'une partie de la production.

Résultats 2015

Amélioration de la production et accès aux facteurs de production : 1200 nouveaux producteurs utilisent des pratiques respectueuses de l'environnement sur 45 ha avec les 3 meilleures variétés diffusées. 100 ont des unités d'élevage. 4 pépiniéristes formés ont vendu 40 000 plants.
Accès au marché : 4 points de vente ont commercialisé 50 tonnes de bananes les 6 derniers mois. Les producteurs sont aussi en partenariat avec Hortitechs, une organisation qui fait de la vente par panier. Ils livrent ainsi 50 à 200 kg/semaine pour les clients de Cotonou.
Amélioration du revenu : la mise en place de la vente par pesée (au lieu de l'appréciation visuelle) a doublé le revenu des producteurs.
Organisation de la filière : les producteurs sont organisés dans les 4 communes. Les commerçants et les transformateurs projettent leur assemblée générale constitutive. Les services déconcentrés de l'État sont impliqués dans le suivi de l'organisation de la filière. Un réseau régional des producteurs de banane plantain est en initiation.

Bénéficiaires : 1 700 producteurs de plantain

Principales activités

- Formation de deux nouveaux pépiniéristes et mise en relation avec les producteurs ;
- Formation des producteurs aux techniques agroécologiques de réduction d'intrants ;
- Formation à l'élevage de petits ruminants et volailles, à la production de fumier et de compost ;
- Construction et équipement des 4 points de vente de la banane plantain avec des comités de gestion composés de producteurs et commerçants ;
- Mise en place des plateformes et formation des acteurs de la filière à la vie associative.
- Mise en relation des plateformes avec l'ONG Hortitechs qui gère l'AMAP Bénin.

Bénin

L'association maïs-soja contribue à la sécurité alimentaire des villes du Sud

Porteur du projet

Union régional des producteurs de l'Atlantique et du Littoral (URP-AL), Bénin

Partenaire principal

Agriterra, Pays-Bas
www.agriterra.org

Localisation du projet

Sud-Bénin

Bénéficiaires

Directs : 854 familles
Indirects : 1 360 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
32 065 €

Production vivrière dans le Sud-Bénin

Au Bénin, seule la filière coton bénéficie d'un appui de l'Etat mais sa culture n'est pas adaptée dans le Sud du pays. Les paysans choisissent des cultures vivrières à cycle court comme le maïs, base de l'alimentation. Elles fournissent rapidement des aliments pour l'autoconsommation et un peu de revenus. Polyculteurs, ils adoptent le système de cultures soja-maïs-soja pour bénéficier des avantages de la fixation de l'azote dans le sol par le soja. Le soja a une grande valeur nutritive et peut être transformé en huile et en goussi (graines qui servent à préparer la sauce) ainsi qu'en aliment pour bétail.

Consolider les acquis de la concertation

L'URP-AL a déjà créé les conditions favorables à la montée en puissance des transformateurs et au dialogue au sein des filières maïs et soja. En deux ans, la quantité de soja transformée et vendue sur les marchés urbains a été multipliée par 9. Face aux défis posés par les changements climatiques, l'URP-AL doit poursuivre son action auprès des producteurs pour augmenter les rendements. Les acteurs de la filière soja pourront ainsi monter en puissance et renforcer leurs liens au sein d'un véritable « pôle d'entreprises agricoles » (PEA).

Résultats 2015

Garantie de débouché et de paiement : 265 tonnes de soja ont été vendus à la CTAE de façon groupée. Les producteurs ont l'assurance de vendre leurs produits au comptant aux unités de transformation.

Démarche qualité et agrément : la CTAE met en place un système d'assurance qualité et va obtenir l'agrément de la Direction de l'Alimentation et de la normalisation des produits agroalimentaires.

Production durable : 256 producteurs, dont 48 femmes, ont été formés sur la valorisation de la biomasse de soja, la gestion de la fertilité du sol, les cultures en couloir. Ils ont ensuite créé un comité de fabrication de pesticides et d'engrais organiques (37 producteurs dont 5 femmes).

Accès au marché : la vente de produits transformés de soja est passée de 13 tonnes à 20,48 tonnes. Un contrat de vente est conclu avec une grossiste de Bohicon. 4 groupements de producteurs ont créé des liens d'affaires avec des provenderies.

Plaidoyer, recherche et germes de changement d'échelle : l'URP-AL a mené des actions de plaidoyer aux services déconcentrés du ministère de l'Agriculture et aux bailleurs de fonds. L'Etat considère désormais le soja comme une filière émergente. L'URP-AL a fait bénéficier à la CTAE d'un financement de l'Agence américaine pour le développement en Afrique (53 millions FCFA).

Bénéficiaires : 300 producteurs connaissent les avantages de l'inoculum

Principales activités

- Mise en place de 15 parcelles-écoles, facilitation de l'accès aux intrants, formation aux techniques de gestion intégrée de la fertilité des sols, fabrication d'engrais et de pesticides organiques ;
- Mise en place d'un système de veille commerciale sur soja et le maïs et création d'un système d'assurance qualité au sein de la filière soja ;
- Promotion de la consommation de goussi et de fromage de soja auprès des consommateurs ;
- Signature d'accords commerciaux pour la vente aux commerçants ;
- Capitalisation sous forme de fiches « success story » et plaidoyer.

Burkina Faso, Mali, Sénégal

Les éleveurs donnent de la voix pour nourrir les villes

Porteur du projet

APESS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane), Burkina Faso
www.apess.org

Partenaire principal

Gret, France
www.gret.org

Autres partenaires

Réseau Bilital Maroobé (RBM)

Organisations paysannes membres des plateformes nationales du ROPPA

Localisation du projet

Burkina Faso, Mali, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 8 600 familles
Indirects : 30 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

L'élevage sahélien reste menacé, malgré la demande

L'élevage sahélien est un secteur économique important mais les espaces pastoraux sont sous pression. Or, la consommation de viande devrait augmenter de 30 % d'ici 10 à 15 ans en Afrique de l'Ouest. Les éleveurs doivent améliorer la qualité sanitaire de la viande et du lait pour répondre à la demande urbaine et se faire entendre pour être soutenus. Car certains pays choisissent toujours de privilégier les importations à bas coûts (abats et volailles en découpe, poudre de lait, etc.)

Les éleveurs s'affirment sur la scène politique

L'APESS est une organisation sous-régionale qui représente les éleveurs. Les leaders de l'APESS s'appuient sur les réalités vécues par les exploitations familiales pour construire un plaidoyer national. Au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, ces leaders se forment aux enjeux globaux des filières et construisent des positions communes. En dialoguant avec les décideurs politiques, ils favorisent la consommation de produits sahéliens dans les villes d'Afrique de l'Ouest.

Résultats 2015

Observatoire de la situation de l'élevage : 370 exploitations familiales ont fait l'objet d'un bilan simplifié. Une analyse de la situation de l'élevage et des politiques dans chaque pays a permis d'ébaucher des plans de plaidoyer 2016 au Burkina et Mali.

Structuration de la filière : les cellules nationales de coordination (CNC) ont été relancées afin que les leaders qui en sont membres et qui vont mener des actions de plaidoyer au niveau national, comprennent réellement leurs rôles et responsabilités.

Promotion de la filière lait local : une analyse sur les impacts des politiques commerciales met l'accent sur la nécessité d'agir conjointement sur les politiques commerciales (meilleure protection des filières laitières locales contre les importations de lait en poudre à bas prix) et sur les politiques agricoles (soutien aux circuits de collecte de lait local, accompagnement des mini-laiteries, incitations à l'approvisionnement local).

Plaidoyer : l'APESS a organisé une table ronde ministérielle à Dakar en décembre 2014 avec la participation des ministres de l'élevage du Sénégal, du Niger et les représentants de leurs homologues du Burkina et du Tchad. La participation de l'Apess à la révision de l'Ecowap1 a été un moment fort d'analyse et de plaidoyer.

Bénéficiaires : membres de l'Apess au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal (9 000 familles).

Principales activités

- Les leaders éleveurs se forment aux enjeux des filières lait et viande et au plaidoyer sur 5 territoires et au niveau national pour chacun des 3 pays ;
- Ils construisent des positions communes, identifient des opportunités politiques et définissent une stratégie globale de plaidoyer ;
- Ils organisent des campagnes de plaidoyer auprès des autorités locales pour améliorer durablement l'environnement des filières élevages et renforcer leur place dans l'alimentation des villes.

Burkina Faso

Les paysans accèdent aux marchés

Porteur du projet

Agence pour la promotion de la petite et moyenne entreprise agriculture et artisanat (APME2A), Burkina Faso
www.apme-2a.org

Partenaire principal

Centre international de développement et de recherche (CIDR), France
www.cidr.org

Autres partenaires

Société SIATOL, Burkina Faso

Localisation du projet

Région de la boucle du Mouhoun, région des Hauts-Bassins et Ouagadougou, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles
Indirects : 500 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
45 735 €

Des petits producteurs lésés

Dans l'ouest du Burkina Faso, le système traditionnel des collecteurs commerçants n'est pas favorable aux paysans et ne les encourage pas à développer la production : prix faibles, tromperies sur les quantités, absence de contrat, etc. Pour augmenter leur productivité et nourrir les urbains, il faut qu'ils aient accès à un marché équitable. Les expériences de l'AMPME2A qui appuie les paysans depuis plus de 10 ans ont démontré que des entreprises agroalimentaires bien structurées pouvaient jouer efficacement ce rôle de maillon entre la production et la consommation.

Organiser une filière équitable autour du soja

L'ONG APME2A a appuyé la création d'une huilerie (SIATOL) située à Ouagadougou qui aura besoin dans les prochaines années d'importantes quantités de soja. En accompagnant de nouveaux paysans à produire du soja, SIATOL pourra atteindre une taille critique lui donnant accès au crédit bancaire. Sa production doit dépasser les 1 000 tonnes d'huile en 2018. Avec le soja, les paysans disposent d'un aliment riche et facile à conserver. Les surplus ainsi transformés par SIATOL réduisent la dépendance du Burkina Faso aux huiles végétales importées et aux tourteaux pour l'alimentation animale. La filière avicole, en fort développement, en bénéficie.

Résultats 2015

Structuration en OP et en Esop : 51 groupes de producteurs ont signé des contrats de production-vente de soja avec les Esop pour une quantité de 725 tonnes. Le taux de respect des engagements est de 95 %.

Rentabilité des Esop : les Esop ont commercialisé 690 tonnes de soja et leur chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 165 millions de FCFA. Le taux de valeur ajoutée par rapport au chiffre d'affaire est de 14,63 %.

Amélioration du revenu : grâce à l'augmentation des rendements de 40 %, le revenu moyen par producteur est maintenant de 161 000 FCFA.

Accès au marché : 77,6 tonnes d'huile raffinée ont été vendues dans les supermarchés et 513,5 tonnes de tourteaux aux provenderies.

Financement : l'Agence communautaire pour le financement de la microentreprise (Acfime) a accordé aux 2 Esop et au SIATOL un crédit de 20 millions de FCFA pour le préfinancement des intrants et de 50 millions pour l'achat du soja auprès des producteurs.

Dynamique de changement d'échelle : convention avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et l'apprentissage (Fafpa) pour l'insertion socioprofessionnelle de 200 jeunes à travers la démarche Esop.

Bénéficiaires : 711 producteurs dont 22 % de femmes.

Principales activités

- Constitution de 170 groupes de producteurs et formation à la conduite culturale du soja ;
- Recrutement et formation de deux techniciens chez SIATOL pour suivre les producteurs et négociier des contrats de livraison ;
- Appui à la négociation de crédits de campagne auprès d'institutions de microfinance ;
- Etude des impacts de l'entreprise sur les producteurs.

Burkina Faso

Les maraîchers s'insèrent dans une filière porteuse à destination des villes

Porteur du projet

Fédération Nationale des Groupements Naam, Burkina Faso
www.fngnbf.org

Partenaire principal

Afdi (Agriculteurs français et développement international), France
www.afdi-opa.org

Autres partenaires

Directions régionales de l'Agriculture, des Ressources animales et de l'Environnement.

Institut national d'études et de recherches agricoles (INERA)

Localisation du projet

Communes de Yako, Gourcy, Ouahigouya et Titao, région du Nord, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects : 20 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Un potentiel productif en partie perdu

Dans le Nord du Burkina Faso, l'Etat a aménagé des barrages et les habitants pratiquent le maraîchage sur des périmètres irrigués. La pomme de terre, l'oignon et la tomate sont trois productions agricoles majeures de la région. Mais les sols se dégradent et les maraîchers maîtrisent mal les techniques de production. De plus, ils manquent de capacité de stockage et écoulent difficilement leur récolte avant qu'elle ne pourrisse.

Rapprocher les producteurs des distributeurs

Les producteurs qui pratiquent l'agroécologie sont outillés pour produire mieux et plus. Ils apprennent à suivre et planifier leur production avec une démarche d'apprentissage en gestion appelée CEF (Conseil à l'exploitation familiale). Ils rencontrent chaque trimestre les autres acteurs de la filière (acteurs privés et étatiques) pour établir des relations de confiance qui pourront déboucher sur des contrats de livraison.

Résultats attendus

- *Production agroécologique* : les maraîchers produisent davantage des légumes de meilleure qualité ;
- *Concertation* : les acteurs des trois filières (pomme de terre, oignon et tomate) se rassemblent au sein de plateformes d'innovation fonctionnelles ;
- *Ventes et revenus* : les maraîchers approvisionnent 4 centres urbains et améliorent leurs revenus de 40 % ;
- *Capitalisation* : les acteurs des trois filières diffusent un recueil de bonnes pratiques.

Principales activités

- Les maraîchers se forment aux techniques agroécologiques de production grâce des champs écoles, à un suivi-appui-conseil et à des voyages d'études ;
- Les maraîchers s'approprient les techniques de négociation et de marketing et rencontrent les autres acteurs des filières (fournisseurs d'intrants, transformateurs, commerçants) au sein de plateformes d'innovations ;
- Au sein de ces plateformes, les acteurs de la filière maraîchère échangent sur les difficultés et les bonnes pratiques à mettre en œuvre ;
- Les acteurs de la filière maraîchère élaborent un document de plaidoyer sur les capacités de l'agriculture familiale à nourrir les villes.

Burkina Faso

Approvisionner Ouagadougou en miel de qualité

Porteur du projet

GESTM (Groupe Etival Solidarité Tiers Monde)

France

gestm-solidarite-burkina.org

Partenaire principal

Association Wend Puiré (Association de développement de la filière apicole)

Burkina Faso

www.wendpuire.org

Autres partenaires

Maire et Conseil municipal de la commune de Béré

URC Nazinon (coopérative locale)

Localisation du projet

Communé de Béré, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 150 apiculteurs

Indirects : pépiniéristes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
45 000 €

Une demande urbaine non satisfaite

Au Burkina Faso, la demande de miel de qualité augmente beaucoup en ville mais le marché est déficitaire.

Dans la commune rurale de Béré, à 80 km au sud de Ouagadougou, les agriculteurs qui pratiquent l'apiculture, essentiellement pour leurs propres besoins ou la vente occasionnelle, se sont aujourd'hui constitués en groupement. Ils souhaitent pour répondre à la demande des grossistes qui viennent s'approvisionner en miel.

Un miel écologique

Grâce aux formations de l'association Wend Puiré, les producteurs abandonnent la technique traditionnelle d'enfumage des ruches en paille pour des techniques plus sûres et respectueuses de l'environnement. En concertation avec les autorités communales, les paysans-apiculteurs vont réserver des espaces aux végétaux mellifères et ainsi garantir la qualité du miel.

En maîtrisant la filière, depuis la production jusqu'à la commercialisation, les paysans-apiculteurs s'assurent de nouveaux revenus, à partager entre l'autofinancement pour l'achat de nouvelles ruches et les dépenses familiales.

Résultats 2015

Structuration de la filière : le nombre de membres de l'Union des apiculteurs de Béré a été multiplié par 2 (de 86 à 168). Le projet est reconnu comme potentiel de développement.

Professionnalisation : 90 apicultrices et apiculteurs se sont formés et l'ensemble du matériel a été livré malgré le retard de la construction de la miellerie.

Place des jeunes : le président de l'Union a été choisi parmi les jeunes.
Protection de l'environnement et de la biodiversité : 2 zones de plantation mellifère sont maintenant définies en accord avec la commune de Béré, le service de l'environnement et les conseils de l'opérateur technique Wend Puiré. 5 000 plants seront plantés en septembre 2015.

Bénéficiaires : 90 apiculteurs dont 27 femmes

Principales activités

- Formation à l'apiculture moderne (ruches en bois dites ruches Kenyanes) et à l'agroécologie, équipement des apiculteurs avec chacun deux ruches et une tenue de protection ;
- Organisation des producteurs en groupements et création de l'Union des apiculteurs ;
- Création d'une miellerie villageoise, de dépôt, d'extraction et de stockage du miel ;
- Contractualisation du rachat équitable de la production mellifère des apiculteurs afin de commercialiser la production sur un marché national et dans la sous-région africaine, sous la marque APISAVANA ;
- Plantation de végétaux mellifères en gestion maîtrisée.

Burkina Faso

Circuits courts de céréales et de niébé à destination des villes

Porteur du projet

Union nationale des maisons familiales rurales du Burkina Faso

Partenaire principal

Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation, France

www.mfr.asso.fr

Localisation du projet

Pella, province du Boulkiemde, (Centre Ouest), Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 50 familles

Indirects : 300 familles

Durée

17 mois

Financement

CFSI / AFD :
19 692 €

Un manque de connexion entre paysans et marchés

Pella est un village situé dans le centre du Burkina-Faso, à proximité de Ouagadougou, la capitale et de Koudougou, la troisième ville du pays. Les femmes y cultivent le sorgho et le niébé pour nourrir leurs familles et vendre les surplus. Mais la production est limitée par leurs faibles capacités de financement des campagnes (pour l'achat d'intrants et d'équipement), puis de stockage et de vente de récoltes. Parallèlement, les marchés de Ouagadougou et Koudougou, sont régulièrement en tension : inflation des prix et pénuries fragilisent les ménages urbains.

Structuration de réseaux de distribution directe

Grâce à des crédits de microfinance et à des nouvelles techniques agroécologiques, les femmes développent la production. Elles transforment les surplus en farines et semoules, les conditionnent en paquets de différentes tailles et les stockent. Les groupements de femmes se mettent en réseau avec des semi-grossistes, des restaurateurs et des consommateurs organisés et formalisent des partenariats. En réduisant les intermédiaires, elles mettent à la disposition des consommateurs urbains des produits de qualité et accessibles.

Résultats 2015

Accès au marché : l'Union Wend Ngudi des femmes de Pella a constitué un stock de 2 tonnes de niébé, 5 tonnes de mil et 3 tonnes de maïs. Les stocks constitués sont destinés essentiellement d'une part au marché local, et d'autre part au marché urbain et à la transformation. A Ouagadougou et Koudougou, 3 marchés et 6 meuniers ont été retenus pour la commercialisation des produits transformés et conditionnés.

Accès au financement : 25 femmes ont bénéficié chacune de 60 000 FCFA remboursable pour l'achat de céréales.

Amélioration du revenu : les commerçants à même de ravitailler les marchés urbains ont été identifiés et des échanges sur la fixation du prix d'achat au niveau local ont eu lieu. Ils visent à établir un prix d'achat rémunérateur pour les femmes.

Formation à l'entrepreneuriat agricole : 60 femmes issues des 11 villages du département ont reçu des formations pour déceler des opportunités de marché et pour la maîtrise commerciale de leur activité.

Bénéficiaires : le nombre de femmes ayant bénéficié des opérations d'achat (pour constitution des stocks) est estimé à 200.

Principales activités

- Organisation et structuration du groupement ;
- Formation aux techniques agroécologiques, conseil à l'exploitation familiale agricole ;
- Suivi et accompagnement de la production et du stockage ;
- Appui et accompagnement à la transformation et au conditionnement des aliments ;
- Mise en réseau du groupement avec les coopératives d'achats et les marchés des villes, en particulier à Ouagadougou et Koudougou.

Burkina Faso

Bobo-Dioulasso : coup de projecteur sur les fruits locaux

Porteur du projet

Union des producteurs de mangues biologiques de la Région des Hauts Bassins (UPROMABIO/HBS), Burkina Faso

Partenaire principal

Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural (ARDEAR)

Autres partenaires

Cercle des sécheurs (CDS)

Localisation du projet

Hauts Bassins et villes de Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 63 familles

Indirects : 315 familles

Durée

12 mois

Financement

CFSI/AFD : 14 807 €

Les fruits locaux en perte de vitesse

Dans la ville de Bobo-Dioulasso, des fruits provenant du Maghreb inondent les marchés. En effet, les producteurs de fruits burkinabés (bananes, mangues, oranges, citrons, etc.) ne sont absolument pas soutenus pour la distribution vers les marchés urbains. Et leurs fruits sont souvent de qualité hétérogène, faute de technique de conservation appropriée. De plus, les distributeurs de fruits locaux ne se sont pas adaptés à l'évolution des exigences des urbains (conditionnement attractif, points de vente, etc.)

Créer des points de vente directe en ville

Grâce à de nouvelles techniques, les producteurs de fruits des environs de Bobo-Dioulasso améliorent la qualité de leurs livraisons et réduisent leurs pertes. Ils sont encouragés à mettre en avant leur identité et leur terroir pour présenter leurs produits (étiquetages, paniers de variétés). L'ARDEAR soutient leur organisation, l'UPROMABIO, pour aménager et l'équiper deux espaces de vente directe attractifs dans des endroits stratégiques de la ville (sur les routes de Ouagadougou et de Bamako). Des animateurs commerciaux mettront en avant les produits. Les producteurs membres de l'UPROMABIO participeront aux manifestations agricoles commerciales locales et nationales.

Résultats 2015

Accès au marché : le point de vente sur la route de Ouagadougou est mis en place et est fonctionnel. 63 membres d'Upromabio livrent des mangues, bissap et oranges au point de vente de l'Union. Au moins 350 femmes revendeuses et une cinquantaine de consommateurs individuels s'y approvisionnent.

Emploi : 3 emplois permanents ont été créés (1 caissière, 2 manoeuvres).

Essaimage : un réseau de 76 producteurs de banane, non membres d'Upromabio desservent le point de vente de l'Union.

Amélioration du revenu : la semi-transformation a augmenté la valeur ajoutée des produits agricoles des membres de 30 à 45 %. Les bénéfices issus de la vente des fruits ont permis à l'Upromabio de financer une formation sur les ennemis du manguier et les salaires des 3 permanents.

Bénéficiaires : un comité de gestion de 6 membres a été mis en place pour le suivi du projet ; 3 animateurs ont été recrutés pour la mise en œuvre des activités du projet. Bénéficiaires indirects : 6 fournisseurs différénts ont été touchés par le projet.

Principales activités

- Formation des producteurs aux techniques de récolte et transport permettant une conservation optimale des produits ;
- Création de deux espaces commerciaux dotés en équipement de conditionnement de froid, de tables d'exposition et de panneaux publicitaires ;
- Organisation d'une journée promotionnelle des fruits locaux et participation à diverses manifestations commerciales.

Cap-Vert

Distribuer les produits locaux de qualité dans tout l'archipel

Porteur du projet

ESSOR, France
www.essor-ong.org

Partenaire principal

Organisation des associations communautaires de São Nicolau (ORAC-SN), Cap-Vert

Autres partenaires

PARES, coopérative de commercialisation, Santo Antão

Delicias n'Sodade, entreprise, São Nicolau

Localisation du projet

Îles de São Nicolau et Santo Antão,

Bénéficiaires

Directs : 140 familles
Indirects : 420 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
35 000 €

Importations alimentaires et pauvreté rurale

Avec les difficultés de communication entre les îles, les habitants des villes du Cap-Vert consomment surtout des produits importés. Dans le même temps, la population rurale de l'archipel peine à tirer un revenu décent de l'agriculture. L'ONG ESSOR intervient sur deux îles, Santo Antão et São Nicolau, pour faciliter la transformation agroalimentaire artisanale et la commercialisation. Mais les marchés sont limités aux îles de production et la croissance des revenus limitée.

Investir les marchés urbains

Les deux structures de vente, PARES et Delicias n'Sodade, ont déjà remporté plusieurs succès commerciaux (jus de fruit, tisanes, confitures). Elles montent progressivement en compétences sur la gestion des emballages et des stocks. En 2015, pour augmenter les volumes de production, elles comptent s'ouvrir aux marchés urbains des autres îles, en particulier celui de Praia, la capitale.

Résultats 2015

Transformation des produits locaux : 140 produits recherchés par les marchés urbains sont produits de façon régulière par les groupes de transformation agricole et alimentaire (TAA) de São Nicolau (SN) et Santo Antão (SA).

Accès au marché : la coopérative Pares commercialise sur 4 îles du Cap-Vert les produits de SA et réalise un chiffre d'affaires moyen de 3 500 €/mois.

Amélioration du revenu : les activités commerciales de la coopérative Pares se sont développées. Le chiffre d'affaires moyen a augmenté de 40 % entre 2014 et 2015, passant de 2 500 à 3 400 €/mois.

Transformation et territoires : la coopérative Pares a été reconnue comme structure de développement économique local par des institutions publiques et nationales. À São Nicolau, les groupes de TAA reçoivent une invitation quasi systématique aux foires locales organisées par les mairies et le ministère de l'Agriculture.

Démarche qualité : des produits de qualité de façon autonome et régulière sont produits grâce à la disponibilité permanente en emballages et étiquettes

Emballage : accès permanent à des emballages de qualité, grâce à un système de gestion par Pares ou Orac-SN d'un stock permettant d'alimenter un fonds « emballages » spécifique utilisé pour réapprovisionner le stock.

Bénéficiaires : SN : 26 productrices, dont 17 individuelles et 9 organisées en 4 groupes ; SA : 79 productrices/eurs, dont 26 individuels et 53 organisés en 17 groupes. Au total, ce sont 105 producteurs/trices sur les 2 îles.

Principales activités

- Expériences de recettes et *process* innovants, formations pratiques sur la TAA et contrôles de qualité ;
- Accompagnement à la gestion du stock d'emballages commercialisé par ORAC-SN et PARES ;
- Prospection des principaux marchés urbains du pays et production de matériel de communication pour des campagnes promotionnelles ;
- Renforcement de capacités en gestion et comptabilité des structures de commercialisation (PARES, Delicias N'Sodade) ;
- Création d'un site internet sur la TAA au Cap-Vert et diffusion d'un bulletin d'information, diffusion d'émissions de radio et de télévision ;
- Production de fiches techniques sur la transformation agroalimentaire artisanale ;
- Plaidoyer sur l'importance de la TAA dans l'alimentation des villes

Côte d'Ivoire

Organiser les filières manioc et plantain

Porteur du projet

RONGEAD, France
www.rongead.org

Partenaire principal

ONG Chigata Femmes et développement, Côte d'Ivoire

Localisation du projet

Sud de la Côte d'Ivoire

Bénéficiaires

Directs : 3 000 familles
Indirects : 300 000 familles

Durée

17 mois

Financement

CFSI / AFD :
34 984 €

Des filières stratégiques méconnues

Le manioc et la banane plantain tiennent une place de choix dans l'alimentation des ivoiriens, citadins et ruraux. Les paysans les combinent aux cultures de rente (cacao, café, palme) également en raison de l'intérêt agronomique des associations et du fort rendement du manioc. Mais les capacités de production sont mal connues et les circuits de vente peu organisés. Beaucoup de récoltes se perdent et les prix sont volatiles, ce qui engendre des coûts qui pèsent à la fois sur les revenus des paysans et sur les budgets des consommateurs.

Diffuser largement l'information commerciale

Le Rongead et Chigata cherchent à améliorer le fonctionnement de ces deux filières vivrières en produisant des analyses partagées avec les professionnels. Les organisations paysannes (OP) déjà présentes sur d'autres filières (cacao, café, palme) diversifient leurs compétences et arrivent ainsi mieux à soutenir leurs membres. Les paysans sont informés par sms des opportunités commerciales et améliorent leurs revenus tout en assurant l'approvisionnement des villes.

Résultats 2015

Connaissance des marchés : des enquêtes de terrain ont été réalisées auprès de producteurs, de commerçants, de transformateurs, des institutions publiques et autres opérateurs économiques des 2 filières. Les études mises en ligne ont été téléchargées plus de 50 fois.

Diffusion de l'information sur les marchés : le service d'information par SMS a connu un pic d'abonnement à 22 000 producteurs, dont 14 000 dans la zone du projet, qui ont reçu l'information pendant au moins 6 mois. À la fin du projet, les abonnements se sont stabilisés à 3 000 producteurs.

Germes de changement d'échelle : une enquête a été réalisée pour évaluer l'appréciation du service afin de l'améliorer et le rendre plus accessible aux producteurs et économiquement durable. Les 7 antennes de l'Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers (OCPV) assurent la collecte hebdomadaire d'informations quantitatives sur le marché.

Accès au marché : 20 OP ont obtenu des débouchés supplémentaires de plusieurs centaines de tonnes. Les livraisons ont été réalisées sur Abidjan. 10 OP ont livré des produits vivriers jusque dans une ville de plus de 100 000 habitants (25 tonnes / semaine).

Bénéficiaires : 22 000 agriculteurs sur l'ensemble du pays reçoivent des SMS d'information sur les prix.

Principales activités

- Enquêtes de terrain et publication de deux rapports d'étude présentés aux professionnels du secteur agricole et mis en ligne ;
- Equipement informatique des 7 antennes de l'Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers (OCPV) ;
- Renforcement des compétences des chefs d'antennes et des enquêteurs de l'OCPV sur l'analyse de marché ;
- Construction de supports de diffusion des informations de marché (bulletins, sms, communiqués radio) ;
- Formation de responsables d'organisations paysannes (OP) aux stratégies de commercialisation du manioc et du plantain ;
- Conseil, information et mise en relation des OP avec des grossistes et des détaillants pour l'écoulement de la production de leurs membres.

Côte d'Ivoire

Soutenir les commerçantes et les productrices des filières vivrières

Porteur du projet

Service international d'appui au développement – Siad
www.siad.asso.fr

Partenaire principal

ONG Dans mes bras - ONDB

Autres partenaires

Coopérative financière pour le développement de l'économie solidaire Nord-Sud – Cofides Nord-Sud
www.cofides.org

Localisation du projet

Abidjan et Guéphahouo, Côte d'Ivoire

Bénéficiaires

Directs : 100 familles
Indirects : 5 000 familles
100 femmes issues de milieux urbain et rural

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Production et vente de produits vivriers : des activités féminines

De nombreuses femmes ivoiriennes se spécialisent dans la culture maraichère et céréalière afin de compléter le revenu du ménage. Ces femmes de planteurs de café ou de cacao travaillent de manière informelle et non-organisée.

En zone urbaine, des femmes, attirées par une activité facile d'accès et souvent dans une situation économique difficile, vendent cette production sur les marchés.

L'approvisionnement en produits vivriers est insuffisant face à la croissance des zones urbaines. La sécurité alimentaire de la capitale ivoirienne s'en voit menacée.

Structurer les filières vivrières

Les commerçantes membres d'ONDB se sont déjà organisées pour se structurer, s'équiper et faciliter leur financement, mais de manière très informelle. Il s'agit désormais de favoriser la structuration de l'ensemble de la filière, des productrices aux commerçantes. Ces femmes, organisées en coopératives interprofessionnelles, améliorent leur situation et renforcent leur pouvoir de négociation face aux autres acteurs de la filière.

Résultats attendus

- *Productivité* : les femmes améliorent leur production de produits vivriers en quantité et en qualité ;
- *Structuration* : les femmes augmentent leurs capacités techniques, organisationnelles et de gestion de leurs groupements ;
- *Sécurité alimentaire* : elles approvisionnent le marché d'Abobo en plus grande quantité avec des produits vivriers de meilleure qualité.

Principales activités

- Formation de 50 productrices à la gestion coopérative, aux techniques de culture améliorée, à la comptabilité et aux techniques de commercialisation.
- Formation de 50 commerçantes à la gestion coopérative, à la gestion comptable, aux techniques de commercialisation et d'approche des institutions financières et aux contrôles qualité.
- Appui à la sécurisation des relations entre les actrices de la filière par des contrats entre productrices et commerçantes

Guinée

La Fédération paysanne Bowé-Badiar approvisionne les villes en légumes

Porteur du projet

Association Normandie Guinée (ANG), France

Partenaire principal

Fédération des maraîchers de Bowé-Badiar (FMBB)

Localisation du projet

Préfectures de Télimélé, Gaoual et Koundara, Guinée

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects (consommateurs) :
14 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
31 000 €

Un mouvement paysan en construction

Télimélé, Gaoual et Koundara sont 3 petites villes du Nord-Ouest de la Guinée, territoire confiné derrière le massif du Fouta Djallon, à l'écart des grands axes de communication. Bien que l'agriculture et l'élevage soient les principales activités de la zone, les paysans isolés dégagent très peu de surplus commercialisables. L'Association Normandie-Guinée a accompagné la professionnalisation et l'organisation des maraîchers en groupements villageois et unions de groupements. 11 unions se sont regroupées pour former la « Fédération des maraîchers Bowé-Badiar ». Elle regroupe 2 000 maraîchers dont 1 300 femmes.

La Fédération organise l'approvisionnement des marchés urbains

Les maraîchers ont mis en place un système de vente groupée grâce auquel ils écoulent 30 % de leur production. Ils obtiennent des prix en moyenne supérieurs à 35 % grâce à ce fonctionnement. Pour aller plus loin, la Fédération Bowé-Badiar entend organiser la commercialisation vers les aires urbaines de Télimélé, Gaoual et Koundara. Elle prospecte également pour ouvrir des marchés dans les capitales régionales que sont Boké, Labé et Kindia. Parallèlement, elle vise aussi la croissance de la production.

Résultats 2015

Structuration collective : la FMBB remplit son rôle d'organisation faîtière : encouragement de la production agroécologique ; amélioration, structuration et commercialisation groupée de la production.

Représentation des femmes : les femmes sont présentes à 50 % dans les unions et 30 % à la FMBB.

Accès au marché : de 2014 à 2015, le volume de légumes produits et la quantité commercialisée ont été multipliés par 2,5 (≈ 4 000 tonnes).

Amélioration du revenu : le revenu moyen par producteur adhérent de la FMBB pour la saison décembre 2014 à mai 2015 est de 669 960 GNF/mois (83 €), ce qui est 2,5 fois supérieur au revenu moyen en Guinée.

Liens avec les services de l'État : les 3 Directions préfectorales de l'agriculture et les 3 Chambres d'agriculture sont associées périodiquement aux travaux, ainsi que la Direction du Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles (PNAFA) aboutissant à des recrutements en tant que stagiaires, d'élèves de l'École nationale d'Agriculture.

Plaidoyer : l'action de plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale se poursuit en tant que membre du Programme de renforcement des organisations de la société civile et de la jeunesse guinéenne (PROJEG) tant en France qu'en Guinée.

Bénéficiaires : 2 000 producteurs.

Principales activités

- Poursuite de l'aménagement de périmètres maraîchers et accueil de producteurs supplémentaires ;
- Mise en place de pépinières et de parcelles de démonstration ;
- Formation en agroécologie, suivi technique des cultures ;
- Formation des dirigeants de la Fédération en gestion des ressources humaines et en gestion administrative et financière ;
- Identification des points de collecte (bords champs ou lieux de conservation), évaluation des stocks disponibles et prospection de clients, grossistes et détaillants, pour établir des contrats avec la Fédération.

Guinée

Insertion professionnelle des femmes et des jeunes par le maraîchage

Porteur du projet

Gret, France
www.gret.org

Partenaire principal

Fédération des producteurs du Fouta Djallon (FPFD), Guinée

Localisation du projet

Timbi-Madina, Guinée

Bénéficiaires

Directs : 80 familles
Indirects : 160 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI/ AFD :
35 000 €

Un marché local mal approvisionné

Le Fouta Djallon, région montagneuse et enclavée du Nord de la Guinée, est très éloigné des grandes zones de productions maraîchères. Les marchés des villes secondaires comme Timbi-Madina sont mal approvisionnés. La Fédération des producteurs du Fouta Djallon (FPFD) a déjà fait un gros travail sur les filières pomme de terre et oignon qui a augmenté l'offre sur les marchés urbains. La FPFD souhaite étendre son action à d'autres denrées : laitue, carotte, haricot vert, poivron, chou, radis, concombre, etc. et ainsi diversifié les régimes alimentaires pour une meilleure nutrition.

Formation des jeunes et des femmes

Malgré le potentiel (terres, eau et forte demande), le maraîchage est peu développé aux alentours de la ville Timbi-Madina et il est pratiqué seulement en saison sèche. Peu formés, les femmes et les jeunes de la région sont des catégories particulièrement vulnérables. La Fédération des producteurs du Fouta Djallon met à leur disposition des parcelles dans les bas-fonds à proximité de la ville pour leur permettre de développer une activité rémunératrice et socialement valorisante. Suite à une étude de marché, les maraîchers sont en mesure de connaître les cultures les plus rentables et sont accompagnés dans leurs nouvelles activités : conseil en gestion, formation à l'agroécologie, élaboration de stratégies de commercialisation.

Résultats 2015

Installation des femmes et des jeunes : 70 femmes et 10 jeunes sans qualification se sont installés sur 2 ha. Fin 2015, 61 étaient en activité.

Structuration collective : la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) sait désormais accompagner les productrices et producteurs au niveau de la production maraîchère et de sa commercialisation. Le processus de structuration en groupement est engagé mais seul l'un des deux groupements est fonctionnel pour l'instant.

Accès au marché : 9 types de légumes se retrouvent sur le marché de Timbi Madina. Un répertoire client est disponible. Une commission de vente composée de 3 producteurs assure l'approvisionnement de la ville de Timbi Madina 3 fois par semaine. 31 clients permanents sont inscrits au système de paniers hebdomadaires.

Revenu : la localisation des parcelles près des zones de consommation diminue le coût de transport et améliore la compétitivité des produits.

Emploi : d'autres personnes se sont investies autour de la préparation du compost, mais aussi charretiers, conducteurs des taxis motos, ouvriers qualifiés et fournisseurs d'équipements agricoles.

Bénéficiaires : 80 personnes et leurs familles (560 au total) ; 8 vendeurs de fientes ; 70 vendeuses de fumier ; 35 ramasseurs de feuilles mortes.

Principales activités

- Approvisionnement en semences, outillage et formation technique de 80 producteurs ;
- Etude du marché de Timbi-Madina, évaluation des coûts de production et des prix de vente, mise en place d'un système d'information de marché ;
- Contractualisation pour la mise à disposition des parcelles, formation à la gestion collective de périmètres ;
- Capitalisation de l'expérience et élaboration d'une stratégie de plaidoyer.

Guinée-Bissau

Quand l'énergie solaire produit du sel

Porteur du projet

Association UNIVERS SEL,
France
universsel.org

Partenaire principal

Association des femmes productrices de sel de Kapatres (APRO-SAL), Guinée-Bissau

Autres partenaires

Services techniques déconcentrés et organismes de recherche

Localisation du projet

Région Oio, Guinée Bissau

Bénéficiaires

Directs : 300 familles
Indirects : 500 familles

Durée

24 mois

Financement

Fondation de France :
30 000 €

Dommmages pour la santé et l'environnement

La région d'Oio est la principale zone de production de sel en Guinée Bissau. L'association des productrices de Kapatres est à proximité de l'unique marché du pays dédié au sel. Les acheteuses sont essentiellement des commerçantes de la capitale Bissau. Le sel est une source de revenus importantes. Grâce au dynamisme des productrices, la Guinée-Bissau est le seul pays de la sous-région qui n'importe pas de sel industriel. Mais la technique traditionnelle d'obtention du sel par cuisson des saumures est dangereuse pour la santé. Elle entraîne un déboisement massif car il faut plus de trois tonnes de bois pour obtenir une tonne de sel.

Sauvegarder l'autonomie du pays en sel

Le projet vise à remplacer cette technique par la saliculture solaire de cristallisation sur bâches. Cette technique réduit considérablement la pression sur la ressource en bois, les risques sanitaires et la pénibilité des tâches des productrices. UNIVERS SEL a adaptée une technique utilisée dans les marais de Guérande et l'a déjà diffusée depuis plusieurs années dans la mangrove de la Guinée Conakry voisine. Les productrices de Guinée-Bissau pourront ainsi alimenter les villes en sel de façon pérenne. Et le pays n'aura pas besoin d'importer du sel industriel du Sénégal.

Résultats 2015

Production durable de sel : 15 salines (2 pilotes et 13 écoles) ont été installées dont 6 sont déjà opérationnelles (2 salines pilotes et 4 salines écoles).

Démarche qualité : le référentiel technique pour la saliculture solaire est en cours de rédaction.

Pérennisation économique et accès au marché : les productrices ont mesuré les gains en temps et monétaires apportés par la technique de saliculture solaire sur bâches. Comme elles maîtrisent la chaîne de production et la commercialisation, la production salicole est d'ores et déjà une activité agricole et économique pérenne.

Renforcement de la filière : le réseau des acteurs de la filière sel a été créé. L'étude de la filière sel en Guinée Bissau sera restituée en octobre 2015. L'équipe a procédé à des relevés GPS ainsi qu'à un recensement des unités de production sur la rive sud du fleuve Farim. Elle finalise une base de données et une cartographie.

Germes de changement d'échelle : par la démonstration de la technique solaire, l'intérêt des productrices s'est développé, engendrant une demande dans les villages membres d'Aprosal mais aussi dans les autres villages environnants.

Bénéficiaires : 16 productrices relai ont été formées.

Principales activités

- Formation des productrices relais à la technique solaire ;
- Mise en place de 17 salines écoles ;
- Formation-action pour la diffusion de la technique solaire ;
- Réalisation d'une étude sur la production salicole de la région ;
- Mise en réseau des acteurs de la filière des deux côtés du fleuve Farim afin de faire émerger une filière « sel solaire ».

Mali

Fournir le marché toute l'année en échalote locale

Porteur du projet

ARCADE "Une Terre pour Vivre", France
www.arcade-vivre.asso.fr

Partenaire principal

RAFCRB (Réseau des associations des femmes de la commune rurale de Blendio),
Mali

Autres partenaires

Association des ménagères de la ville de Niena
CIAGE (structure intercommunale)
Commune de Blendio
Région de Sikasso

Localisation du projet

Commune de Blendio, Région de Sikasso, Mali

Bénéficiaires

Directs : 1 055 familles
Indirects : 6 429 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
48 000 €

Une production abondante qui se perd

Dans le Sud du Mali, les femmes de la commune rurale de Blendio produisent une grande quantité d'échalotes. Elles n'arrivent à conserver que la moitié de la production, l'autre moitié étant perdue faute d'un stockage correct. Elles doivent écouler leurs produits rapidement ce qui rend difficile la négociation avec les commerçants. De plus, en dehors de la période de récolte, les ménages modestes ne peuvent se fournir en échalotes, les marchés ne proposant que des produits importés à un prix élevé.

Répondre à la demande en échalote séchée

L'enjeu est double pour les productrices : créer et pérenniser une filière locale de l'échalote qui leur procure des revenus tout en offrant aux consommateurs des produits accessibles à toutes les bourses. Le séchage correspond à ces exigences tout en répondant à la forte demande urbaine du produit.

Résultats 2015

Production durable et diversifiée : en 2015, les femmes de la coopérative ont augmenté leur production de 4,5 à 18 tonnes. Elles ont favorisé l'utilisation de compost organique.

Capacité d'approvisionnement : la coopérative a produit 187 kg d'échalotes séchées. À titre individuel les membres ont également vendu 300 kg.

Adaptation à la demande locale : les échalotes séchées ont été vendues à 2 500 FCFA/kg début 2016. Les consommateurs les trouvent d'un bon rapport qualité prix. Des rencontres entre les femmes de la coopérative et l'association des ménagères de la ville de Niena ont lieu tous les trimestres.

Amélioration du revenu : la coopérative présente un résultat net de 162 425 FCFA pour la 1^{ère} année de production. Les productrices ont vendu leurs échalotes fraîches à la coopérative à 250 FCFA le kg alors que le prix du marché est descendu en dessous de 200 FCFA durant la période de production.

Démarche qualité : la perte par pourrissement des échalotes stockées est de 9,4 %, nettement en dessous des 20 % de 2014.

Bénéficiaires : 115 femmes (70 ont moins de 30 ans) ; *indirects* : 1 055 familles

Principales activités

- Construction et équipement de l'unité de transformation des échalotes (hachoir, séchoirs solaires, unité de stockage, unité de transformation et de conditionnement)
- Formation en gestion, marketing et maîtrise du processus et des nouveaux outils.
- Mise en place de la filière par une concertation participative entre le RAFCRB et l'Association des ménagères de Niena.

Mali

Promotion de l'agroécologie

Porteur du projet

Autre Terre, Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

Union des groupements maraîchers de Gao, Mali

Localisation du projet

Région de Gao, Mali

Bénéficiaires

734 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
25 000 €

Un contexte fragile

Le climat de la région de Gao est extrêmement aride et les sols particulièrement vulnérables aux intrants chimiques. Les maraîchers de la région ont donc facilement adopté les techniques agroécologiques. L'insécurité politique a rendues celles-ci encore plus indispensables : seuls les agriculteurs pratiquant l'agroécologie ont continué à produire pendant le conflit de 2012. Le Mali était alors coupé en deux et les intrants chimiques n'arrivaient plus jusqu'à Gao. L'agroécologie a prouvé sa capacité à restaurer durablement la fertilité des sols, sa productivité et, surtout, sa résilience.

Appuyer l'indépendance alimentaire de la région

L'Union des groupements maraîchers (UGM) de Gao regroupe 22 associations, soit 734 maraîchers dont 613 femmes. Appuyés par l'ONG Autre Terre, ils développent l'ensemble des facteurs favorisant la production agroécologique : compost, culture en zaï (micro-cuvettes pour concentrer l'eau et la fumure), semences paysannes, ruches pour la pollinisation, pesticides biologiques (neem), préservation de l'humidité et création d'un microclimat via la plantation d'arbres et de haies. L'UGM étudie aussi la possibilité de créer une « Maison des semences » pour l'Afrique de l'Ouest qui s'appuierait sur un grand nombre d'associations relais conservant chacune les semences propres à leur terroir. Pour valoriser sa production, l'UGM crée deux points de vente dédiés dans la ville de Gao.

Résultats 2015

Promotion du rôle des femmes : les 22 associations membres de l'UGM ont renforcé leurs capacités grâce aux formations, à la mise en place d'outils de gestion, à la promotion du rôle de femmes. 77 % des associations sont dirigées par des femmes.

Étalement de la production : les techniques d'exploitation ont permis de produire des légumes 12 mois sur 12 pour 14 des 22 associations, et entre 8 et 10 mois sur 12 pour les 8 autres. 650 t de légumes frais sont produites par l'ensemble des associations de l'UGM sur 26 ha.

Accès au marché : 21 associations réalisent leurs plans prévisionnels de production. Les 2 points de vente sont opérationnels toute l'année et écoulent entre 0,6 et 0,9 t de légumes par jour.

Amélioration du niveau de vie et du revenu : un bénéfice net de 17 000 à 25 000 FCFA est réalisé par bénéficiaire pour ¼ de leur temps passé sur le périmètre maraîcher. En moyenne 440 kg de légumes frais sont consommés pour chaque famille de bénéficiaire. Les producteurs vendent en moyenne 30 % de leur production. 3 associations vendent 80 % de leur production et atteignent 90 000 FCFA de bénéfice par membre.

Amélioration de la rentabilité des périmètres maraîchers : les périmètres menés en agroécologie augmentent leur résultat d'exploitation de + 70 % par rapport à ceux menés de façon conventionnelle.

Bénéficiaires : 571 personnes

Principales activités

- Formation de 150 membres de l'UGM en gestion et mise en place d'outils comptables et financiers ;
- Insertion et formation de nouveaux maraîchers ;
- Création et suivi des boutiques de vente directe ;
- Production de semences par 30 représentants des jardins encadrés par l'UGM ;
- Mise en place de 5 ruches ;
- Planification des productions grâce au remplissage des fiches de suivi ;
- Atelier régional visant la création d'une maison des semences.

Mali

Satisfaire la demande de poulet de Bamako

Porteur du projet

Initiatives – Conseils – Développement (ICD), Mali

Partenaire principal

Centre International de Développement et de Recherche (CIDR), France
www.cidr.org

Autres partenaires

Institut d'économie rurale

Services techniques de l'élevage

Agence nationale pour la sécurité sanitaire des aliments

Localisation du projet

Kati et Bamako, Mali

Bénéficiaires

Directs : 100 familles

Indirects : 800 à 1 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Une demande toujours plus forte de produits carnés

Au Mali, le marché de la volaille est déficitaire. Les habitants des villes, et tout particulièrement les bamakois, en sont de plus en plus demandeurs. L'aviculture moderne s'oriente plutôt vers la production d'œufs. L'aviculture traditionnelle est pratiquée dans presque toutes les familles rurales mais la productivité est très faible.

Lors d'un précédent projet, ICD a accompagné 25 groupements d'avicultrices de la région de Kati dans le développement de leurs productions. Kati est une ville moyenne qui présente le double avantage d'être à seulement 15 km de Bamako et d'être une cité-garnison avec un important potentiel de demande en produits carnés.

L'ESOP, le maillon manquant entre l'aviculture villageoise et le marché urbain

ICD souhaite créer une ESOP (Entreprise de service et organisation de producteurs) à Bamako pour faire l'interface entre les avicultrices de la région de Kati et la demande des citadins. Les agricultrices et l'ESOP seront liés par un contrat de vente groupée. L'ESOP crée de la valeur ajoutée en fournissant des poulets prêts à cuire. Le rôle de l'ESOP est aussi d'apporter un appui techniques aux femmes, de leur vendre à crédit des outils de production et de leur fournir des aliments et produits vétérinaires. Les femmes s'impliquent dans la gestion de l'ESOP et, à terme, prennent part à son capital.

Résultats 2015

Augmentation de la production : le nombre de volailles des 80 avicultrices a augmenté de 30 % et s'élève à 1 500 sujets.

Accès au marché : les contractualisations pour l'achat de volailles et la transformation sont reportées à l'année 2. Les 1^{ères} productions ont été vendues aux intermédiaires commerciaux en attendant la mise en place de l'Esop. 8 groupements sur 10 ont pu vendre 633 poulets.

Amélioration du revenu : les ventes sont encore timides et le revenu moyen est de 20 000 FCFA par avicultrice (soit 1/5 de l'objectif).

Rôle politique des femmes : 10 avicultrices ont participé au cadre de concertation sur l'aviculture, qui visait à mieux impliquer les autorités locales du cercle de Kati et les services de l'État dans la mise en œuvre du projet.

Bénéficiaires directs : 80 avicultrices retenues dans le cadre du projet (10/village) ; *indirects* : 200 avicultrices.

Principales activités

- Création de coopératives d'avicultrices, formation à la vie associative, crédit rotatif entre les membres ;
- Formation des groupements d'avicultrices aux techniques améliorées de production et de gestion ;
- Equipement des coopératives en noyaux reproducteurs et couveuses ;
- Mise en place d'un programme prophylaxie volaille ;
- Création d'une ESOP à Bamako et adoption d'un *process* de transformation adapté aux exigences du marché ;
- Contractualisation des achats de volailles entre les coopératives d'avicultrices et l'ESOP.

Mali

Les téléphones mobiles dynamisent le marché des fruits et légumes

Porteur du projet

Réseau régional des horticulteurs de Kayes (RHK), Mali

Partenaire principal

Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR), France
www.grdr.org

Localisation du projet

Région de Kayes, Mali

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles
Indirects : 4 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
34 911 €

Changement climatique et enclavement

La région de Kayes a une saison des pluies courte et de plus en plus perturbée par les changements climatiques. Beaucoup de producteurs agricoles se détournent des cultures pluviales pour des cultures moins dépendantes du climat, maraîchage et arboriculture. Les producteurs en tirent peu de bénéfices faute d'information sur les opportunités du marché et de pouvoir de négociation. La saisonnalité de produits comme l'oignon fait aussi chuter les prix en période de récolte.

Appuyer l'essor des cultures de contre-saison

Un système d'information par téléphone mobile existe déjà en partenariat avec Orange Mali pour informer les agriculteurs sur les prix de l'anarcade, du maïs et du karité. Le RHK souhaite monter un réseau de veille et d'information par sms de ce type pour les cultures de la région de Kayes : oignons, échalotes, bananes, mangues, pommes de terre. Pour réguler le marché de l'oignon, il étend également son dispositif de production précoce à partir des bulbilles.

Résultats 2015

Production et agroécologie : la production attendue est de 300 tonnes d'oignons. Le RHK compte prolonger l'effet de ce projet en insérant l'aspect agroécologique dans l'expression des besoins des consommateurs ou d'autres acteurs de la chaîne de valeur.

Accès au marché : le RHK a contractualisé avec 12 radios locales pour diffuser l'information sur les marchés. 2 100 opérations commerciales ont été réalisées pour un montant estimé de 32 907 000 FCFA.

Promotion des produits locaux : l'auditoire des radios est multiplié par 3 au moment de l'émission « Nos produits agricoles ont de la valeur ».

Amélioration du revenu : les bulbilles d'oignons, disponibles sur les marchés 3 mois avant la production classique, se vendent à un prix supérieur d'au moins 200 F/kg.

Changement d'échelle : le Conseil régional de Kayes et le RHK ont signé une convention qui inscrit le système d'information de marché comme stratégie de création de valeur ajoutée aux productions de fruits et légumes.

Bénéficiaires : 36 opérateurs dont 4 groupements de femmes (270 productrices)

Principales activités

- Dans chaque commune où des membres du RHK sont présents un horticulteur devient correspondant de veille ;
- Le RHK équipe sa cellule de veille en matériel et recrute trois personnes : deux pour animer le dispositif de veille et une pour administrer la base de données ;
- Le RHK négocie et signe un partenariat avec un opérateur téléphonique ;
- Plus de 2 000 producteurs se forment à l'utilisation du système d'information ;
- Le centre de formation du RHK produit, conserve et met à disposition des producteurs des bulbilles d'oignons pour qu'ils les replantent ;
- Le RHK élabore des plans d'action et rencontre des décideurs pour que l'information commerciale soit prise en compte par les collectivités locales dans les stratégies de développement.

Mali

La riziculture familiale au service de l'alimentation des villes

Porteur du projet

SOS Faim Belgique
www.sosfaim.org

Partenaire principal

SEXAGON (Syndicat des exploitants agricoles de l'office du Niger), Mali

Autres partenaires

COPON (Coopérative des Organisations de Producteurs de la Zone Office du Niger)

PNPR (Plateforme Nationale des Producteurs de Riz du Mali)

Faso Jigi/PACCEM

Kafo Jiginew

Localisation du projet

Commune de Niono, Zone de l'Office du Niger, Mali

Bénéficiaires

Directs : 3 900 familles

Indirects : 35 exploitations familiales dans la zone de l'Office du Niger.

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
49 546 €

Une filière stratégique en difficulté

Au Mali, le riz est l'aliment de base. Les agriculteurs de la zone de l'Office du Niger produisent à eux seuls 40 % du riz du pays mais ils rencontrent de nombreux problèmes : diminution de la taille des exploitations, incertitudes sur leurs droits à utiliser la terre et l'eau, accès limité aux marchés. De plus, la transformation du riz n'est pas adaptée aux exigences des consommateurs. Le Syndicat paysan de la zone (Sexagon) propose des solutions innovantes pour garantir aux producteurs la rentabilité de leur travail.

Développer la production et la transformation

Les producteurs financent l'irrigation de nouvelles surfaces contre la garantie de sécurisation foncière en concertation avec les autorités. Ils mettent en place de nouveaux itinéraires techniques en contre-saison pour une production plus efficace et plus respectueuse de l'environnement. Enfin, les organisations paysannes (OP) assurent la transformation et la commercialisation du riz afin que les revenus de la vente du riz profitent davantage aux producteurs.

Résultats 2015

Autonomie semencière : 43 producteurs de semences de riz ont produit 74 000 tonnes de semences certifiées.

Production durable : la PNPR contribue à diffuser la technique SRI dans 4 régions du Mali. Les parcelles utilisant cette technique ont vu les rendements augmenter de 26 %.

Démarche qualité : les producteurs vendant un riz décortiqué avec un taux de brisure < 40 % bénéficient d'un meilleur prix (+ 7 %). Les livraisons pour les stocks d'intervention de l'État sont de qualité.

Plaidoyer : la PNPR a utilisé les études de capitalisation pour un plaidoyer pour les achats locaux par les services de sécurité alimentaire : en 2015, l'Etat malien a signé un contrat pour 12 300 tonnes directement auprès des producteurs.

Revenu : grâce au plaidoyer de la PNPR, le prix payé aux producteurs a augmenté de 23 % entre 2014 et 2015.

Bénéficiaires : 400 familles de riziculteurs

Principales activités

- Concertation avec les autorités autour de l'initiative « paysans investisseurs » : les exploitants participent financièrement à de nouveaux aménagements hydro-agricoles et sont impliqués dans la gestion des terres et de l'eau ;
- Mise en place de la technique durable de production « Système de riziculture intensive » (SRI) et d'un circuit de distribution de semences améliorées ;
- Création du réseau de coopératives COPON pour valoriser les productions (stockage, transformation) ;
- Equipement des OP en matériel de calibrage, de contrôle de la qualité du riz et d'ensachage/packaging et formation à leur utilisation ;
- Elaboration participative d'un cadre stratégique et des actions de plaidoyer par la Plateforme nationale des producteurs de riz.

Mauritanie

Promotion de l'agriculture familiale dans le Gorgol

Porteur du projet

Grdr, France
www.grdr.org

Partenaire principal

AMAD (Association mauritanienne pour l'auto-développement), Mauritanie

Autres partenaires

Communes de Toufoundé Civé, de Djéol, de Lexeiba et de Fouglaïta

Localisation du projet

Région du Gorgol, Mauritanie

Bénéficiaires

Directs : 300 familles d'agro-pasteurs

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 708 €

Des potentialités à exploiter

Le Gorgol est une région agropastorale par excellence, aux potentialités économiques élevées mais peu exploitées. Faute d'infrastructures et d'accompagnement, les producteurs peinent à vivre décemment de leur travail.

Le projet vise à promouvoir des initiatives d'agropasteurs à travers la valorisation des produits locaux (lait, patate douce, fruits et légumes, produits avicoles).

Accompagner les acteurs locaux

Les producteurs locaux peuvent améliorer leur savoir-faire en s'appuyant sur l'expertise de la recherche. En adaptant leurs pratiques aux nouvelles conditions environnementales, ils augmentent leur production. Grâce à du matériel simple de stockage et de transformation, ils fournissent les marchés urbains en plus grandes quantités et qualités, et sur de plus longues périodes. Ils communiquent les résultats de leurs pratiques innovantes pour les vulgariser et diffuser à l'échelle du pays.

Résultats attendus

- *Transformation* : les agro-pasteurs proposent davantage de produits, en particulier des produits transformés (minimum + 10 %) sur les marchés des villes de Kaédi, Kexeiba, Mbout et Nouakchott.
- *Commercialisation et revenus* : les urbains consomment davantage de produits locaux et les producteurs augmentent leurs revenus de 15 % ;
- *Concertation* : les acteurs se rencontrent au sein de 3 cadres de concertation thématiques : lait, patate douce, aviculture. Ils vulgarisent leurs pratiques innovantes de production et de protection de l'environnement.

Principales activités

- Formation des acteurs locaux aux itinéraires techniques de culture, techniques de conservation et transformation des produits ;
- Mise en place de fermes de vaches laitières, de points de collecte et d'équipement d'unités laitières ;
- Valorisation des résidus organiques (fanés, etc.) en aliments de poulets et d'ovins ;
- Mise en place et équipement de points de vente de produits locaux en milieu urbain ;
- Mise en place de cadres de concertation thématique avec les acteurs des filières (producteurs, OP, élus, commerçants, services techniques de l'Etat, etc.) et organisation d'une foire aux produits locaux.

Niger

Nourrir les familles de mineurs par l'agriculture familiale locale

Porteur du projet

Eau Vive, France
www.eau-vive.org

Partenaire principal

APJD (Association pour la promotion des jeunes déscolarisés), Niger

Localisation du projet

Makalondi, Niger

Bénéficiaires

Directs : 2 500 familles
Indirects : 7 500 familles

Durée

24 mois

Financement

CFSI/AFD : 25 000 €

Afflux de population en zone aurifère

Depuis quelques années, la commune de Makalondi fait face à un afflux de population venue exploiter des gisements d'or. Des milliers de mineurs s'installent sur les sites de prospection, souvent accompagnés de leurs familles. L'urbanisation est anarchique et l'accès aux services de base inexistant. La production agricole locale peine à faire face à la croissance rapide des besoins. Cette situation engendre des problèmes de malnutrition, en particulier chez les enfants.

Soutenir l'agriculture familiale de la zone

Face à ce phénomène, Eau Vive accompagne le développement des activités de maraîchages situées à proximité des mines. Les femmes productrices s'organisent en groupements, se forment à de nouvelles techniques de fertilisation et ont accès au microcrédit pour financer des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte. Soutenues par les autorités locales, elles se mettent en relation avec les commerçants et restaurateurs des zones minières.

Résultats 2014

Structuration collective des agricultrices : 3 groupements maraichers ont été mis en place et équipés en matériels et semences. Les 124 agricultrices, ayant reçu des formations ont démarré leur activité.

Cadre de concertation : le projet a permis la mise en place et l'animation d'un cadre de concertation pour une meilleure coordination des activités du secteur agricole au sein de la commune. Il regroupe 50 participants (ONG/projets intervenant dans la commune, responsables coutumiers, etc.). Des réunions trimestrielles ont ensuite eu lieu.

Accès au marché : le projet a favorisé le rapprochement entre les producteurs et les restaurateurs et commerçants situés sur les sites miniers. L'acquisition collective d'une moto-charrette permettra d'acheminer la production vers les sites miniers.

Amélioration et diversification de la production : l'irrigation au goutte à goutte a permis d'augmenter les volumes cultivés, de favoriser l'agriculture de contre-saison, et ainsi de diversifier la production.

Bénéficiaires : 124 agricultrices âgées de 28 à 50 ans, 50 élus, membres d'ONG, responsables coutumiers.

Principales activités

- Les maraîchères se structurent en groupements autonomes et les autorités communales animent et suivent un cadre de concertation multi-acteurs ;
- Les maraîchères se forment à de nouvelles techniques de production respectueuses des sols ;
- La population est sensibilisée à l'importance du reboisement via des messages à la radio et des sessions de théâtre forum, elle entreprend des actions de reboisement ;
- Les maraîchères aménagent un nouveau périmètre maraîcher équipé de puits, elles font appel à un fonds de microcrédit pour mettre en place des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte ;
- Les maraîchères s'équipent en séchoirs solaires pour conserver leurs produits et en moto-charrettes pour approvisionner les sites miniers.

Niger

De nouveaux produits laitiers de qualité « 100 % lait cru local »

Porteur du projet

Iram, France
www.iram-fr.org

Partenaire principal

ONG Karkara, Niger
www.karkara.org

Autres partenaires

AREN (Association pour la re-dynamisation de l'élevage au Niger)

Entreprise SOLANI

Localisation du projet

Périphérie de Niamey, Niger

Bénéficiaires

Directs : 1 000 familles
Indirects : 15 collecteurs privés et les consommateurs urbains

Durée

18 mois

Financement

CFSI/AFD : 29 548 €

Une offre de lait peu satisfaisante

Les nigériens consomment beaucoup de produits laitiers. A Niamey, le secteur de transformation du lait est dynamique. Mais cette industrie laitière dépend en grande partie d'importations de poudre de lait d'Amérique du Sud et d'Europe. Les nigériens jugent le lait commercialisé de basse qualité nutritive et gustative. Le lait local est acheté à bas prix car il est mélangé avec du poudre de lait. Les laiteries artisanales qui vendent le lait nigérien en circuits courts ne fournissent que de faibles volumes.

Miser sur des produits « 100 % nigériens »

Avec l'appui des ONG Iram et Karkara, les éleveurs des bassins de production de la périphérie de Niamey ont organisé des centres de collecte qui réceptionnent, stockent et contrôlent le lait. Ces centres, qui ont fait leurs preuves, intéressent aujourd'hui les industriels du secteur. L'entreprise SOLANI a signé un partenariat avec un centre de collecte. Elle offre des prix avantageux aux éleveurs et souhaite aller plus loin en proposant une ligne de produits laitiers uniquement à base de lait local. Cela suppose de stabiliser l'approvisionnement en lait, en particulier en saison sèche, période durant laquelle le bétail se nourrit mal et où la production baisse.

Résultats 2015

Amélioration de la collecte : l'accroissement de l'activité des collecteurs a augmenté les quantités collectées par les centres (+ 77 % entre 2013 et 2015 pour atteindre 300 500 litres).

Contractualisation : les centres de collecte et la laiterie SOLANI ont signé des contrats. En plus de la mise à disposition d'un fonds de roulement pour les achats de lait et d'aliment pour le bétail, la laiterie a accepté d'augmenter le prix du litre afin d'améliorer la collecte.

Accès au marché : SOLANI a mis sur le marché un yaourt « 100 % lait local ». L'entreprise souhaite développer une gamme plus étendue.

Accès au financement : les avances de trésorerie et les fonds de roulement aliment bétail ont été mis en place au niveau des centres de collecte.

Contractualisation et rentabilité des centres : le prix par litre payé par Solani aux centres de collecte est fixé en fonction des volumes livrés (jusqu'à +33 % d'augmentation). Les contrats ont augmenté les volumes et les prix

Germe de changement d'échelle : Iram, Karkara et Solani souhaitent continuer à collaborer dans le cadre d'un projet plus ambitieux « Nariindu 2 ».

Bénéficiaires : 150 femmes (7 groupements féminins), plus de 1 000 familles d'éleveurs, 30 collecteurs, quelques milliers de consommateurs.

Principales activités

- SOLANI réalise une étude du marché de Niamey en collaboration avec la faculté de sciences économiques, définit une stratégie marketing et lance une campagne de promotion des produits 100 % lait local ;
- SOLANI s'engage avec les centres de collecte dans un partenariat commercial équilibré (avances de trésorerie et de stocks d'aliments contre des objectifs de quantité, de qualité et de prix) ;
- Les centres de collecte se forment à la gestion de l'avance qu'ils mettent à la disposition des collecteurs ;
- Les centres de collecte identifient les éleveurs prioritaires pour la mise à disposition des stocks d'aliments ;
- Les éleveurs, en particulier les femmes, sont accompagnés dans leur demande de microcrédit pour l'achat d'aliments.

Sénégal

Le terroir de la Haute-Vallée, tremplin de la professionnalisation des femmes

Porteur du projet

Grdr, France
www.grdr.org

Partenaire principal

Association Goundeny (AGB),
Sénégal

Localisation du projet

Haute Vallée du fleuve
Sénégal, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 250 familles
Indirects : 15 000 familles

Durée

17 mois

Financement

CFSI / AFD :
35 000 €

Environnement dégradé, agriculture délaissée

Autrefois couverte d'arbres, la Haute-Vallée du fleuve Sénégal a connu une intense déforestation à cause de besoins croissants en bois de chauffe et de l'aménagement de périmètres agricoles. Trois types de cultures sont possibles dans l'année (irriguée, pluviale, de décrue) mais la zone est enclavée et les revenus de l'agriculture trop faibles. Découragées, les populations comptent désormais davantage sur d'autres activités et sur les transferts d'argent des émigrés.

Redorer l'image des produits locaux

Le Grdr accompagne 4 groupements de femmes maraîchères (Ngouronne) et transformatrices (céréales à Bakel, lait à Dembanané et produits forestiers à Gandé) pour qu'elles valorisent le potentiel agricole de la région en fournissant des produits de qualité aux petites villes (Bakel, Diawara, Kanel). Elles se sont constituées en microentreprises rurales (MER). Pour être plus compétitives sur ces marchés, les femmes réduisent leurs coûts de production : irrigation goutte-à-goutte, biodigesteur alimenté par la bouse de vaches, panneaux solaire... Un 5^{ème} groupe monte en compétences à Doundé pour commercialiser des légumes issus de l'agroécologie.

Résultats 2015

Formations : 15 % des femmes des 5 MER ont été formées. Les formations se poursuivent de façon à atteindre l'objectif initial de 30 %.

Échanges et réseautage : les représentants des MER ont échangé avec d'autres acteurs sur les techniques de transformations, l'approvisionnement en intrants de qualité, la valorisation du jujube et du pain de singe. Des contacts se sont noués avec d'autres structures et réseaux.

Accès au marché : 50 % des produits transformés sont commercialisés dans les marchés urbains. Un pôle de vente a été identifié et la prospection d'un deuxième continue.

Programmes publics et plaidoyer : 2 femmes de chaque MER et le président du Réseau des comités locaux de concertation des organisations de producteurs (CLCOP) ont participé à la Foire internationale de Dakar (Fidak qui se déroule tous les 2 ans. Ils ont pris connaissance des différents programmes de l'État dans le domaine agricole. Les acteurs du projet ont participé à deux débats sur la réforme foncière.

Énergie renouvelable : des rencontres sur le programme national de biogaz domestique ont eu lieu avec le ministère de l'Énergie et du Développement des énergies renouvelables et avec l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA). Les investissements sont subventionnés à hauteur de 80 % par l'État sénégalais.

Bénéficiaires directs : 290 personnes ; *indirects* : 1 000 personnes.

Principales activités

- Renforcement des équipements (panneaux solaires, irrigation goutte-à-goutte, bio-digesteur, clôtures, etc.) des micro-entreprises rurales (MER) existantes ;
- Formations additionnelles pour les femmes qui travaillent au sein des MER
- Création d'une nouvelle MER à Doundé autour du maraîchage avec dotations en matériel et formation des femmes ;
- Suivi et évaluation des activités des MER ;
- Capitalisation des techniques utilisées et diffusion auprès des acteurs et partenaires.

Sénégal

Rapprocher les dakarois des maraîchers

Porteur du projet

ENDA PRONAT (Environnement Développement Action pour la Protection des terroirs), Sénégal
www.endapronat.org

Partenaire principal

ENDA Europe (Environnement, Développement et Action en Europe), France
www.enda-europe.org

Autres partenaires

Fédération Woobin de Keur Moussa
Fédération des agropasteurs de Diender

Localisation du projet

Région de Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 50 familles
Indirects : 3 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI/AFD : 34 792 €

Une AMAP en plein essor

Depuis 2013, des organisations de maraîchers des environs de Dakar et des étudiants en marketing ont créé une entreprise solidaire de distribution de fruits et légumes agroécologiques.

La vente hebdomadaire est passée de 100 à 500 kg en quelques mois et les autorités soutiennent l'initiative. Ce succès pose de nouveaux défis auxquels il faut répondre pour que le changement d'échelle soit réussi.

Elargir le marché dakarois et faire connaître l'expérience

L'objectif de l'AMAP est d'améliorer le système de prise de commandes et de livraisons afin de répondre à la demande urbaine croissante. Elle souhaite également élargir le public-cible aux personnes à revenus modérés. Le succès croissant de l'initiative doit servir de base à des actions de plaidoyer auprès des autorités pour les sensibiliser aux potentiels de l'agroécologie.

Résultats 2015

Accès au marché : la mise en place d'une page dédiée aux commandes sur le site www.endapronat.org a permis une augmentation de 52 % du nombre de paniers commandés par semaine.

Amélioration du revenu : le chiffre d'affaires résultant des livraisons de légumes sains a augmenté de 36 %. Les producteurs qui vendent régulièrement leurs légumes dans le marché ASD réalisent une prime de 100 FCFA/kg par rapport au marché conventionnel. Les collectrices de légumes gagnent 50 FCFA/kg de légumes collectés.

Labellisation : le projet de Promotion de l'Agriculture saine et durable (ASD) a été lancé en décembre 2014 avec la FAO et le ministère de l'Agriculture, en présence de la Radiotélévision.

Accès pour tous aux produits locaux : les ventes aux consommateurs à revenus modérés au point de vente du Parc de Hann a augmenté assez lentement avec juste 500 kg de fruits et légumes vendus par semaine. Le nombre de consommateurs sénégalais au pouvoir d'achat modéré qui fréquentent les marchés ASD a doublé entre juillet 2014 et février 2015.

Sensibilisation des urbains : 117 % de l'objectif est atteint avec près de 758 élèves sur les 1 895 du CEM Yoff-Village et 300 sur les 1 000 que comptent l'institution scolaire Senegalese American Bilingual School.

Plaidoyer : l'objectif de plaidoyer sur le foncier est atteint. Le ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural a dénoncé publiquement l'accaparement de terres comme un danger réel pour les exploitations familiales et a assuré que durant le 1^{er} trimestre 2015 des mesures concrètes seraient prises pour sécuriser les exploitations familiales dans le terroir des Niayes.

Principales activités

- Création d'un site web commercial et formation d'un chargé de suivi des commandes et livraisons ;
- Mise en place d'une campagne de promotion et de sensibilisation dans les écoles ;
- Développement d'une stratégie de commercialisation à destination du public aux revenus modestes (sensibilisation et négociation avec les grossistes) ;
- Renforcement du plaidoyer auprès des autorités en faveur de politiques agricoles durables et équitables ;
- Production d'un film documentaire de capitalisation, diffusion sur internet et organisation d'une projection-débat médiatisée à Paris.

Sénégal

À Dakar, les écoliers consomment local

Porteur du projet

Grdr, France
www.grdr.org

Partenaire principal

Cadre régional de concertation des ruraux (CRCR) de Dakar, Sénégal

Autres partenaires

Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, France

Localisation du projet

Région de Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 1 000 familles
Indirects : 2 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
49 973 €

Le développement des cantines scolaires...

La politique de développement des cantines scolaires au Sénégal s'est focalisée jusqu'à présent sur les régions rurales enclavées. Pourtant, il existe de nombreux îlots de pauvreté dans la région de Dakar où les enfants ne prennent qu'un à deux repas par jour.

Par ailleurs, ces cantines sont approvisionnées essentiellement en produits importés qui sont inadaptés aux habitudes alimentaires, déstabilisent l'économie locale et créent une dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

... à réorienter pour soutenir l'économie locale

Pourtant, l'agriculture familiale de la région de Dakar est dynamique et évolue pour s'adapter à la demande urbaine. Les produits frais (fruits et légumes, lait, poissons, etc.) sont valorisés sur les marchés dakarois. La structure paysanne régionale (CRCR) propose de créer des circuits courts au profit des écoliers issus de familles modestes.

Les résultats de cette initiative serviront à plaider la cause des produits locaux auprès des collectivités et organisations d'aide. La commande publique pourrait alors avoir un effet levier sur le développement de l'agriculture dans la région.

Résultats 2015

Accès au marché – circuits courts producteurs-cantines : l'école de Tali-bou Dabo a signé 2 contrats avec un groupement de pêche et avec un groupement maraîcher. Faute de ressources financières, un dispositif de transition a été mis en place dans les 3 autres écoles.

Marchés institutionnels : la division des cantines scolaires a pu mettre en pratique ses orientations politiques en matière d'approvisionnement des cantines en produits locaux. Alors que les premières denrées pour la région de Dakar étaient toutes importées, elle a ciblé plusieurs produits locaux dans sa nouvelle demande. Par ailleurs, le PAM soutient cette initiative et participe au comité de pilotage.

Reconnaissance de l'agriculture familiale : l'expérience pilote a démontré la pertinence du dispositif et la capacité des exploitations familiales à offrir un service de qualité à des prix nettement inférieurs à ceux du marché et à respecter leurs engagements.

Autonomie post-projet : au terme de la 2^{ème} convention, l'école a continué d'acheter au groupement pêche.

Sensibilisation des élèves : les 4 écoles se sont investies dans l'activité de microjardinage et ont commencé à vendre une partie de leur production.

Bénéficiaires : 500 élèves et les enseignants des établissements scolaires bénéficieront des activités du projet

Principales activités

- Identification des cantines, des groupements de producteurs et transformateurs fournisseurs des denrées, contractualisation et établissement des menus ;
- Sensibilisation des élèves par l'organisation de visites scolaires en milieu rural et mise en place de micro-jardins ;
- Promotion de l'initiative et des produits locaux par une caravane itinérante dans la région de Dakar ;
- Contractualisation entre les grands dispositifs d'aide alimentaire (PAM, CSA, etc.), les gestionnaires de cantines et des groupements de producteurs membres du CRCR pour formaliser le dispositif d'approvisionnement et garantir la viabilité du projet.

Sénégal

Petis paniers de fruits et légumes distribués chaque semaine à Dakar

Porteur du projet

Union des groupements paysans des Niayes (UGPN), Sénégal

Partenaire principal

Comunità Impegno Servizio Volontariato (CISV), Italie
www.cisv.org/

Localisation du projet

Niayes et Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 100 familles

Indirects : 10 000 familles

Durée

15 mois

Financement

CFSI / AFD :
29 728 €

Concurrence sur les marchés urbains

Grâce à un climat propice, les exploitations maraîchères de la région des Niayes, à une centaine de kilomètres de Dakar, font jusqu'à trois récoltes par an. Mais de multiples intermédiaires les séparent du marché dakarois, ce qui renchérit les prix. Les ménages de la capitale n'ont pas un pouvoir d'achat élevé et achètent les fruits et légumes en petites quantités. L'UGPN, engagée depuis plusieurs années dans l'amélioration de la qualité et la recherche de nouveaux débouchés, se heurte à la concurrence des produits importés mieux conditionnés et parfois moins chers. Avec la forte spéculation foncière, certains exploitants familiaux sont tentés de vendre, sans avoir d'autres opportunités d'emploi.

Mieux conditionner, mieux distribuer

L'UGPN souhaite développer une stratégie commerciale plus offensive qui réponde directement aux besoins des ménages urbains : qualité, accessibilité, présentation. Un comité est chargé de collecter les fruits et légumes d'une centaine d'exploitations et de les conditionner en paniers variés correspondant aux besoins hebdomadaire d'une famille de Dakar. Les clients des quartiers populaires se constituent en groupements d'achats et sont livrés chaque semaine.

Résultats 2015

Production écologique : les animateurs maîtrisent bien la production en agroécologie.

Accès au marché : 12 000 kg de légumes ont été collectés, conditionnés et commercialisés en 15 mois. 30 opérations de distribution ont eu lieu (2 par mois).

Implication des consommateurs : 150 ménages se sont inscrits dans 10 collectifs d'achat en service hebdomadaire (Cash).

Démarche qualité : le conditionnement encourage le tri des légumes et réduit les invendus.

Revenu : en n'utilisant plus de pesticides chimiques, les producteurs ont économisé de 30 000 à 50 000 FCFA par hectare. Grâce à la commercialisation en circuit court, les producteurs sont payés 48h après livraison, contrairement avec les intermédiaires qui les payaient 15 jours après. Toutefois en termes de retombées financières pour les producteurs, la masse critique n'a pas été atteinte pour le moment de façon à augmenter le chiffre d'affaires.

Bénéficiaires : 40 exploitations familiales et 40 ménages (collectif d'achat hebdomadaire)

Principales activités

- Création d'un comité de collecte, conditionnement et distribution des produits maraîchers ;
- Formation des membres du comité en gestion des stocks et gestion commerciale ;
- Information et sensibilisation des habitants dans 10 quartiers ciblés de Dakar ;
- Constitution des habitants en groupement d'achats hebdomadaires ;
- Organisation de 40 opérations de distribution de produits par an ;
- Enquête de satisfaction des clients, auto-évaluation de l'UGPN et capitalisation de la dynamique.

Togo

Promouvoir la transition agroécologique des exploitations familiales

Porteur du projet

Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)
www.avsf.org

Partenaire principal

INADES-Formation
www.inadesfo.net

Localisation du projet

Région des Savanes, Togo

Bénéficiaires

Directs : 200 familles
Indirects : 6 000 familles
80 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Une terre fragilisée

Au nord du Togo, dans la région des Savanes, les sols sont de moins en moins fertiles en raison d'une crise environnementale. L'intensification des activités humaines et les conséquences climatiques renforcent ce phénomène. Les agriculteurs togolais, principalement producteurs de céréales et de légumineuses, voient leur dépendance aux engrais croître. Leurs rendements et la qualité du sol chutent. Par ailleurs, les producteurs, isolés, peu organisés et sans capacité de stockage, subissent les fortes variations des prix des produits agricoles en période de récolte et de soudure.

L'agroécologie pour approvisionner les villes

Le projet soutient les producteurs à engager une transition agro-écologique. En adoptant des nouvelles techniques, les producteurs augmentent leurs rendements et améliorent la qualité de leurs sols. Il s'agit aussi pour eux de répondre à une demande urbaine croissante. Une telle transition, associée au renforcement des relations directes entre organisations paysannes (OP) et grossistes (acheteurs), bénéficie aux marchés urbains, approvisionnés en plus grande quantité en céréales et en légumineuse de meilleures qualités nutritionnelles.

Résultats 2015

Agroécologie : 65 ha ont été protégés contre l'érosion et plus de 100 producteurs utilisent du compost et font de l'agroforesterie. Les rendements ont augmenté de 180 %.

Accès au marché : 1 600 tonnes de céréales (+ 25 % par rapport à 2013) et 70 tonnes de légumineuses (contre 0 en 2013) ont été commercialisées via des contrats de vente groupée en 2015.

Achats institutionnels : 50 tonnes de riz ont été vendues à l'Agence nationale de sécurité alimentaire du Togo (Ansats).

Accès au financement : en 2015, 60 tonnes de maïs et sorgho et 50 tonnes de soja ont été warrantées (soit environ 2 fois plus qu'en 2014).

Bénéficiaires : 100 producteurs (50 femmes et 50 hommes) formés aux pratiques de l'agroécologie ; 4 unions communales directement impliquées dans le projet. Le président de l'UROPCS et les présidents des 4 UOPC bénéficiaires font partie du comité de pilotage et de suivi du projet.

Principales activités

- Formation de 100 agriculteurs/trices aux pratiques agro-écologiques
- Accompagnement de 100 paysans-pilotes à la mise en place de pratiques agro-écologiques sur leurs parcelles
- Capitalisation des bonnes pratiques agro-écologiques par l'organisation d'atelier régional et de présentation des résultats
- Mise en place d'un cadre de concertation au sein de la filière céréales
- Renforcement des capacités techniques, commerciales et organisationnelles des unions cantonales, des OP et des transformatrices de soja
- Warrantage des céréales et des légumineuses

Togo

Approvisionner Lomé en légumes pour sécuriser les familles rurales

Porteur du projet

Entreprises Territoires et Développement (ETD),
Togo www.etd-ong.org

Partenaire principal

Terre des hommes, Suisse
www.tdh.ch/

Localisation du projet

Région de Vo, Togo

Bénéficiaires

Directs : 200 familles
Indirects : 3 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
35 000 €

Familles démunies, enfance en danger

La région du Vo est située à proximité de Lomé, la capitale du Togo. Les habitants y cultivent du maïs et du manioc, base de l'alimentation. Malgré les deux récoltes annuelles, le niveau de production est loin d'assurer des revenus suffisants. Les parcelles cultivées sont réduites, particulièrement pour les femmes qui n'ont pas droit à hériter de terres. Elles ne parviennent pas à satisfaire les besoins des enfants. Beaucoup d'enfants et d'adolescents migrent vers des destinations incertaines où ils sont souvent victimes d'exploitation en tout genre. L'ONG Terre des hommes, spécialisée dans la protection de l'enfance, intervient dans le Vo depuis 2005. Son action bute sur l'extrême pauvreté qui ne permet pas aux parents d'assumer leur responsabilité.

Se positionner comme région horticole

Terre des hommes s'est rapproché de l'ONG togolaise ETD afin d'élargir son action dans la région au développement agricole. Dans l'aire urbaine de Lomé, les besoins alimentaires explosent mais la pression foncière limite les possibilités de potagers. Les producteurs de la région du Vo peuvent développer en quantité et qualité des produits stratégiques comme la tomate, le piment et les légumes feuilles. Ils seront ainsi en mesure de négocier avec les grossistes qui approvisionnent Lomé et pourront assurer de meilleurs revenus à leurs familles.

Résultats 2015

Amélioration de la production : les rendements moyens ont augmenté d'au moins 33 %.

Accès au marché : l'action a privilégié la culture de tomate. 2 tonnes sont en moyenne écoulées chaque semaine sur le marché de Lomé. 3 grossistes, mis en relation avec les maraîchers, ont écoulé 114 tonnes. Les producteurs ont entretenu des relations commerciales avec d'autres commerçantes pour écouler d'autres légumes (170 tonnes).

Contractualisation : les producteurs sont convaincus des avantages d'une relation contractuelle entre producteurs et acheteurs. Les grossistes souhaitent cependant que ce type de contrat ne s'applique pas au prix.

Amélioration du revenu : les producteurs ont amélioré leur revenu de 20%.

Promotion des produits locaux : une émission radio sur la production durable de légumes de qualité a suscité beaucoup d'intérêt aussi bien au niveau des consommateurs que des producteurs qui ont manifesté le souhait d'une seconde émission traitant du même thème.

Bénéficiaires : 133 maraîchers dont 44 femmes

Principales activités

- Formation des maraîchers sur les itinéraires techniques de production et sur le compostage ;
- Approvisionnement des maraîchers en intrants et sensibilisation à l'utilisation d'intrants de qualité ;
- Mise en relation des maraîchers avec les institutions de microfinance et accompagnement à la demande de crédits ;
- Appui des organisations de maraîchers à la négociation avec des commerçants grossistes qui approvisionnent Lomé, formation à la commercialisation groupée ;
- Sensibilisation des consommateurs sur la qualité des produits par des émissions de radio.

Togo

Les habitants des quartiers populaires de Lomé consomment local

Porteur du projet

Elevages sans frontières (ESF),
France
www.elevagesansfrontieres.org

Partenaire principal

Organisation pour l'alimentation
et le développement local, Togo
www.oadel.org

Localisation du projet

Région de Lomé, Togo

Bénéficiaires

Directs : 3 000 familles
Indirects : 500 familles

Durée

16 mois

Financement

CFSI / AFD :
32 223 €

Un lieu unique mais peu fréquenté

Fin 2013, l'OADEL a implanté une boutique-bar-restaurant de produits locaux (la BoBaR) dans le quartier populaire de Bé au cœur de Lomé. Mais la clientèle est plutôt constituée de personnes aisées pour le moment. Les consommateurs modestes du quartier craignent le coût des produits et doutent de leur qualité. Il est vrai que le conditionnement laisse parfois à désirer : avec des emballages laissant passer l'air et la lumière, certains aliments s'altèrent rapidement.

Améliorer les produits et aller à la rencontre des communautés

L'OADEL a testé de nouveaux emballages de qualité avec les transformateurs et l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA). La BoBaR va maintenant acheter un stock d'emballages en gros et les revendre aux transformateurs en petites quantités. Ils améliorent aussi les étiquettes avec des informations nutritionnelles et un code barre pour la traçabilité. Parallèlement l'OADEL lutte contre les préjugés sur les produits proposés à la BoBaR en allant à la rencontre des leaders communautaires lors de dégustations. Le but est qu'ils soient des relais permanents au sein des quartiers pour encourager des changements d'habitude alimentaire.

Résultats 2015

Promotion des produits locaux : en 2014, la fréquentation de la BoBaR était de 125 personnes/mois. Fin 2015, elle était près de 10 fois plus élevée. 23 produits locaux ont été conditionnés dans de nouveaux emballages par 2 unités de transformation.

Sensibilisation des consommateurs : les consommateurs sont avides de mets locaux et c'est souvent l'offre inexistante ou très faible qui les pousse vers les mets importés. Les deux agents de promotion de la consommation des produits locaux ont visité 1 747 maisons des quartiers pauvres, soit 8 000 personnes.

Emballage : une centrale d'achat-vente rend disponible à moindre coût des conditionnements alimentaires de qualité. La mention « Contrôlé par l'Itra » garantit la qualité et rassure les consommateurs.

Amélioration du chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires mensuel de la BoBaR a progressé de 204 % entre juin 2014 et fin novembre 2015.

Germes de changement d'échelle : le ministère de l'Agriculture cofinance l'impression et la diffusion du livret de recettes à base de produits locaux. 13 000 exemplaires seront diffusés.

Bénéficiaires : 3 500 personnes

Principales activités

- Recrutement et formation de deux agents de promotion de la consommation des produits locaux (APCL) ;
- Production d'outils de sensibilisation et opérations de sensibilisation dans les différents quartiers de Bé ;
- Création d'une centrale d'achat des emballages alimentaires et subventionnement de thermo-soudeuses pour les unités de transformation ;
- Suivi du conditionnement des produits et appui à la visibilité des produits ayant le nouvel emballage ;
- Rédaction de fiches techniques culinaires, édition et diffusion d'un livret de recettes ;
- Appui à l'adoption des recettes auprès des restaurants et particuliers.

Bénin

La vente en circuits courts valorise les produits fermiers locaux

Porteur du projet

Hortitechs

Partenaire principal

Réseau Bénin de l'enseignement agricole français (RB EAF)

Autres partenaires

Helvétas coopération Bénin

Institut national de recherche agricole du Bénin (INRAB)

Chambre d'agriculture du Bénin

Fédération agro écologique du Bénin (FAEB)

Localisation du projet

Sud du Bénin

Nombre de bénéficiaires

Directs : 1 450 familles

Indirects : 150 familles (distributeurs d'intrants, entreprises partenaires, employés agricoles)

150 femmes agricultrices, 500 000 consommatrices et 650 jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation Ensemble : 24 000 €

Agence Française de Développement – CFSI : 26 000 €

La 1ère AMAP au Bénin...

Depuis 2006, Hortitechs développe les circuits courts et appuie les exploitations familiales par la formation à l'agroécologie. Les maraîchers et les consommateurs ont été enthousiasmés par les premières expériences. Le défi réside désormais dans le franchissement des obstacles rencontrés ces dernières années (manque de fertilisants organiques, pertes post-récolte, la traçabilité et la certification des produits) et la conquête des consommateurs urbains aux revenus moyens.

... face au changement d'échelle

Le projet vise l'amélioration de la production des maraîchers et la promotion des partenariats entre agriculteurs et consommateurs (familles, cantines etc.) afin de valoriser les produits locaux sur les marchés de 5 grandes villes du Sud Bénin. L'association Hortitechs donne la priorité à la diversification des produits et des partenariats et les producteurs souhaitent renforcer les capacités techniques et organisationnelles de leurs groupements et accéder à des marchés rémunérateurs.

Résultats 2015

Renforcement de la production durable : 2 unités de compostage (totalisant une capacité de près de 30 tonnes de compost/mois) répondent au besoin des producteurs en fertilisants organiques. 50 nouveaux producteurs se sont ajoutés aux 75 formés en 2014.

Formation et contribution des jeunes : les étudiants stagiaires ont aidé à la résolution des problèmes et contraintes liés à l'agriculture familiale bio.

Accès au marché : le réseau de distribution en circuits courts de Cotonou s'est élargi et compte 5 points de distribution (2 quartiers de Cotonou et 3 grandes villes du Sud Bénin).

Démarche qualité : des produits maraichers frais, cultivés au Sud Bénin, ont obtenu la certification biologiques SPG (système participatif de garantie) pour la première fois au Bénin et en Afrique de l'Ouest.

Partenariats : des échanges avec diverses structures concourent à l'atteinte des objectifs (avec Helvétas, l'Afdi et la Fupro, sur le SPG ; avec l'Organisation béninoise pour la promotion de l'agriculture biologique – Obepab, la Plateforme d'innovations « Légumes biologiques » et le projet Ecological and Organic Agriculture pour l'appui à la production et à la promotion des produits bio ; avec le Réseau Bénin de l'enseignement agricole français, par la présence de stagiaires ; avec l'Institut national de recherche agricole du Bénin – Inrab pour la formation et les semences).

Bénéficiaires : 125 agriculteurs ont été formés

Principales activités

- Implantation de 5 kiosques de distribution, campagnes de promotion des produits locaux et diffusion d'outils de capitalisation ;
- Formation des producteurs et consommateurs à la certification participative ;
- Formation des producteurs (itinéraires techniques ou « production tout simplement), gestion des exploitations, compostage des déchets organiques) ;
- Accueil de stagiaires dans les fermes et appui à la restitution de leur expérience.

Bénin, Burkina Faso, Niger, Sénégal

Marchés de bétail : échanger les expériences pour approvisionner les villes

Porteur du projet

Inter-réseaux Développement rural
www.inter-reseaux.org

Partenaire principal

Réseau Billital Maroobé (RBM)
www.maroobe.org

Autres partenaires

RECOPA et CRUS (Burkina Faso)
AREN et Gajel (Niger)
ANOPER (Bénin)
ADENA, ADID et FBAJ (Sénégal)
APESS et ROPPA (Afrique de l'Ouest)
Agriterra
IRAM

Localisation du projet

Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Niger, Sénégal

Nombre de bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects : 20 000 familles

Dont 10 000 femmes et 5 000 jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Face aux enjeux de l'essor de la demande...

L'essor de la demande urbaine en viande représente une opportunité pour les éleveurs pastoraux d'Afrique de l'Ouest. Au cours des dernières années, les organisations d'éleveurs se sont de mieux en mieux structurées et sont montées en puissance. Le réseau Billital Maroobé souhaite capitaliser ces expériences de structuration et les innovations réalisées pour organiser la vente du bétail. Il va identifier les facteurs de réussite et d'échec afin d'étendre des modes de fonctionnement favorisant la transparence et l'équilibre des rapports de force dans les négociations.

... une réorganisation novatrice et généralisée

Le RBM veut promouvoir des formes novatrices d'organisation des marchés de bétail afin de permettre un meilleur approvisionnement des centres urbains ouest-africains en viande de qualité. La valorisation de ces formes d'organisations innovantes passe par la mise en lumière des enseignements tirés d'initiatives réussies mais aussi des tentatives avortées. Elle permet de diffuser les savoirs et de formuler des propositions pour alimenter les politiques publiques

Résultats 2015

Capitalisation par les OP : un guide et une vidéo méthodologiques de capitalisation, adaptés au besoin du RBM, sont en cours de production et sont alimentés par les ateliers et visites de terrain tout au long de la formation-action. La démarche de capitalisation se veut participative, inclusive et itérative et est conduite par un pool de personnes du RBM (points focaux nationaux, organisations membres, équipe régionale et leaders) et de salariés d'Inter-réseaux.

Connaissance des marchés : Inter-réseaux et le RBM ont structuré un réseau de compétences sur le thème de l'organisation des marchés à bétail. Ce réseau, qui rassemble différents types d'acteurs (OP, experts, chercheurs, organismes d'appui, etc.) s'investit dans les activités de veille, de repérage d'informations utiles, de partage de réflexions, et d'appui conseil sur le processus de capitalisation.

Bénéficiaires : les OP membres du Réseau Billital Maroobé

Principales activités

- Veille thématique approfondie sur l'organisation des marchés ;
- Capitalisation approfondie de 4 expériences d'organisation de marchés et synthèse des enseignements des expériences d'organisation ;
- Organisation d'une visite d'échange sur un marché cogéré afin de favoriser la confrontation et la comparaison ;
- Production d'une vidéo et d'un guide d'animation, animations locales de débat ;
- Tenue d'un atelier régional d'échanges d'expériences, élaboration d'une vision partagée ;
- Valorisation des produits de capitalisation par la mise en ligne sur un site internet et une diffusion dans les réseaux partenaires ;
- Formulation de propositions politiques pour un soutien au développement des marchés cogérés.

Bénin

Des abeilles pour l'économie locale

Porteur du projet

Union Béninoise des Maisons Familiales Rurales (UB-MAFAR)

Partenaires principaux

Maison familiale rurale de Kétou (MAFAR-Kétou)

Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO)
www.mfr.asso.fr

Localisation du projet

Commune de Kétou, Bénin

Bénéficiaires

Directs : 15 familles

Indirects : 304 familles

Durée

12 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 11 951 €

Complémentarité entre agriculture et apiculture

Dans la région de Kétou, il existe des cultures favorables à l'élevage d'abeilles (maïs, manioc, sorgho, arachide, avocatier etc.). La synergie entre agriculture-arboriculture et apiculture est indéniable. Cette dernière activité permet l'augmentation de la production de semences et donne des fruits de meilleure qualité. En outre, les paysans sont en mesure de dégager des revenus supplémentaires s'ils ont des formateurs compétents qui leur enseignent la pratique de l'apiculture.

Un enseignement diffusé en cascade

La maison familiale rurale (MAFAR) souhaite promouvoir l'apiculture comme activité génératrice de revenus. Les 15 stagiaires se forment également au marketing. La MAFAR propose d'associer les anciens stagiaires afin qu'ils accueillent d'autres promotions de stagiaires. Cette organisation facilite la diffusion des connaissances relatives à l'apiculture.

Résultats 2015

Structuration organisationnelle : une formation sur la notion de groupement a été tenue en vue de la mise en place d'un groupement d'apiculteurs. Les stagiaires (apiculteurs en formation), avec l'accompagnement de leur maître de stage, du formateur et du coordonnateur du projet, ont procédé à la validation des statuts et règlement intérieur de leur groupement, qui a pour nom Groupement communal des apiculteurs formés à la Mafar de Kétou (Grap/Mafar-Kétou). Le groupement a élu les membres du bureau, en présence des partenaires locaux (mairie et CARDER) et a procédé à son installation officielle.

Accès au marché : la demande est forte et leur production de miel est déjà vendue même avant qu'elle soit récoltée ! Une session de formation sur le marketing et la recherche de marché a permis aux stagiaires de prendre connaissance des différents marchés d'écoulement qui existent et les méthodes pour rendre plus compétitif le miel.

Amélioration du revenu : l'apiculture constitue une source de revenu complémentaire à d'autres activités sans trop amputer sur le temps de travail. Son développement est possible à plus grande échelle du fait de la demande croissante en miel.

Bénéficiaires : formation et installation de 15 stagiaires apiculteurs.

Principales activités

- Renforcement des compétences des formateurs, notamment sur le plan économique (marketing et mise en marché) ;
- Formation théorique et pratique des stagiaires ;
- Accompagnement des nouveaux apiculteurs dans leur installation ;
- Constitution d'une association d'anciens apiculteurs formés à la MAFAR pour diffuser les connaissances acquises.

Burkina Faso

La redécouverte du fonio dans les Hauts Bassins, une initiative savoureuse

Porteur du projet

APROSSA – Afrique Verte
www.afriqueverte.org

Partenaire principal

Fédération Artisans du Monde (FADM)
www.artisansdumonde.org

Autres partenaires

Direction régionale de l'agriculture des Hauts Bassins

Institut national d'études et de recherches agricoles (INERA)

Laboratoire national de santé publique (LNSP) et Laboratoire du Département de technologie alimentaire (DTA)

Institutions de crédit : ECO-BANK, Caisses populaires, ACE-FIM CREDO

Localisation du projet

Hauts Bassins, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 1 000 familles
Indirects : 5 000 familles
15 000 jeunes et 12 000 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation L'OCCITANE :
45 000 €

Une céréale très nutritive mais peu valorisée

Au Burkina Faso, les agriculteurs disposent de conditions favorables pour cultiver le fonio. Cette céréale est adaptée au climat et dispose d'une haute valeur nutritive. Pour améliorer sa commercialisation, APROSSA a identifié les obstacles à son essor (manque d'équipements de transformation, d'emballage, de financements, méconnaissance des circuits commerciaux) et propose des solutions. Celles-ci vont assurer une meilleure valeur ajoutée, accroître la qualité des produits et des ventes et améliorer les revenus des transformatrices et des producteurs.

L'envol des ventes grâce à la concertation

Les producteurs souhaitent développer la filière locale du fonio dans les Hauts Bassins en augmentant la productivité ainsi que la disponibilité de leurs produits. Il s'agit pour eux d'accroître la transformation et la qualité du fonio prêt à l'emploi, d'améliorer la distribution de la céréale grâce à la gestion concertée de la filière.

Résultats 2015

Promotion des produits locaux et accès au marché : 18 unités de transformation (UT) ont participé à 3 foires commerciales ce qui leur a permis d'améliorer leurs produits et de trouver d'autres canaux de distribution. Elles ont réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 millions de FCFA.

Concertation et contractualisation : 24 transformatrices ont été mises en relation avec les producteurs au cours d'un atelier de négociation permettant des transactions portant sur 21,34 tonnes de fonio pour un montant global de 8,5 millions de FCFA. Une concertation des acteurs de la filière a permis de répondre à une commande d'une entreprise italienne portant sur 25 tonnes de fonio décortiqué.

Production : 15,7 tonnes de semences de fonio ont été produites sur une superficie de 27,5 ha. 269 ha de champs ont été emblavés par 290 exploitations agricoles familiales accompagnées dans le cadre du projet, pour une production totale estimée à 111,3 tonnes.

Démarche qualité : 127 transformatrices sont formées et 115 pileuses ont été sensibilisées à la qualité du fonio. Les analyses en laboratoire réalisées sur les produits de 3 UT ont été concluantes à 98 %.

Financement : 8 UT ont obtenu des crédits à hauteur de 7,85 millions de FCFA. 2 dossiers de crédit campagne ont été financés au profit de 2 groupements de producteurs pour un montant total de 1,4 millions de FCFA.

Bénéficiaires : 248 producteurs (7 groupement) ; 152 femmes (10 groupement de pileuses) et 20 unités de transformation

Principales activités

- Formation de 5 des 30 semenciers soutenus en 2012, de 100 producteurs et de 100 pileuses ;
- Formation de 150 transformatrices. Accompagnement de 10 unités de transformation dans le montage des dossiers de financement. Ateliers de négociation entre producteurs et transformatrices pour un accès facilité à une matière première de qualité ;
- Actions de promotion et développement de circuits permanents de distribution ;
- Structuration des différents acteurs de la filière (union des producteurs, groupements de pileuses, réseau de transformatrices de céréales) ;
- Concertations entre producteurs, pileuses et transformatrices pour réfléchir à la marche de la filière et organiser des achats groupés.

Burkina Faso

Du niébé pour nourrir les espaces périurbains

Porteur du projet

Association SOS Santé et Développement (ASSD)

Partenaire principal

Action de carême (ADC)
www.actiondecareme.ch

Autres partenaires

Service technique de l'agriculture de Nanoro

Service technique de l'élevage de Nanoro

Conseil Municipal de Nanoro

Conseils Villageois de Développement (CVD) des 15 villages de Nanoro

Localisation du projet

Nanoro-Ouagadougou,
Burkina Faso

Nombre de bénéficiaires

Directs : 3 000 familles

Indirects : 6 500 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 600 €

Le niébé, un produit sain mais peu accessible

Au Burkina Faso, les producteurs sont très vulnérables face aux aléas climatiques. Ils ont besoin de renforcer leurs compétences dans la gestion des récoltes et la maîtrise des innovations agroécologiques. Parallèlement, s'ils entrent en relation avec les habitants des alentours de Ouagadougou et leur fournissent des aliments sains correspondant à leur budget, ils peuvent satisfaire la demande en niébé, élevée en zone urbaine et périurbaine.

Un avantage pour les villes comme pour les campagnes

Les agriculteurs périurbains augmentent leur production et leurs revenus grâce à une meilleure organisation. 3 000 ménages pauvres des zones périurbaines de Ouagadougou ont accès au niébé à un prix raisonnable car il est produit localement.

Résultats 2015

Amélioration de la production : 1 700 tonnes de niébé sont produites par les bénéficiaires directs et indirects en 2015 (soit 2,5 fois plus qu'en 2012).

Structuration de la filière niébé : 20 groupements de producteurs et 3 groupements de transformatrices sont mis en place. Le bilan annuel réunit producteurs et transformatrices pour fixer à 55 % le taux de mise à disposition des récoltes aux comptoirs de stockage à Nanoro au profit des transformatrices.

Accès au marché : la quantité de niébé mise en marché dans des comptoirs et des kiosques créés par le projet à Ouagadougou est estimée à 800 tonnes (300 tonnes en 2014), soit près de la moitié de la quantité produite.

Bénéficiaires : 265 femmes et 235 hommes ont bénéficié des appuis directs du projet en termes de renforcement de capacité, en intrants et matériel de production et de transformation.

Le nombre des *bénéficiaires indirects* peut être évalué à 300 producteurs et transformatrices.

Principales activités

- Formation de 500 producteurs (maîtrise des variétés améliorées, cycles de production, stockage, production d'engrais fertilisants par l'installation de fosses à fumure etc.) ;
- Formation à la planification et à la gestion d'entreprise agricole allié à l'organisation d'une bourse annuelle du niébé permettant de nouer des relations commerciales ;
- Etude sur le circuit de distribution et de commercialisation du niébé afin d'identifier les acteurs de la filière et de trouver les circuits appropriés ;
- Formation de 75 femmes à la transformation du niébé et acquisition d'équipements ;
- Mise en place de 4 comptoirs témoins de vente en ville et d'une foire au niébé ;
- Etude sur les bonnes pratiques pour partager la connaissance et production de supports de diffusion.

Burkina Faso

Les agriculteurs du niébé s'organisent pour alimenter les villes

Porteur du projet

Institut Africain pour le Développement Economique et Social, Centre Africain de Formation (INADES-Formation)

www.inadesfo.net

Partenaire principal

Réseau d'ONG européennes pour l'environnement, l'agroalimentaire et le développement (RONGEAD)

www.rongead.org

Autres partenaires

Service national des semences

Institut de l'environnement et de recherches agricoles

Localisation du projet

Province de Sanmatenga, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 2 330 familles

Indirects : 11 000 familles

1 231 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
50 000 €

Une filière à structurer

La dégradation des écosystèmes au nord du Burkina Faso a entraîné un épuisement des sols et une pluviométrie aléatoire. Le niébé est une légumineuse très cultivée dans cette zone, il s'adapte bien à des sols et des conditions climatiques variables. Mais les acteurs de la filière niébé ne sont pas organisés et peinent à produire en quantité et en qualité suffisante pour faire face à la demande urbaine. Les structures d'organisation collective demandent à être renforcées. Les paysans seraient alors à même de diffuser les pratiques agroécologiques adaptées.

Le défi de l'amélioration de l'accès à l'information

Les unions départementales du niébé ont besoin d'un appui pour se structurer afin de fournir les services essentiels à l'amélioration de la productivité. Les producteurs disposent d'un réel moyen de négociation des prix quand ils parviennent à améliorer les services d'information sur les marchés et la concertation avec les consommateurs. Ils développent ainsi la commercialisation groupée de leurs produits.

Résultats 2015

Structuration des unions départementales de producteurs de niébé : il existe dans chaque OP bénéficiaire un comité chargé d'accompagner la production, un autre pour la commercialisation, des conseillers agricoles et des relais d'information sur les prix du marché.

Amélioration de la production : le rendement de niébé a augmenté de 31 à 138 % entre 2013 et 2015, selon les localités (sauf à Kaya, victime de la sécheresse). 84 % des bénéficiaires pratiquent la rotation niébé/céréales et ont constaté un effet important sur le rendement en céréales.

Quantités commercialisées : en 2014, 4 unions départementales ont commercialisé près de 75 tonnes de niébé.

Promotion des produits locaux : Inades et publié des journaux en langue locales sur la transformation et la conservation des semences de niébé.

Accès au marché : la formation sur les techniques de négociation commerciales a renforcé les capacités commerciales des unions qui ont négocié et vendu au PAM, à la Sonageess et aux commerçants locaux.

Bénéficiaires : 2 330 membres des unions dont 1 231 femmes. Le nombre de bénéficiaires indirects est autour de 11 000.

Principales activités

- Formations pour la structuration des unions départementales, identification de comités spécifiques et formation des membres des comités (identification des producteurs semenciers et des relais pour l'information sur le marché) ;
- Accompagnement des unions dans l'élaboration d'un plan d'action, d'un plan d'affaires et dans la gestion de crédits (warrantage) ;
- Formation de conseillers agricoles à la gestion durable des terres, en conseil de gestion des exploitations, à la fabrication d'insecticides naturels et à la conservation du niébé sans produits chimiques ;
- Formation des semenciers sur la multiplication des semences de niébé ;
- Amélioration de l'accès au marché par la vente groupée, la diffusion d'informations sur les prix par SMS, l'émission de messages à la radio et l'organisation d'un atelier sur la maîtrise du marketing, la négociation et la contractualisation.

Burkina Faso

De l'eau pour cultiver l'oignon

Porteur du projet

Service International d'Appui au Développement (SIAD)
www.siad.asso.fr

Partenaires principaux

Association pour le développement communautaire (ADECO)
Agence pour la promotion de la petite et moyenne entreprise en agriculture et artisanat (APME2A)
Réseau Femmes en Action (RFA)
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) www.cirad.fr

Autres partenaires

Direction départementale de l'agriculture (DPA)
Direction régionale de l'eau, des aménagements hydrauliques et de l'assainissement (DREAHA)
Bourgogne Burkina Faso (BOFA)
Echanges et Tiers-Monde

Localisation du projet

Province de l'Oudalan, Burkina Faso

Nombre de bénéficiaires

Directs : 500 familles
Indirects : 3 500 familles
500 femmes et 1 000 jeunes

Durée

36 mois

Financement

Agence Française de Développement et CFSI : 23 500 €
Fondation l'OCCITANE : 26 500 €

L'accès à l'eau et à la terre, un enjeu pour les productrices

L'accès limité à l'eau et à la terre, particulièrement pour les femmes, rend difficile la production maraîchère au nord-est du Burkina Faso, zone semi-aride et sablonneuse. Depuis 2011, un appui aux maraîchères a été mis en place pour conserver et commercialiser l'oignon. Mais la production reste insuffisante pour faire face à l'augmentation de la demande des centres de consommation, notamment des villes de Dori, Djibo et Oursi.

L'égalité de genre comme condition d'accès à la terre pour les femmes

La modernisation du système hydraulique, la réduction de la pression sur les ressources naturelles et la promotion de l'égalité de genre constituent 3 leviers efficaces pour sécuriser les revenus de 500 femmes maraîchères. L'augmentation de leurs revenus passe par l'amélioration de la qualité des produits, de l'accès aux intrants et à la terre.

Résultats 2015

Amélioration de la production : les superficies cultivables ont augmenté d'au moins 20 % grâce aux boulis (bassins de retenue d'eau) et forages. Les oignons sont produits sans engrais chimiques.

Emploi : 52 emplois directs (agricultrices installées sur les nouvelles exploitations familiales) et 150 emplois indirects ont été créés.

Amélioration des relations hommes-femmes : les responsables des 15 groupements et 10 autres femmes productrices d'oignon ont participé à une émission sur l'entrepreneuriat féminin. Elles ont interpellé les autorités municipales sur leurs conditions de travail et leurs difficultés pour accéder à la terre et au crédit. La sensibilisation en genre, l'implication des maris et le plaidoyer ont eu des effets : assistance des femmes dans l'aménagement des sites de conservation de l'oignon ; débat sur la sécurisation foncière (un sujet autrefois tabou), accès des femmes au matériel appartenant au mari, etc.

Bénéficiaires : 482 productrices issues de 15 groupements ont pu bénéficier de la sensibilisation en genre. 52 femmes installées sur les nouvelles exploitations familiales.

Principales activités

- Amélioration du potentiel hydrique de la zone par la réhabilitation de boulis, la réalisation de puits et forages et l'installation d'un système pilote d'irrigation par goutte à goutte solaire ;
- Renforcement des capacités des productrices par la mise en place d'un dispositif participatif de sensibilisation aux inégalités de genre, à l'accès des femmes à la terre. Capitalisation d'expériences de genre ;
- Evaluation des impacts socio-économiques du projet, organisation d'une journée régionale autour de la gestion des points d'eau.

Burkina Faso

L'agroécologie ouvre de nouvelles perspectives au niébé et au sésame

Porteur du projet

Service International d'Appui au Développement (SIAD)
www.siad.asso.fr

Partenaires principaux

Association pour le développement communautaire (ADECO)
Agence pour la promotion de la petite et moyenne entreprise en agriculture et artisanat (APME2A)

Réseau Femmes en Action (RFA)
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) www.cirad.fr

Coopérative financière pour le développement de l'économie solidaire Nord-Sud (COFIDES)
www.cofides.org

Autres partenaires

Institut national de recherche environnementale et agricole (INERA)

Localisation du projet

5 communes de la province de l'Oudalan, Burkina Faso

Nombre de bénéficiaires

Directs : 520 familles

Indirects : 5 200 familles

2 700 femmes et 2 500 jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 26 500 €

Fondation l'OCCITANE : 23 500 €

Le niébé, un haricot résistant

Le climat de type sahélien du nord-est du Burkina Faso connaît des précipitations aléatoires qui compliquent l'activité agricole. La faiblesse de la productivité, le manque de maîtrise des techniques culturales et la difficulté de conservation de la production engendrent une insécurité alimentaire pour les exploitations familiales de la zone. La culture du niébé s'adapte à ce type de climat et la demande pour cette céréale est en hausse constante. Par la formation à l'agroécologie, à la conservation et à la transformation de la production, le projet vise à sécuriser les revenus des paysans.

L'agroécologie pour améliorer les revenus

La vulnérabilité des exploitants familiaux peut être contrariée par l'implication des agriculteurs dans la diffusion des savoirs agroécologiques, par l'appui qui peut leur être apporté dans la conservation, la transformation et la commercialisation du niébé et du sésame dans la province de l'Oudalan.

Résultats attendus

- *Production* : les petits exploitants agricoles adoptent des techniques agroécologiques modernes pour la production de niébé et de sésame ;
- *Organisation* : 2 700 productrices de niébé et de sésame s'organisent en groupement et augmentent la valeur ajoutée de leur production par la création d'un fonds d'activité génératrice de revenus
- *Coopérative* : une entreprise sociale (ESOP) est fonctionnelle et facilite l'accès aux intrants, la conservation et la commercialisation des produits transformés vers les centres urbains.

Principales activités

- Formation des producteurs à la fabrication et à l'utilisation de fertilisants et de produits de traitement naturels. Formation de paysans relais, notamment sur les techniques de production, de transformation et de conservation du niébé et du sésame ;
- Création de champs de démonstration, dotation en petits équipements de restauration de la fertilité des sols sur 150 ha de terres dégradées ;
- Création de groupements féminins, formation sur la transformation du sésame afin d'améliorer la qualité de la production et sensibilisation sur les contraintes de genre dans la production et la transformation ;
- Création d'une coopérative innovante (ESOP) afin d'améliorer l'accès aux semences et la commercialisation de la production. Renforcement de capacités dans la planification et la gestion.

Côte d'Ivoire

Des petites entreprises pour transformer et vendre le riz ivoirien

Porteur du projet

Centre International de Développement et de Recherche (CIDR)
www.cidr.org

Partenaire principal

Fédération nationale des riziculteurs de Côte d'Ivoire (FENARIZ-CI)

Autres partenaires

Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (FIRCA)

Institutions bancaires et de micro finance

Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER)

Localisation du projet

Département de Divo et Zuénoula, région de Moronou, Côte d'Ivoire

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects : 2 000 familles

600 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation L'OCCITANE :
49 500 €

Du riz pas encore compétitif...

La production ivoirienne de riz couvre seulement 50 % des besoins du pays. La différence entre l'offre et la demande augmente car les stratégies de promotion de la filière riz n'ont pas donné les résultats escomptés. Insuffisance de transformation, manque de prise en compte des différents types de riziculture et absence de production de semences sont les principales raisons de ces échecs. Aussi, le projet propose d'appuyer 3 petites entreprises dans la transformation et la commercialisation du riz.

... mais en bonne voie

Le projet a choisi de se concentrer sur l'amélioration de la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production de riz dans la région de Moronou (centre de la Côte d'Ivoire). Pour sécuriser leurs revenus, les riziculteurs améliorent leur productivité. Ils souhaitent également y parvenir en contribuant au succès de la stratégie nationale de développement de la filière, l'« offensive riz ».

Résultats 2015

Structuration de la filière riz : les 3 entreprises (de type Esop) ont développé des services avec les riziculteurs organisés en groupements d'intérêt économique (GIC) : appui technique, appui en organisation, fourniture de semences et intrants. Les 3 coopératives partenaires s'impliquent dans la promotion des entreprises.

Accès au marché : les entreprises vendent le riz blanc sous une même marque « Délice » en conditionnement de 25 Kg sur les marchés urbains. Le manque de fonds de roulement ne leur a pas permis d'acheter plus de 20 % des engagements contractuels des riziculteurs. Le revenu qu'elles ont distribué à chaque producteur est donc inférieur aux prévisions (63 000 au lieu de 225 000 FCFA). Cependant, le riz paddy produit grâce aux services fournis par les 3 entreprises a été vendu, ce qui a généré d'autres revenus pour les producteurs.

Revenu : le coût de production est de 80 FCFA/kg de riz paddy, ce qui donne une marge brute de 45 à 70 FCFA/ kg de riz paddy au riziculteur.

Financement : le mécanisme de prélèvement basé sur le versement de ristournes aux coopératives a été adopté au cours du second semestre 2014. Le prélèvement par kilo de riz paddy est de 3 FCFA, réparti entre la coopérative et la faïtière (FENARIZ-CI)

Bénéficiaires : 539 producteurs ; personnel des 3 entreprises

Principales activités

- Plan de renforcement de compétences dans les trois entreprises transformatrices (gestion des approvisionnements et des relations avec les producteurs, gestion de la qualité, du marketing, gestion commerciale et administrative) ;

- Contractualisation et sécurisation des relations entre producteurs et entreprises qui offrent des services à leurs fournisseurs en riz (approvisionnement en semences de qualité, mise en relation avec des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services pour les travaux post-récolte etc.) ;

- Incitation à la prise de participation des riziculteurs dans le capital. Partage de la gouvernance entre les riziculteurs, les salariés des entreprises et les investisseurs (1/3 pour chaque groupe).

Mali

La filière laitière se développe

Porteur du projet

Agriculteurs Français et Développement International de Basse-Normandie (AFDI BN)
www.afdi-opa.org

Partenaire principal

Association des organisations professionnelles paysannes de la région de Koulikoro (AOPP RK)

Autres partenaires

Cellule AFDI Mali
Assemblée régionale de Koulikoro
Chambre régionale d'agriculture
Agronome vétérinaires sans frontières (AVSF)
Vétérinaire sans frontières (VSF)

Localisation du projet

Région de Koulikoro, Mali

Nombre de bénéficiaires

Directs : 450 familles
Indirects : 1 000 éleveurs
250 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 39 000 €

Un premier pas en avant

S'appuyant sur ses expériences réussies démarrées en 2002, l'AOPP RK souhaite approfondir son action qui a permis d'augmenter la qualité et la quantité du lait produit, les ventes et les revenus des producteurs. La ville de Bamako peut être mieux desservie en produits laitiers grâce à la structuration des organisations de producteurs de la région de Koulikoro, ville située à 60 km de Bamako.

Une organisation à perfectionner

Les exploitations familiales, via les organisations paysannes, souhaitent renforcer leurs capacités dans le but de sécuriser leurs revenus et de fournir des produits laitiers locaux aux bamakois. La tenue de formations, techniques et économiques, est indispensable. En outre, pour disposer de moyens de plaidoyer politique, la « commission élevage » requiert un appui spécifique.

Résultats 2015

Amélioration de la production : la production de lait a augmenté de 1 à 2 L/jour/vache. Le nombre d'éleveurs produisant du lait en saison sèche continue d'augmenter : 205 contre 184 en 2014. Le volume de lait collecté en saison sèche par les 6 coopératives a augmenté de 23 % par rapport à 2014, pour un volume total de 780 000 L.

Accès au marché : un projet de statuts de la plateforme de commercialisation du lait cru local et de règlement intérieur est élaboré. L'investissement sur la commercialisation a été une priorité du fait de l'organisation de la journée lait cru local en partenariat avec la Fénelait (Fédération des coopératives laitières du Mali).

Amélioration du revenu : le coût de production du lait en saison sèche a baissé par rapport à 2014 : 205 (au lieu de 225) FCFA/L et est vendu par les coopératives à 300 FCFA/L soit une marge de 95 FCFA/L (contre 75 en 2014), partagée entre producteurs et coopératives. Par contre, en saison des pluies, près de 20 000 L de lait ont été perdus à cause de la surproduction.

Concertation : les acteurs de la filière se sont réunis à plus de 6 reprises pour évoquer les problèmes de qualité du lait, de mévente, et rechercher des solutions aux pertes de lait et impayés.

Bénéficiaires : 76 éleveurs, 24 responsables et 24 salariés ont été directement touchés par les résultats de l'action. Parmi eux, 53 femmes et 49 jeunes ont bénéficié des formations et des échanges

Principales activités

- Etat des lieux des pratiques des exploitants afin de construire un plan de formation. Parallèlement, des essais fourragers sont effectués pour adapter l'alimentation. Des rencontres Sud-Sud sont organisées entre éleveurs dans le but de partager les techniques (une rencontre par an, 6 membre pour chaque coopérative) ;
- Etat des lieux des pratiques des coopératives afin d'adapter un plan de formation pour renforcer les compétences dans la gestion, la transformation et la commercialisation (outils de gestion technico-économique). Des échanges Sud-Sud sont organisés au niveau des coopératives ;
- Renforcement des organisations d'éleveurs afin qu'elles mènent des actions de lobbying et qu'elles participent aux concertations sur le développement rural.

Mauritanie

Valorisation des produits d'élevage pour la consommation urbaine

Porteur du projet

GRDR, migration, citoyenneté, développement
www.grdr.org

Partenaire principal

Visions du Sud (VDS)

Localisation du projet

Communes de Néré Walo, Djéol, Mbout, Ndiadjibiné, Kaédi, Région du Gorgol, Mauritanie

Nombre de bénéficiaires

Directs : 500 femmes

Durée

24 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 30 000 €

Un cheptel peu mis en valeur

La région du Gorgol compte un cheptel très important mais qui n'est pas exploité. La consommation des produits locaux est faible dans les villes de Kaédi et Mbout. Difficultés de stockage et concurrence de l'huile importée sont les principales raisons de la perte saisonnière d'une partie de la production. Une meilleure articulation entre agriculture et pastoralisme peut servir de levier au développement rural local et optimiser le potentiel économique de la région. Les résidus céréaliers peuvent nourrir le bétail qui produit ensuite l'engrais pour les cultures.

Les villes comme raison de développement

L'approvisionnement régulier et suffisant des marchés urbains et semi-urbains en produits locaux de qualité offre la possibilité aux habitants des zones rurales d'augmenter et de stabiliser leurs revenus. Dans cette optique, encourager la transformation, améliorer la conservation et la commercialisation est primordial.

Résultats 2015

Démarche qualité : 30 bouchers pilotes ont été formés sur la transformation et la conservation de la viande séchée (*tischtar*).

Augmentation des ventes et du revenu : la production du beurre a augmenté de 70 % en 2015 (6 coopératives, soit 120 femmes, ont vendu plus de 6 000 litres de beurre). La vente de la viande séchée a augmenté de 25 % d'où une augmentation de 54 % du revenu.

Accès au marché : 5 points de vente, à Kaédi et à Mbout, écoulent la viande séchée et le beurre. La promotion du « *tischtar* à croquer » a favorisé sa consommation.

Germes de changement d'échelle : l'atelier de restitution a suscité l'intérêt du secrétaire général du ministère de l'Élevage. Ces connaissances nouvelles seront prises en compte dans l'orientation des mesures d'encadrement du secteur. Les conclusions et les recommandations ont été partagées auprès des élus locaux et des services techniques.

Bénéficiaires : 6 bouchés formés, 8 coopératives de femmes

Principales activités

- Formation à la production de viande séchée et de beurre (la production augmente respectivement de 50 % et 80 %), renforcement des capacités dans la mise en marché des produits (création de coopératives de femmes et dotation en techniques marketing adaptées) et opérations pilotes de conditionnement et de vente ;
- Participation aux foires pour faciliter les échanges et renforcer les savoirs faire locaux ;
- Valorisation des résidus de récolte par 250 femmes (réalisation de silos adaptés pour le stockage) et fabrication artisanal de blocs multi-nutritionnels (blocs à lécher pour fortifier les petits ruminants) ;
- Promotion des pratiques adoptées et des produits locaux par la radio locale, capitalisation des résultats d'action via un support vidéo. Diffusion de 100 livrets illustrés sur les techniques de fabrication de la viande séchée et du beurre

Sénégal

Une agriculture familiale résiliente pour garantir la sécurité alimentaire

Porteur du projet

AGRISUD International
www.agrisud.org

Partenaire principal

Jappoo Développement

Autres partenaires

Service départemental du développement rural (SDDR)
Institut de recherche pour le développement (IRD)

Localisation du projet

Département de M'bour, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 110 familles
Indirects : 200 familles
25 jeunes et 70 femmes

Durée

24 mois

Financement

Fondation Ensemble : 13 500 €

Agence Française de Développement – CFSI : 14 500 €

L'agroécologie, une réponse sensée face à l'érosion des sols

Dans le département de M'bour, les pêcheurs ne parviennent plus à vivre de leur activité et l'augmentation du prix des produits de première nécessité a dégradé les conditions de vie. En raison de l'irrégularité des pluies, de l'érosion des sols et de l'utilisation non raisonnée d'intrants chimiques, les agriculteurs sont exposés à un certain nombre de risques. L'association souhaite favoriser les dynamiques de reconversion de la pêche vers une production agricole saine et durable à travers l'agroécologie. Les compétences des organisations paysannes nécessitent d'être développées.

Des pratiques adaptables en fonction du climat

Le projet, grâce à la diffusion des pratiques agroécologiques, vise à améliorer la quantité et la qualité des produits issus de l'agriculture familiale tout en adaptant les techniques aux changements climatiques. La mise en place d'un réseau de maître-exploitants permet d'identifier les besoins et de diffuser les pratiques agroécologiques adaptées aux contraintes climatiques.

Résultats 2015

Renforcement des capacités d'appui-conseil : sur les 5 organisations d'appui (OA) formées, trois sont capables de réaliser un diagnostic et/ou de former les producteurs sur les pratiques agroécologiques, une est en difficulté dans l'application des savoirs transférés et une autre s'est désistée par manque de temps et de ressources humaines.

Production : 104 exploitations ont adopté l'agroécologie.

Organisation : 21 maîtres-exploitants se sont organisés en réseaux. Ils ont conseillé et soutenu 277 exploitations.

Accès au marché : 260 tonnes de légumes ont été livrées en deux ans. 4 ateliers interprofessionnels entre 20 producteurs et 10 commerçants ont permis d'écouler 33 tonnes de légumes.

Revenu : les résultats d'exploitation ont augmenté entre 20 et 280 %.

Essaimage : 80 exploitations non bénéficiaires directes ont appliqué les nouvelles pratiques par effet d'entraînement.

Bénéficiaires : 144 producteurs dont 51 femmes (45 %) et 21 jeunes (20 %). 1 300 personnes (dont 680 hors projet) ont participé aux formations.

Principales activités

- Caractérisation des exploitations vulnérables pour adapter les systèmes de production agricole et les formations ;
- Formation des organisations d'appui (à l'identification des risques climatiques, au suivi-accompagnement) et des maître-exploitants qui diffusent les savoirs agroécologiques adaptés ;
- Mise en place d'un dispositif de conseil en gestion et en outils de suivi ;
- Création d'une plateforme locale d'informations et de concertation, capitalisation.

Sénégal

Les marchés urbains s'ouvrent aux produits biologiques locaux

Porteur du projet

Autre Terre
www.autreterre.org

Partenaire principal

Agriculture écologique en Afrique (Agrécol)
www.agrecol-afrique.net

Autres partenaires

Coopératives Bio : COPEBAN, COPABIO, REFABEC

Localisation du projet

Régions de Thiès, Dakar et Kaolack, au Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 225 familles
Indirects : 650 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 40 900 €

Répondre à la demande de produits biologiques

Lors d'un précédent projet, un groupement économique de femmes (REFABEC) a conclu un partenariat avec deux coopératives de producteurs afin de faire fonctionner un restaurant, un magasin de produits biologiques et une unité de transformation de céréales. Mais les coopératives de producteurs biologiques de l'ouest du Sénégal sont confrontées à deux défis : faiblesse de l'offre par rapport à la demande urbaine et mauvaise organisation des transports, du conditionnement et de la distribution. Le REFABEC souhaite améliorer l'articulation de la production agricole avec ses besoins.

L'économie sociale et solidaire comme éthique

L'association de femmes a pour ambition d'améliorer son offre de produits maraîchers, ses équipements et le marketing de ses unités économiques (restaurant, marché bio, etc.). Tout en suivant les principes de l'économie sociale et solidaire, les producteurs et les formatrices visent à sécuriser leurs revenus en améliorant leur production, sa qualité et sa distribution. Ils souhaitent également sensibiliser les consommateurs urbains de Thiès, Dakar et Kaolack à l'agriculture biologique et assurer leur sécurité alimentaire.

Résultats 2015

Engouement pour l'agroécologie : plus de 300 producteurs/trices appliquent les techniques bio pour les productions céréalière et maraîchère.
Transformation et accès au marché : 96 contrats de commercialisation ont été signés entre le REFABEC et les producteurs. 136 tonnes d'oignons et 5,5 tonnes de légumes frais ont été produites dont 58 % commercialisées par le REFABEC.
Amélioration du revenu : la hausse du revenu des producteurs se maintient : 4 fois plus élevée qu'en début de projet la 1^{ère} année et 3 fois la 2^{ème} année ; 4 des 5 unités économiques du REFABEC ont augmenté leurs recettes entre 7 et 10 %, au bénéfice de 94 femmes membres.
Démarche qualité : un système participatif de garantie certifie les producteurs bio et sensibilise les consommateurs sur les produits biologiques. Ce SPG a débouché sur un label bio : Nat-Bi.
Promotion des produits locaux : 44 % des personnes interrogées à Thiès connaissent les produits bio et ceci grâce aux actions du Refabec.
Économie solidaire et financement : les groupements de femmes rurales développent des mécanismes d'autofinancement afin d'augmenter leurs sources de revenu. 4 caisses de solidarité ont été consolidées.

Bénéficiaires : une centaine de productrices et producteurs ; 100 femmes des unités du REFABEC

Principales activités

- Formations en agroécologie pour les producteurs et en marketing pour les salariés du magasin bio et du restaurant ;
- promotion d'un système de production axé sur les marchés et facilitation de la commercialisation vers le REFABEC ;
- régulation de la disponibilité des produits sur le marché et du prix via le système de mise en marché commun ;
- mise en place d'une certification collective et renforcement des liens producteurs-REFABEC ;
- formation en marketing, renforcement organisationnel et équipement des structures du REFABEC.

Sénégal

Du lait fermier pour les villes du Sénégal

Porteur du projet

Comunità Impegno Servizio Volontario (CISV)

www.cisv.org

Partenaire principal

Association pour le développement de Namarel (ADENA)

Autres partenaires

Fédération nationale des acteurs de la filière lait local au Sénégal (FENAFILS)

Bureau du lait – ministère de l'élevage

Localisation du projet

Région de Louga et Saint-Louis, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 354 familles

Indirects : 10 000 familles

Environ 300 femmes et 17 jeunes (de 15 à 20 ans)

Durée

12 mois

Financement

Agence Française de Développement - CFSI : 15 000 €

Du lait local, un défi pour les éleveurs ruraux

La production nationale de lait ne satisfait que 40 % de la demande annuelle du Sénégal. En saison des pluies, l'offre est supérieure et les éleveurs font face à un manque de débouchés. L'enclavement des régions d'élevage et l'insuffisance d'équipements de collecte, de conservation et de distribution ne permettent pas de commercialiser la production. Mais l'essor des organisations professionnelles et interprofessionnelles offre des perspectives pour le développement de la filière.

Améliorer les débouchés

Afin d'assurer l'accès des consommateurs urbains pauvres aux produits laitiers, il est primordial d'en améliorer la production, la transformation, la conservation et la commercialisation. Les organisations de producteurs demandent à être soutenues et formées pour augmenter la quantité et la qualité de la production. Les acteurs de la filière, une fois formés, peuvent chercher de nouveaux circuits commerciaux.

Résultats 2014

Amélioration de la production : la production de la mini-laiterie villageoise a augmenté de 5 % (le déficit fourrager en période de soudure n'a pas permis l'atteinte des 10 % escomptés).

Accès au marché : la meilleure maîtrise des circuits de vente à Dakar s'est traduite par une augmentation de 3,5 % des ventes. Une étude a mis à la disposition de la mini-laiterie Adéna une banque de données sur les circuits de distribution et de commercialisation des produits laitiers afin d'élargir leur clientèle dans les villes de Saint-Louis et de Louga. Deux circuits ont été cosignés.

Démarche qualité : le lait collecté respecte les normes d'hygiène et qualité (réduction des pertes à 1,2 %). L'autorisation de fabrication et de mise en vente a été obtenue pour le fromage de chèvre et l'huile de beurre de vache. Les demandes sont en cours pour le fromage de vache et le lait frais.

Promotion des produits locaux : un film documentaire a été réalisé avec l'appui des techniciens de la Radiodiffusion télévision sénégalaise.

Bénéficiaires : 50 familles d'éleveurs.

Principales activités

- Renforcement et accompagnement de la mini-laiterie de Namarel et du centre de collecte de Yoli dans leur gestion administrative et comptable. Formation sur les normes d'hygiène et de qualité de la traite ;
- Renforcement des capacités des jeunes qui collectent le lait, diversification des produits par la formation aux techniques de transformation et accompagnement dans les demandes d'autorisation de commercialisation ;
- Accompagnement technique des responsables commerciaux sur le marketing, le suivi des activités de vente via des outils adaptés et la prospection de circuits de vente ;
- Capitalisation sur la stratégie du projet, organisation d'un événement national pour la « journée mondiale du lait » et élaboration d'un documentaire pour les chaînes nationales sur l'implication des femmes et des jeunes dans la promotion de la filière laitière.

Sénégal

Label agroécologique pour fruits et légumes à Dakar

Porteur du projet

Environnement, Développement et Action pour la Protection des Terroirs (ENDA PRONAT)
www.endapronat.org

Partenaire principal

Environnement, Développement et Action en Europe (ENDA Europe)
www.enda-europe.org

Autres partenaires

Parc écologique de Hann
Centre régional de recherche en éco-toxicologie et de sécurité environnementale (CERES-Locustox)

Localisation du projet

Diender, Keur, Moussa, Kayar et Pout, région de Thiès, Sénégal

Nombre de bénéficiaires

Directs : 50 familles

Indirects : 3 000 familles

Dont 60 % de femmes et 20 % de jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Des organisations de producteurs actives...

Les « Niayes » sont des bandes côtières propices aux cultures maraîchères qui assurent 80 % de la production horticole sénégalaise. Face à la pression foncière, l'expansion de Dakar, la dégradation des sols par l'agriculture intensive et la promotion de l'agrobusiness par l'Etat, les organisations de producteurs des Niayes ont, dès 2005, adopté des techniques agroécologiques afin de réhabiliter les sols, créé des circuits courts de vente (de type AMAP) et mené des plaidoyers politiques en s'appuyant sur des leaders paysans. Par ailleurs ces organisations ont participé à la création d'unions nationales pour la promotion de l'agriculture familiale et durable qui regroupe aujourd'hui plus de 30 000 producteurs.

... qui demandent à gagner en visibilité et à développer leurs ventes

Malgré ces progrès, les producteurs ont besoin de mettre en place un système de garantie qui différencie leurs produits de ceux issus de l'agriculture conventionnelle. Il est ainsi primordial d'améliorer la traçabilité. On constate certaines lacunes dans le circuit de distribution. Les producteurs doivent mieux s'organiser pour augmenter les volumes commercialisés. Enfin, il est fondamental que les organisations de producteurs mènent un plaidoyer politique auprès de l'Etat pour la promotion de politiques agricoles durables et équitables.

Résultats 2014

Accès au marché : le volume de fruits et légumes sains commercialisés augmente depuis 2013 passant de 100 à 1 000 kg/ semaine. Il devrait encore augmenter avec l'ouverture d'un 3^{ème} marché hebdomadaire au centre-ville de Dakar.

Gestion des commandes et de la clientèle : les commandes de paniers des consommateurs sont prises chaque semaine grâce à un outil internet.

Amélioration du revenu : la vente sur le marché apporte aux producteurs une prime de 100 FCFA/kg par rapport au marché conventionnel. Le coût global de collecte et transport est de 90 FCFA/kg (contre 120 avant le démarrage du projet). La charge utile du camion frigorifique permettant de multiplier par 3 la quantité, ce coût pourra baisser et améliorer d'autant le revenu des producteurs.

Changement d'échelle : Enda Pronat a négocié un partenariat avec le Programme d'appui au développement économique de la Casamance, sous tutelle du ministère de l'Environnement qui facilite la distribution des produits transformés de la coopérative de Casamance. Cela a représenté une valeur de 7,5 millions de FCFA de janvier à novembre 2014.

Bénéficiaires : 97 producteurs, 5 collectrices, 4 vendeuses et 1 chauffeur

Principales activités

- Accompagnement de 50 exploitations dans la planification de leur production, dans le contrôle et le suivi, dans le partenariat avec l'entreprise solidaire et dans la logistique de celle-ci ;
- Activités de promotion des produits sains, prospection de clients, gestion des commandes et de la clientèle ;
- Activités de plaidoyer auprès du ministère de l'Agriculture ;
- Capitalisation des résultats auprès des ministères, du public français par la mise en ligne d'un documentaire.

Sénégal

L'agroécologie au service des circuits courts et solidaires

Porteur du projet

Fédération Artisans du Monde (FADM)

www.artisansdumonde.org

Partenaire principal

ONG des villageois de Ndem

Autres partenaires

Aide aux forces vives africaines par la formation à l'agroécologie (Afafa)

Agrecol Afrique

Programme national des écovillages

Localisation du projet

Ndem et Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 60 familles

Indirects : 200 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 37 000 €

Des terres dégradées à régénérer

Ndem se situe dans la région de Diourbel qui fait partie du grand bassin arachidier du Sénégal. La culture de l'arachide a contribué à l'appauvrissement des sols, à leur érosion et donc à leur perte de fertilité. Face à la diminution des débouchés d'exportation (hausse du prix des matières premières, du coût de transport etc.), les villageois de Ndem veulent produire de manière durable, diversifier les techniques de transformation, créer des circuits courts. Ainsi, ils produisent une alimentation saine et maintiennent l'emploi rural, tout en limitant l'érosion des sols.

Des pratiques durables pour des circuits courts

Grâce au projet, les agriculteurs de Ndem entendent s'approprier les savoir-faire agroécologiques et transformer leurs produits locaux en aliments de qualité. L'organisation d'espaces de vente locaux et solidaires et des actions de sensibilisation portant sur la consommation responsable doit assurer des débouchés.

Résultats 2015

Amélioration de la production et biodiversité : 1 300 kg de légumes frais et bio ont été produits (+44 % par rapport à 2014). La biodiversité très élevée à l'intérieur du périmètre (45 espèces contre 4 à l'extérieur) est due au reboisement en arbres et en plantes ornementales et médicinales, dans une vision d'agroécologie et d'agroforesterie.

Accès au marché : les recettes des produits frais sont de 355 000 FCFA (+ 57 % par rapport à 2014). Les bénéfices de la vente de produits transformés sont de 228 800 FCFA.

Amélioration du revenu : 205 000 FCFA ont été distribués entre les bénéficiaires (5 fois plus qu'en 2014). Le périmètre de Keur Potié a fait un bénéfice de 150 000 FCFA, dont 50 000 sont gardés dans la caisse commune et utilisés comme fonds de crédit.

Autonomie semencière : Le coût d'achat des semences a diminué de 58 % (74 € en 2015 contre 176 € en 2014) grâce à la reproduction de semences.

Transformation et valeur ajoutée : en plus d'augmenter la marge bénéficiaire du produit, la transformation a permis le stockage des produits dans le temps, ainsi que l'acheminement des produits à des points de vente plus éloignés.

Bénéficiaires : 91 productrices et 5 producteurs ; 30 villageois

Principales activités

- Echanges d'expériences et formations en agroécologie et en techniques de conservation et transformation ;
- Formations-actions à la gestion financière, la commercialisation et la mise en marché dans un esprit de commerce équitable et local ;
- Aménagement et équipement des espaces de ventes ;
- Formation d'animateurs en éducation à une consommation responsable et à la solidarité internationale, création d'outils et organisation de séances de films ALIMENTTERRE ;
- Valorisation du projet auprès des décideurs et diffusion des innovations

Sénégal

Les femmes épaulées dans leurs projets économiques

Porteur du projet

Fédération des organisations non-gouvernementales du Sénégal (FONGS)
www.fongs.sn

Partenaire principal

Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)
www.gret.org

Autres partenaires

Entente des groupements associés de Birkilane (EGABI)

Association pour le développement agricole de Kaolack (ADAK)

Union des jeunes agriculteurs de Koyli Wirnde (UJAK)

Amicale du Walo (ASESCAW)

Localisation du projet

Bassin arachidier et vallée du fleuve Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 400 familles

Indirects : 120 200 familles

400 femmes

Durée

23 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 30 000 €

Un foisonnement d'initiatives...

Les activités de transformation jouent un rôle clef de mise en relation entre la production rurale et les marchés urbains. Elles permettent d'adapter les produits aux attentes des consommateurs urbains et sont sources de revenus pour les femmes du secteur mais également pour les transporteurs et les commerçants. Ces dernières années, les transformatrices du riz et de l'arachide ont développé des initiatives mais qui restent dispersées et informelles. Le défi est de formaliser et professionnaliser ces activités de transformation majoritairement effectuées par les femmes.

... qui demande davantage de reconnaissance

Les organisations de femmes demandent la reconnaissance de leur rôle économique et la prise en compte de leurs intérêts. Ceci passe par le renforcement des associations paysannes qui fournissent appuis et conseils adaptés. Les femmes ont besoin de se professionnaliser et de développer leurs capacités organisationnelles et de gestion pour arriver à une meilleure maîtrise de l'approvisionnement en matières premières et à une amélioration de la qualité des produits.

Résultats 2014

Accès à la terre : 194 transformatrices d'arachide (+75 %) et 131 transformatrices de riz (+13 %) ont accès à la terre grâce à l'intermédiation familiale.

Transformation : la quantité d'arachide transformée passe de 0,95 à 1,5 tonnes /femme/ an (+58 %) du fait de l'amélioration des capacités de financement et aux gains de parts de marchés. La quantité de paddy transformée passe de 7,9 tonnes à 8,15 tonnes/femme/an (+3 %).

Revenu : le bénéfice des transformatrices d'arachide passe de 190 129 FCFA à 412 175 FCFA/femme/an (+117 %). Pour les transformatrices de riz, le bénéfice de leur activité croît de 14 % de 520 429 FCFA à 594 595 FCFA) grâce à l'accompagnement et au conseil des animateurs.

Promotion des Produits locaux : le riz local jouit d'une meilleure image auprès des consommateurs sénégalais

Parts de marché : les industriels de la zone sont intéressés par ces produits transformés mais les femmes trouvent de meilleures rémunérations sur les marchés de consommation.

Bénéficiaires : 400 femmes transformatrices

Principales activités

- Identification de 10 animateurs (un dans chaque organisation membre de la FONGS) qui sont formés puis chargés de la formation de 40 transformatrices. Les animateurs sont aidés à identifier les « contraintes de genre », ils sont suivis et accompagnés, un comité de pilotage mixte est constitué pour le suivi du projet ;
- Favorisation de la création de coopératives, amélioration de l'accès au crédit, uniformisation de la qualité des produits, de leur conditionnement ainsi que des prix ;
- Formation des femmes aux techniques de transformation du riz et de l'arachide, échange des groupes sur leurs expériences. Amélioration de la concertation au sein des filières ;
- Diffusion des expériences des groupements féminins, création d'ateliers de partage au sein de la FONGS.

Sénégal

La transformation de l'arachide fait tâche d'huile sur les marchés urbains

Porteur du projet

Frères des Hommes (FDH)
www.fdh.org

Partenaire principal

Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM)

Autres partenaires

GERAF

Institut sénégalais de recherche agronomique (ISRA)

Institut de technologie alimentaire (ITA)

Localisation du projet

Méckhé, Région de Thiès, Sénégal

Nombre de bénéficiaires

Directs : 195 familles

Indirects : 665 familles

250 femmes

Durée

24 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 30 000 €

Un travail efficace en amont...

L'UGPM entend valoriser l'identité paysanne de la région. Depuis les années 80, elle travaille sur la fertilisation des terres, à leur préservation et à l'adaptation au changement climatique par les pratiques agroécologiques. Elle soutient également la production de semences améliorées. L'organisation souhaite désormais appuyer et conseiller les exploitations familiales dans la transformation et la commercialisation de leur production vers les villes. La quantité et la qualité de la production doivent progresser afin d'assurer l'approvisionnement des agglomérations.

... pour une amélioration notable en aval

Les exploitations familiales aspirent à améliorer la vente d'huile d'arachide de qualité dans les villes. Le défi consiste à améliorer la qualité de l'huile raffinée localement et à favoriser l'approvisionnement des zones urbaines par l'amélioration de la visibilité du produit auprès des clients. La contractualisation entre producteurs et transformatrices est privilégiée.

Résultats 2015

Partenariats producteurs-transformatrices : 239 partenariats se sont développés sur 300 prévus.

Accès au marché : l'UGPM n'a pas obtenu l'autorisation de vente délivrée par le ministère du Commerce. Entre juin 2014 et décembre 2015, seulement 327 litres/mois d'huile raffinée par l'UGPM ont été commercialisés (contre un potentiel de 3 000).

Démarche qualité : un guide de bonnes pratiques et une charte de qualité ont été publiés.

Promotion des produits locaux : 45 « ambassadeurs » (ressortissants de la région de Méckhé) jouent un rôle d'influence sur leur entourage.

Plaidoyer : la Fongs et les autorités publiques ont été associées à l'élaboration d'un document de plaidoyer, imprimé en 150 exemplaires.

Germes de changement d'échelle : une capitalisation a eu lieu sur le thème « Comment l'UGPM à travers ses activités d'animation sociale contribue au changement social ? ».

Bénéficiaires : 181 bénéficiaires directs (102 transformatrices, 69 producteurs et 10 jeunes vendeurs). 1080 bénéficiaires indirects

Principales activités

- Formation de 300 producteurs (itinéraire technique, conservation des semences), de 250 transformatrices (entrepreneuriat, hygiène et qualité, gestion financière), formalisation de partenariats producteurs-transformatrices. Amélioration des lieux de transformation, conditionnement et stockage ;
- Réalisation d'une étude de marché permettant la validation participative d'une stratégie commerciale, la promotion et la commercialisation du produit (consommateurs « relais », fidélisation des clients, animation de points de vente) ;
- Organisation de journées de sensibilisation, de campagne de promotion (via la radio et les associations de consommateurs) et actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics ;
- Capitalisation via des témoignages et des dossiers publiés par Frères des Hommes, atelier de capitalisation.

Sénégal

Mettre la microfinance au service de l'agriculture familiale

Porteur du projet

Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET)
www.gret.org

Partenaires principaux

Coopérative d'épargne et crédit du réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal (COOPEC-RESOPP)
www.resopp-sn.org

Réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal (RESOPP)

Aide au développement Gembloux (ADG)

Localisation du projet

Région de Thiès : départements de Mbour et Tivaouane

Région de Louga : département de Kébémér

Région de Saint-Louis : département de Podor

Région de Sédhiou : département de Sédhiou

Région de Kaolack : département de Kougheul

Région de Kaffrine

Bénéficiaires

Directs : 30 000 membres de la COOPEC-RESOPP

Indirects : 350 000 personnes actives

Durée

36 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 33 539 €

L'accès au crédit des agricultures familiales

95 % des exploitations du Sénégal sont de type familiale et nourrissent les campagnes et les villes à hauteur de 60 % de la demande nationale. Elles ont des difficultés à financer leur développement. Il existe très peu d'institutions de micro-finance en milieu rural et adaptées à leurs besoins. Le RESOPP est constitué de 6 coopératives rurales et travaille avec la COOPEC-RESOPP qui est une mutuelle d'épargne et de crédit. Le projet propose d'améliorer l'accès au microcrédit des paysans afin qu'ils puissent développer leurs exploitations et ainsi contribuer à l'alimentation des villes.

Le défi : financer les paysans ruraux

Le projet a pour objectif l'accroissement de la souveraineté agricole de plus de 30 000 paysans. Il souhaite à une meilleure inclusion financière des familles paysannes les plus vulnérables. La COOPEC-RESOPP doit diversifier et améliorer ses services financiers pour les adapter aux réalités rurales.

Résultats 2014

Formation : 2 305 femmes et hommes ont été formés.

Warrantage : 5 membres ont bénéficié du crédit warrantage. L'objectif n'est pas atteint mais cela a permis d'identifier les difficultés et de définir les recommandations et les ajustements possibles.

Sécurité alimentaire : les actions de la Coopec ont permis à 3 124 familles paysannes d'augmenter leur niveau de sécurité alimentaire.

Gouvernance : une concertation en interne a conduit à modifier les procédures opérationnelles et à rendre régulières les réunions du Conseil d'administration, à respecter la limitation des mandats. 50 % des agences utilisent les Indicateurs de performance sociale.

Reconnaissance de la Coopec comme système financier décentralisé (SFD) de référence : un document de capitalisation du modèle d'agriculture de la Coopec a été partagé par tous les acteurs du système et sera diffusé auprès de tous les acteurs du secteur.

Viabilité organisationnelle et financière : la Coopec finance la quasi-totalité de ses activités d'épargne et de crédit sur fonds propres.

Bénéficiaires : 2 305 personnes, 3 124 familles paysannes, 5 personnes bénéficiaires du warrantage.

Principales activités

- Analyse des besoins et de la demande en matière de services financiers et segmentation de la clientèle potentielle pour adapter l'offre. Transfert de l'approche « marketing » à la COOPEC qui approfondit ainsi la connaissance de sa clientèle ;
- Elaboration d'une politique de communication afin d'améliorer l'accès aux services financiers des paysans les plus vulnérables ;
- Expérimentation du crédit warrantage, de ses produits dérivés ;
- Amélioration de la capacité de gestion de la COOPEC par un renforcement des aptitudes en ressources humaines et amélioration des moyens logistiques. Articulation des services non financiers du RESOPP avec les services financiers de la COOPEC ;
- Mise en place d'un système d'information et de gestion adapté, consolidation du contrôle interne et des suivis annuels ;
- Renforcement de la communication externe pour intégrer la COOPEC à des réseaux nationaux et internationaux.

Togo

Valoriser les produits locaux par le soutien aux organisations paysannes

Porteur du projet

Agriculteurs Français et Développement International Poitou-Charentes (AFDI PC)
www.afdi-opa.org/fr

Partenaires principaux

Union des agriculteurs de la région des Plateaux (UARP)
Union préfectorale des organisations paysannes de Sotouboua (UPOPS)

Autres partenaires

Messifa

Union régionale des organisations de producteurs de céréales de la région maritime (URPDCM)

Localisation du projet

Région Centrale, préfecture de Sotouboua, Togo

Nombre de bénéficiaires

Directs : 2 500 familles

Indirects : 4 800 familles

500 femmes et 800 jeunes

Durée

24 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 29 919 €

Consolider les acquis...

Lors d'un précédent projet, l'UARP a eu l'occasion de développer la commercialisation groupée et l'accompagnement des producteurs. Elle a formé les producteurs au plan technique et commercial. Il reste des points à améliorer comme la vente groupée, la multiplication des points de vente, la transformation des produits dans le but de les diversifier ou encore la répartition de la valeur ajoutée dans la filière.

... pour améliorer la desserte des villes

Les exploitations agricoles rurales visent l'augmentation de leurs revenus et l'amélioration de l'accès à l'alimentation des consommateurs urbains. Pour relever ces deux défis, les acteurs des filières agricoles ont besoin d'améliorer les traitements post-récolte du fonio et du soja, la transformation, le conditionnement et la mise en marché de ces produits locaux par le développement de circuits de commercialisation et de techniques impactant la productivité.

Résultats 2015

Amélioration de la production : les rendements en maïs ont augmenté de 54 % par rapport à 2010. 350 producteurs ont augmenté leurs revenus de 30 % par l'amélioration du rendement et le choix des filières porteuses.

Transformation primaire : 130 tonnes de produits agricoles de 4 unions ont été transformés, stockés puis commercialisés collectivement.

Transformation finale : 10 transformatrices ont traité en une année 7,5 tonnes de soja, soit une augmentation de 85 % par rapport à la période pré-projet.

Accès au marché : 9 produits à base de soja et de fonio sont disponibles sur les marchés de Sotouboua et d'Atakpamé. Les produits ont du succès et leur commercialisation est effective. Les unions ont négocié 4 marchés avec l'Agence nationale de la sécurité alimentaire au Togo (Ansaf).

Amélioration du revenu : les 10 femmes transformatrices de soja de l'Upops ont augmenté leur revenu de 131 %. 40 autres réalisent une marge de 520 000 FCFA /an, 10 femmes transformatrices de fonio en réalisent 598 000 FCFA/an.

Bénéficiaires : 64 transformatrices formées ; 2 femmes bénéficiaires de congélateurs, 800 producteurs appliquent les techniques culturales améliorées ; 3 coopératives et 4 unions bénéficient de matériel de traitement post récolte.

Principales activités

- Consolidation de l'appui technique à la production et formation de 10 femmes à la transformation du fonio, acquisition de matériel de transformation, appui à la transformation du soja auprès de 50 femmes, échanges d'expériences sur l'entrepreneuriat féminin ;
- Appui au stockage, acquisition d'équipements post-récolte (égraineuse pour diminuer le temps de travail), renforcement des capacités de gestion des équipements, bilan de l'utilisation des équipements, journées portes ouvertes pour la promotion des produits ;
- Appui à la commercialisation : étude de marché sur les produits transformés, mise en place d'une boutique pour la vente directe ;
- Recyclage des formations paysannes, diffusion des bonnes expériences et organisation d'émissions de radio pour valoriser la fonction agricole.

Togo

Des entreprises sociales et solidaires pour assurer la sécurité alimentaire

Porteur du projet

Entreprises Territoires et Développement (ETD)
www.etr-ong.org

Partenaire principal

Centre international de développement et de recherche (CIDR)
www.cidr.org

Localisation du projet

Préfecture de Blitta, région Centrale, Togo

Nombre de bénéficiaires

Directs : 6 000 familles
Indirects : 2 000 familles
2 500 femmes et 1 500 de jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Des progrès en cours pour le riz et le maïs...

La préfecture de Blitta est l'une des plus agricoles du Togo. Depuis 2010, grâce à un appui extérieur, les producteurs se sont organisés et structurés, ils ont amélioré la productivité des céréales par l'adoption de bonnes pratiques. Leur production de riz et de maïs a plus que doublé. Cependant, le nombre de paysans ayant profité de ces avantages est faible et ne concerne que 2 filières (le riz et le maïs).

... à consolider et étendre à d'autres filières

Aussi, les producteurs souhaitent élargir le nombre de bénéficiaires et appuyer la création de 4 entreprises de transformation qui partagent la même charte et soient en mesure de créer des emplois en milieu rural. Il est nécessaire d'élargir le nombre de filières touchées par l'amélioration de la transformation (notamment au soja et au sorgho) et de développer l'accès au marché des produits agricoles ruraux. Cela passe aussi par un renforcement du dialogue entre l'union départementale des producteurs et les collectivités.

Résultats 2014

Amélioration de la production : les producteurs de semences de maïs ont augmenté leur productivité de 74 %. La productivité du riz a diminué de 42 % (problème pluviométrique).

Entreprises de services et organisations de producteurs (Esop) : 4 entreprises agroalimentaires de type Esop sont promues. 3 d'entre elles ont démarré la constitution des groupes de producteurs (maïs, soja et élevage). Au total, 32 groupes (122 éleveurs et 233 producteurs) ont contractualisé avec les entreprises.

Environnement politique local : le cadre de concertation agricole préfectoral est mis en place depuis août 2014. Il est constitué de 37 membres. Le conseil de préfecture de Blitta s'est doté d'un plan de développement agricole dont la mise en œuvre débutera en 2015.

Renforcement des OP : en attendant de connaître les nouvelles dispositions pour l'immatriculation des OP, certaines souhaitent être accompagnées dans le processus d'organisation. 59 OP ont été sensibilisées sur la nécessité d'appartenir à un groupe, sur la notion de société coopérative agricole, les principes coopératifs, la tenue d'assemblée générale.

Principales activités

- Renforcement des capacités techniques des producteurs et de leurs organisations, fourniture en intrants, aménagement de bas fonds ;
- Création de deux unités de transformation (de type ESOP), consolidation de l'ESOP de Blitta, appui au personnel des entreprises, mise en œuvre d'une démarche qualité ;
- Renforcement technique et organisationnel de l'union préfectorale des producteurs (OP faîtière), structuration des groupements, accompagnement dans la communication et la promotion des produits issus des ESOP ;
- Promotion d'un cadre de concertation entre le conseil de préfecture et les acteurs du secteur.

Bénin

Participation des OP à la reconnaissance de la qualité et de l'origine des produits locaux

Porteur du projet

Agriculteurs Français et Développement International (AFDI), France
www.afdi-opa.org

Partenaires principaux

Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO)
<http://www.fupro.org>

Autres partenaires

Unions communales de producteurs (UCP)
Unions régionales de producteurs (URC)
Ministère de l'Agriculture
Centres communaux de promotion agricole (CECPA)
Centres régionaux de promotion agricole (CERPA)

Localisation du projet

Territoire national, Bénin

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 49 741 €

Le projet

Dans les secteurs de la volaille comme du riz, les unités de transformation font défaut au Bénin, et la plus-value des produits agricoles échappent aux producteurs. Le projet propose de créer des unités collectives pour la transformation de produit de qualité en consolidant les initiatives existantes de riziculteurs et d'aviculteurs. La fédération nationale, la Fupro s'implique sur le projet pour mutualiser les moyens, capitaliser et peser dans le débat national sur la qualité des produits agricoles locaux.

Objectifs du projet

Les organisations paysannes participent à la mise en place d'une politique de reconnaissance et de protection de la qualité au Bénin et développent ainsi leur offre de produits frais et transformés. Elles promeuvent en outre une répartition équitable de la valeur ajoutée créée au sein des deux filières riz et volaille. Les populations urbaines du Bénin ont un accès facilité à une alimentation de qualité.

Résultats 2015

Reconnaissance des produits locaux : le ministère de l'Agriculture et la Pnoppa (faitière) se sont appuyés sur la Fupro pour animer la mise en place d'une indication géographique (IG) Ananas. Pour la filière riz, les acteurs travaillent à la mise en place d'une interprofession et ont développé 3 marques collectives. Pour le poulet Zado, le logo et la stratégie commerciale d'une marque collective territoriale ont été créés.
Accès au marché : les clients reconnaissent la qualité du poulet Zado et souhaitent en commander davantage. Pour le riz, l'offre annuelle est de plus de 200 tonnes. Une partie de la production des 700 producteurs d'ananas conventionnels (5 tonnes) a été vendue à l'exportation.
Filière bio : le Réseau des producteurs d'ananas du Bénin (Répub) a renouvelé la certification bio de 70 producteurs (1 000 ha). Un contrat d'approvisionnement exclusif a été signé avec Terres du Sud pour approvisionner une usine de jus bio à partir de septembre 2016.
Démarche qualité : la Fupro apporte son expertise au comité de gestion du Système participatif de garantie (SPG bio) qui a donné en 2015 sa première certification bio aux maraîchers de Cotonou. La Pnoppa assure le portage politique d'un plaidoyer visant à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

Bénéficiaires : 30 éleveurs, hommes et femmes

Principales activités

- appui à l'expertise des OP sur la qualité, formations, ateliers d'échanges, rencontres avec le Ministère de l'Agriculture et élaboration d'un mémorandum paysan sur la qualité;
- création d'un atelier de transformation volaille, amélioration de l'unité de transformation du riz, formations des responsables ;
- révision des cahiers des charges qualité « riz Rizno » et « poulet Zado », mise en place du suivi et du contrôle de la qualité ;
- mise en place d'une stratégie de différenciation et de promotion des produits.

Bénin, Sénégal

Les unités de transformation agroalimentaires locales nourrissent les villes et contribuent à l'accroissement des revenus agricoles

Porteur du projet

Réseau des Organisations
Paysannes et des Producteurs
Agricoles d'Afrique de l'Ouest
(ROPPA), Afrique de l'Ouest
www.roppa.info

Partenaire principal

Groupe de Recherche et
d'échanges technologiques
(Gret), France
www.gret.org

Autre partenaire

PNOPPA, Bénin
CNCR, Sénégal

Localisation du projet

Bénin, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le ROPPA s'est engagé à développer des initiatives de promotion du marché régional dans ce cadre de l'ECOWAP (politique agricole de la CEDEAO). Le projet doit permettre de consolider les acquis des initiatives développées par le ROPPA et les OP dans le domaine de la transformation agroalimentaire. Il couvre les filières stratégiques et/ou prioritaires du Bénin (riz, ananas, soja, noix de cajou, huile de palme) et du Sénégal (riz, lait, céréales sèches, poisson, arachide).

Objectif du projet

Le projet vise à capitaliser des initiatives de valorisation par la transformation agroalimentaire, afin d'élaborer des stratégies (i) d'appui de ces initiatives, (ii) de construction de propositions communes pour renforcer la place des produits locaux dans la consommation urbaine, (iii) de plaidoyer porté par les organisations paysannes pour que ces dynamiques soient appuyées par les politiques publiques au niveau local et régional.

Résultats attendus

- *Capitalisation*: 20 unités de transformation agroalimentaire capitalisent leur expérience et renforcent l'analyse de leur environnement ;
 - *Capacités d'appui à la transformation* : le ROPPA et les plateformes nationales disposent de capacités pour accompagner les initiatives économiques des OP, notamment dans le domaine de la transformation agroalimentaire ;
 - *Participation aux politiques* : les politiques agricoles intègrent les mesures et des outils adaptés pour une véritable promotion de la transformation agroalimentaire artisanale ;
- Bénéficiaires : l'ensemble des OP en Afrique de l'Ouest, leur base sociale et les consommateurs urbains.

Principales activités

- identification et capitalisation de 20 initiatives porteuses ;
- amélioration et développement des services au profit des initiatives capitalisées ;
- conception d'un mécanisme d'accompagnement des initiatives économiques des OP et d'une veille sur les expériences des OP ;
- étude sur la dynamique du secteur de la transformation agroalimentaire ;
- élaboration et mise en œuvre d'un plaidoyer.

Bénin

Promotion de la sécurité alimentaire grâce à la filière soja au Sud-Bénin

Porteur du projet

Union Régionale des Producteurs de l'Atlantique et du Littoral (URP-AL), Bénin

Partenaire principal

Agriterra, Pays-Bas
www.agriterra.org/fr

Autres partenaires

Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO)
Centres Communaux de promotion Agricole (CeCPA)

Localisation du projet

Département de l'Atlantique, Bénin

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 47 250 €

Le projet

Depuis les inondations de 2010, le Sud Bénin qui concentre de grands centres urbains (Cotonou, Ouidah) est déficitaire sur presque tous les produits alimentaires. Ce déficit est très poussé en ce qui concerne les légumineuses. Le soja est une légumineuse de base, aussi bien dans le régime alimentaire des humains que celui des animaux, et il présente des qualités écologiques remarquables. Le projet accompagne le gouvernement dans sa politique de promotion du soja dans les départements de l'Atlantique, les quelques producteurs et transformateurs de la filière étant confrontés à d'énormes contraintes.

Objectif du projet

Le projet vise à appuyer le développement de la filière soja à travers l'amélioration et la sécurisation de la production, de la transformation locale et de la commercialisation et le renforcement de l'organisation des paysans au sein de la filière. Il contribue ainsi à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté au sud-Bénin.

Résultats 2015

Augmentation des quantités produites et transformées : le rendement de soja est passé du simple au double (15 tonnes/ha) et la production de 28 tonnes en 2012 à 226 en 2014 (+ 500 %). La production de 11 des 15 groupements de femmes transformatrices a augmenté en moyenne de 2 %, et celui de la CTAE de 7 %.

Accès au marché : des liens d'affaires sont créés entre la CTAE et les producteurs. Un cahier des charges du soja grain de l'Atlantique est élaboré de façon participative par producteurs, transformateurs et commerçants. Des liens d'affaires ont été développés entre le CTAE et les marchés institutionnels pour le soja grain (226 tonnes, contre 8 tonnes en début de projet) mais aussi avec les transformateurs de soja (260 tonnes).

Renforcement de l'OP, essor de la filière : l'URP-AL a renforcé son équipe technique afin d'atteindre plus d'acteurs de la chaîne de valeur. Les coopératives de transformation de soja se sont multipliées et de nouvelles chaînes de valeur se sont développées.

Amélioration du revenu : le revenu des producteurs a augmenté de plus de 15 %.

Bénéficiaires directs : 270 producteurs et transformateurs dont la moitié sont des femmes ; *indirects* : 1 360 familles.

Principales activités

- organisation de la filière en coopératives ;
- mise en place de plateformes d'innovation ;
- encouragement des IF (Institutions Financières) à développer des pratiques de prêts novatrices et suivi des pratiques ;
- promotion des actions de transformation, conditionnement, commercialisation au sein des coopératives ;
- plan d'action pour l'égalité homme-femme et l'autonomisation économique des femmes ;
- amélioration des informations de marché et identification de nouveaux marchés.

Côte d'Ivoire

Renforcement des capacités des organisations de pisciculteurs

Porteur du projet

APDRA Pisciculture Paysanne,
France

www.apdra.org

Partenaire principal

Association des pisciculteurs de
Côte d'Ivoire (APCI), Côte
d'Ivoire

Autres partenaires

Association des Pisciriziculteurs
de Gnatroa (APR Gnatroa)

Association des pisciculteurs de
Léououfla APL)

Association Modèle des
Pisciculteurs de Méagui (AP2M)

Localisation du projet

Centre-Ouest et Sud-Ouest de la
Côte d'Ivoire (Régions du
Fromager, du Bas-Sassandra et
du Haut-Sassandra), Côte
d'Ivoire

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Face à la cherté de la viande et à la médiocre qualité des poissons fumés ou importés congelés, le poisson vivant des étangs de pisciculture est un produit de grand intérêt. Pour faire face à l'engouement pour la pisciculture et malgré la crise politique, l'APCI regroupe des paysans pisciculteurs aux origines variées. Grâce au projet, ils satisfont leurs besoins de formation et d'échanges techniques. Ils augmentent la production de poisson frais et sont ainsi en mesure de répondre à la demande des consommateurs des villes et villages alentours.

Objectif du projet

Les organisations paysannes de base développent leurs capacités à accéder à des formations adaptées aux besoins de leurs membres qui, ainsi, améliorent et sécurisent leur production. Les groupes de pisciculteurs partagent leurs expériences et leurs innovations techniques.

Résultats 2015

Structuration collective : tous les groupements ont entamé les démarches pour être officiellement reconnus, ce qui est le cas de 4 d'entre eux et 2 se sont constitués en coopératives. Les échanges entre groupements et au niveau régional permettent aux pisciculteurs de s'appuyer mutuellement sur le plan technique, de partager des services et de défendre leurs intérêts communs.

Amélioration de la production : 80 sites piscicoles de 33 ha ont été aménagés. On estime à 60 tonnes de poisson la production de 2015 contre 23 pour 2014.

Accès au marché : le commerce de poissons de pisciculture s'est développé dans les grandes zones productrices : plus de 10 tonnes par an. La structuration collective les amène à viser un niveau supérieur d'organisation pour sécuriser leur production et leurs gains, notamment au travers de la commercialisation.

Emploi rural : le montage de filets pêche et la fabrication de coffrage en bois pour la vidange des étangs a fait appel à d'autres corps de métiers.

Bénéficiaires : le projet PRCPCI permet aujourd'hui à près de 500 pisciculteurs de relancer la pisciculture sur leurs sites ou d'installer de nouveaux aménagements piscicoles.

Principales activités

- diagnostic initial sur la structuration la profession dans la zone ;
- réalisation de plans de développement pour chaque groupe de pisciculteurs ;
- formations et renforcements de capacités ;
- partages d'informations et d'expériences entre groupements ;
- actions de suivi-évaluation.

Burkina Faso

Développement de l'agriculture biologique pour le marché burkinabé

Porteur du projet

Autre Terre asbl (At), Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNABio)

Autres partenaires

Associations et groupements de producteurs membres du CNABio

Localisation du projet

Tout le territoire national, Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 30 185 €

Le projet

L'agriculture biologique est présente au Burkina Faso sous sa forme moderne depuis plus de 20 ans avec un potentiel intéressant. Cependant les initiatives locales existantes, qui satisfont une clientèle ciblée, présentent l'inconvénient de reposer sur une confiance réciproque difficile à conserver à plus grande échelle. Avec la mise en place d'un label bio selon un système participatif, les produits bio seront à la portée du consommateur. Ce label permettra aux producteurs qui produisent déjà de manière naturelle de certifier leurs productions à un coût raisonnable permettant de vendre les produits sans surcoût et de trouver des débouchés.

Objectif du projet

Le projet vise la promotion de l'agriculture biologique au Burkina par la formation des acteurs, la mise au point d'un cahier des charges et la promotion des produits issus de l'agriculture biologique, tout cela en vue d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs.

Résultats 2015

Amélioration du revenu : une étude d'impact sur le revenu sera réalisée en fin de programme (année 4). Les témoignages montrent une amélioration qui permet de nourrir la famille et de prendre en charge les frais médicaux.

Démarche qualité et accès au marché : les produits sont de bonne qualité et se conservent plus longtemps grâce aux bonnes pratiques recensées et diffusées. Le cahier des charges et le guide certification Système Participatif de Garantie (SPG) sont diffusés au sein du CNABio et au-delà.

Capitalisation : 9 fiches techniques de bonnes pratiques agroécologiques ont été publiées en version papier et en ligne. 6 innovations paysannes ont été recensées et diffusées.

Germes de changement d'échelle : le CNABio et le nouveau réseau togolais Renaat nouent des liens pour promouvoir l'agroécologie dans les deux pays. Un projet de plaidoyer, avec la participation du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (Spong), vise la mise en œuvre de meilleures politiques et d'une augmentation des allocations destinées à soutenir les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes.

Bénéficiaires : 100 producteurs convertis en bio, dont 54 femmes, au niveau des 20 structures membres de la CNABio.

Principales activités

- formation de 50 agents de la CNABio sur l'agroécologie et l'agriculture biologique ;
- recensement des pratiques agroécologiques et agrobiologiques mises en œuvre par les membres de la CNABio, organisation de voyages d'études, de missions de suivi et diffusion des innovations paysannes ;
- élaboration d'un cahier des charges sur la production, la transformation et la commercialisation des produits biologiques et organisations de concertations nationales en vue de son adoption ;
- encadrement techniques de producteurs ;
- publicité autour des produits biologiques.

Burkina Faso

Structuration et développement de 3 Unions de groupements paysans

Porteur du projet

Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre (FERT), France
www.fert.fr

Partenaires principaux

Union Départementale des producteurs de Niébé de Pissila (UDPN Pissila) – UDPN Pensa – UDPN Dablo, Burkina Faso

Autres partenaires

Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (Sonagess)
Institut de l'environnement et de recherches agricoles (Inera)
Aprossa-Afrique verte
Le « Réseau Gestion »
La Fédération des Professionnels Agricoles du Faso (FEPAB)
Ministère de l'Agriculture

Localisation du projet

Province de Sanmatenga, Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation L'Occitane : 50 000 €

Le projet

Le développement des marchés urbains offre des débouchés commerciaux intéressants aux producteurs de niébé. Cette légumineuse est un aliment de base très apprécié en Afrique. Les producteurs de niébé de la province de Sanmatenga, au nord du Burkina, se sont structurés en 3 unions de groupements. Le projet appuie la mise en place de services d'appui-conseil à la production et à la commercialisation du niébé et d'autres cultures (sorgho, mil, arachide) afin de sécuriser les revenus des familles, et de développer des techniques de conservation des eaux et des sols (CES).

Objectif du projet

Les acteurs de la filière niébé améliorent la quantité et la qualité de leur production et la rendent moins vulnérables aux changements climatiques. Les Unions de producteurs développent durablement des services utiles à la production, au stockage et à la commercialisation.

Résultats 2015

Stockage, commercialisation groupée et accès au marché : l'Union a pu obtenir des marchés auprès de la Sonagess ou d'acheteurs privés. Les producteurs bénéficient du service de stockage mais la plupart commercialisent seuls auprès des commerçants locaux. Le stockage collectif n'a pas atteint l'objectif fixé (94 tonnes en 2014 au lieu des 300)

Démarche qualité et promotion des produits locaux : les Unions ont poursuivi leurs efforts pour améliorer la qualité, faire connaître aux consommateurs des villes le niébé du Sanmatenga et mieux connaître leurs attentes. Elles ont aussi noué des contacts avec des commerçants.

Augmentation des rendements : depuis 2009, les producteurs pilotes (PP) ont des rendements supérieurs d'au moins 20 % à la moyenne. Par rapport à 2011, on voit une augmentation de 86 % du rendement du niébé (entre 900 et 1 000 kg/ha).

Amélioration du revenu : la marge brute moyenne des producteurs pilotes est de 117 000 FCFA (178 €)/ha soit une augmentation de 185 % par rapport à 2011

Accès au financement : un dispositif d'« épargne-engrais » a été mis en place en 2013. En 3 ans, 17 millions de FCFA (26 000 €) ont été collectés. Les producteurs montrent un réel intérêt pour ce service : plus de 250 producteurs de 55 groupements y ont été impliqués en 2015.

Fertilité des sols : les techniques de conservation des eaux et des sols ont été diffusées au niveau de 137 producteurs pilotes. Plus de 50 ha ont pu être aménagés en 3 ans sur les 35 prévus.

Bénéficiaires : 3 unions, 20 groupements, 92 paysans-pilotes, 800 producteurs

Principales activités

- accompagnement technique des producteurs avec des parcelles d'expérimentation, des parcelles de démonstration et des producteurs pilotes ;
- renforcement du réseau d'animateurs endogènes ;
- formation aux techniques de conservation des eaux et des sols (CES) et fourniture de petits équipements pour améliorer la fertilité des sols ;
- accompagnement des groupements pour améliorer leur fonctionnement et responsabiliser les producteurs ;
- capitalisation et valorisation via les réseaux existants.

Guinée

ACORH – Amélioration des Capacités des Organisations de la filière riz

Porteur du projet

GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), France

www.gret.org

Partenaire principal

MGE (Maison guinéenne de l'entrepreneur), Guinée

www.mge-guinee.org

Autres partenaires

Anproca (Agence nationale pour la promotion du conseil agricole)

IRAG (Institut de Recherche Agronomique Guinéen)

Service « Semences, plants et fertilisants », direction régionale

BSD (Bureau de Stratégie et Développement), Ministère de l'Agriculture

FéProRiz (Fédération des producteurs de riz de Guinée Forestière)

FOB BG (Fédération des producteurs de Basse Guinée)

Localisation du projet

Basse Guinée, Guinée forestière

Durée

24 mois

Financement

CFSI : 30 000 €

Le projet

La République de Guinée est un des principaux pays rizicole d'Afrique mais ne parvient pas à couvrir les besoins de sa population. Le riz a également un rôle social et économique important en offrant une activité génératrice de revenus aux femmes qui le produisent et le transforment. Le projet vise à structurer les acteurs amont et aval de la filière et développer la concertation au sein de la filière. En Basse-Guinée, la filière fait la promotion du « riz de mangrove », qui a la particularité de nécessiter peu d'intrants.

Objectif du projet

Accroître la production et la commercialisation du riz en Guinée Forestière et Basse Guinée, via un appui renforcé à des groupements d'opérateurs de cette filière de l'amont (production) à l'aval (transformation, commercialisation).

Résultats 2015

Amélioration de la production et de l'offre : les innovations agro-écologiques ont permis l'augmentation des rendements et des revenus. 20 paysans semenciers sont en voie d'être certifiés par les services de l'État. En Guinée forestière, les 1 019 riziculteurs soutenus par le projet ont augmenté leur production de 20 %.

Commande institutionnelle : 3 unions d'étuveuses ont répondu à l'appel d'offres du Programme Alimentaire Mondial (PAM). La conjoncture économique et les exigences du PAM en matière de qualité ont incité le projet à fournir du matériel pour être en mesure d'honorer le contrat de 95 tonnes négociées à 5 000 GNF.

Accès au marché : plusieurs lieux de vente et réseaux de distribution ont été testés dans le cadre de l'essai commercial de la marque collective. 548 kg ont été écoulés sur ces marchés à forte valeur ajoutée, et la dynamique se poursuit après la fin du projet.

Accords interprofessionnels : en Guinée maritime, un dispositif de gestion et de promotion d'une marque collective interprofessionnelle du riz de mangrove (Böra Maalé) a été testé. En Guinée forestière, 10 des 12 accords interprofessionnels ont été formalisés par écrit.

Démarche qualité : le guide des bonnes pratiques a servi de base à la charte qualité au niveau national, qui a été validée par arrêté interministériel et enregistrée au JO.

Bénéficiaires directs : 2 000 familles ; *indirects* : 10 000 familles. Femmes bénéficiaires : environ 1 600 à l'aval.

Principales activités

- approvisionnement en intrants, mise à disposition d'équipements et appui à la mise en valeur agricole (école aux champs, conseils) ;
- identification des acteurs pour le renforcement des capacités et formation aux principes de fonctionnement des groupements ;
- alphabétisation, formation à la gestion simplifiée ;
- introduction d'infrastructures de stockage et d'équipements de transformation, formations techniques ;
- pour les groupements déjà fonctionnels : échanges et établissement de guides de bonnes pratiques pour la promotion du « riz de mangrove » ;
- appui à la réalisation d'accords interprofessionnels et actions pour la labellisation de riz de qualité ;
- appui à la réflexion sur l'interprofession riz et séminaires nationaux d'information sur le projet et d'échanges.

Guinée Bissau

Transformation et commercialisation de produits agricoles

Porteur du projet

Essor, France
www.essor-ong.org/

Partenaire principal

Fédération paysanne KAFO (FEDE/KAFO), Guinée Bissau

Autres partenaires

Institut National d'Investigation sur les Technologies Appropriées (INITA)
Ministère de l'Agriculture
FAO

Localisation du projet

Région de Oio et Cacheu, Guinée Bissau

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Si les productions vivrières se sont améliorées ces dernières années en Guinée Bissau, les questions de conservation, transformation et commercialisation des surplus agricoles ont été peu abordées. L'absence d'infrastructures de stockage et de transport limite les revenus des paysans et l'approvisionnement des villes. Grâce au projet, 300 familles rurales habitant à proximité de la ville de Farim se lancent dans la transformation et le conditionnement de produits agricoles en vue d'approvisionner une nouvelle structure de commercialisation disposant d'un laboratoire de contrôle et d'un service marketing.

Objectif du projet

Le projet vise à mettre en œuvre des actions innovantes de transformation et de commercialisation des produits agricoles. Les populations rurales de Guinée Bissau augmentent leurs revenus grâce aux circuits de commercialisation créés.

Résultats 2014

Démarche qualité : le CETD est opérationnel. Il est aujourd'hui une référence au niveau national.

Promotion des produits locaux : la gamme des produits, un logo et des étiquettes des produits ont été conçus et la marque Sabores de Tabanca a été déposée à l'OAPI.

Unités de transformation : 151 producteurs et productrices travaillent dans 24 UTAA, unités de transformation agroalimentaires, construites dans 24 villages. En 2014, elles ont transformé 33,7 tonnes de matières premières pour un chiffre d'affaire de 3 545 € (155 €/unité/an)

Accès au marché : vente locale de façon autonome par les UTAA ; commercialisation des produits du CETD et des UTAA dans les centres urbains via une structure commerciale autonome : Kafo Com.

Amélioration du revenu : les unités commercialisent leurs produits et fournissent des services de transformation. Pour développer les ventes des unités villageoises, l'unité modèle du CETD leur achète des produits, contrôle la qualité avant de les revendre à Kafo Com. Ce dispositif récent devra être développé en 2015.

Bénéficiaires : 300 et 400 agriculteurs ont amélioré leurs débouchés grâce aux nouveaux dispositifs créés.

Principales activités

- mise en place de centres techniques d'expérimentation et de contrôle qualité ;
- identification par les communautés des activités de transformation agroalimentaires les plus pertinentes et choix des responsables ;
- implantation de 30 unités de transformation agricole avec accompagnement technique et mise en place d'un dispositif d'approvisionnement en matériel de conditionnement ;
- réalisation d'études de marché, mise en œuvre de stratégies marketing, appui à la commercialisation ;
- organisation de séminaires et d'échanges d'expériences et travail continu de capitalisation et de diffusion des résultats.

Mauritanie

Promotion des pôles de production maraîchère pour un approvisionnement durable des marchés locaux

Porteur du projet

Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR), France
www.grdr.org

Partenaire principal

Collectif des Unions de Coopératives de Guidimakha (CUCG), Mauritanie

Autres partenaires

Services déconcentrés de l'Etat, agriculture et développement rural
Union de Coopérative Féminine du Guidimakha (UCFG)

Localisation du projet

Guidimakha, Mauritanie

Durée

23 mois

Financement

Fondation Ensemble : 15 000 €
CFSI : 15 000 €

Le projet

La Wilaya du Guidimakha, située à l'extrême sud-est de la Mauritanie, reste déficitaire en légumes malgré une pluviométrie avantageuse. Avec le projet, les productrices (la production maraîchère est assurée par les femmes) mettent en place des techniques innovantes pour limiter le recours aux intrants, accroître leurs revenus et garantir l'approvisionnement durable des marchés urbains en légumes.

Objectif du projet

Grâce aux nouvelles techniques et organisations, les maraîchères accroissent la production et la rentabilité de leurs activités et commercialisent en circuit court. Davantage de légumes de qualité seront disponibles à Sélibaly et sur les autres marchés urbains, et leur prix baisseront. La filière sera dynamisée et structurée.

Résultats 2014

Structuration collective : le lien entre les femmes vendeuses des légumes et les producteurs maraîchers a permis d'améliorer les conditions précaires de la vente des légumes au Guidimakha.

Amélioration de la commercialisation : le projet a mis en place un dispositif d'appui aux femmes vendeuses des légumes, après un appui conséquent aux producteurs. Il dote les femmes des outils de commercialisation de légumes et de système de conservation. 16 femmes vendeuses ont été appuyées dans ce sens.

Accès au financement : un fonds de roulement est logé dans une institution de micro finance locale.

Promotion des produits locaux : la journée des coopératives maraîchères, organisée durant la foire agropastorale et artisanale, a suscité à la fois un cadre d'échanges entre acteurs économiques et structures d'appui, leur convergence vers un marché commun ainsi que l'amélioration des revenus des producteurs. Pendant 2 jours, 234 personnes ont animé 98 stands et accueilli plus d'un millier de personnes. Cet événement a permis aux producteurs qui habitent dans les zones les plus enclavées de faire connaître leurs produits et de lier des contacts utiles pour écouler leurs productions.

Bénéficiaires directs : 26 coopératives maraîchères, 1555 producteurs de légumes en année 1 et 394 supplémentaire en année 2.

Principales activités

- appui à la création d'un cadre de concertation pour une meilleure équité au sein de la filière ;
- organisations de voyages d'étude et de la journée des coopératives maraîchères ;
- formations techniques, en particulier sur la lutte intégrée des parasites et des ravageurs ;
- appui aux investissements innovants en équipements et infrastructures de gestion de l'eau et de fertilité des sols ;
- formations commerciales, améliorations des conditions de vente, mise en place de dispositif d'appui à la commercialisation.

Ghana

Un choix alimentaire

Porteur du projet

Ricerca e Cooperazione (RC),
Italie
www.ongrc.org

Partenaire principal

Afram Plains Development
Organisation, Ghana

Autre partenaire

Assemblée du district « Kwahu
Nord » (administration locale)

Localisation du projet

Plaines d'Afram, région
orientale, Ghana

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 471 €

Le projet

Le projet vise à expérimenter dans les plaines d'Afram une stratégie qui lie la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'environnement. Les fermes familiales développent l'agroforesterie et la production d'aliments bio. Côté commercialisation, le projet introduit le mécanisme de Groupe d'Achat Solidaire (GAS), qui établit un rapport horizontal entre les paysans et les consommateurs des marchés urbains situés à proximité. Les urbains adoptent des comportements de consommation « avertis ».

Objectif du projet

Le projet entend améliorer la sécurité alimentaire dans la zone et augmenter les revenus de producteurs et acteurs vulnérables identifiés, grâce à un renforcement de l'agroforesterie et des pratiques d'agriculture durables, et ce dans une optique d'extension à une plus grande échelle.

Résultats 2015

Transition vers une agriculture durable : 100% des agriculteurs impliqués dans le projet ont adopté les systèmes agroforestiers. 20 pépinières ont fourni le matériel de plantation pour 61 ha de légumes. 200 agriculteurs ont visité les 20 fermes modèles et ont adopté les pratiques durables. La production alimentaire bio a augmenté de 100 % et celle de noix de cajou de 10 %.

Accès au marché : un groupe de travail composé d'agriculteurs et de commerçants se réunit une fois par mois pour concevoir une stratégie de vente des cultures vivrières bio et du bétail à travers des groupes d'achat solidaire (GAS). Le premier GAS comporte 35 membres, majoritairement des femmes.

Financement : le Bureau national des petites entreprises (NBSSI) a organisé des formations pour 25 femmes et 7 hommes, afin d'ouvrir un compte bancaire et avoir accès au microcrédit. Le groupe de femmes a été mis en relation avec un programme d'épargne villageoise de l'Union européenne.

Amélioration du revenu : le revenu familial de 220 personnes dans les familles d'agriculteurs participant au projet a crû d'environ 20 %.

Germes de changement d'échelle : le *Livre blanc* de l'expérience en agriculture, agroforesterie, éducation alimentaire et GAS a été partagé avec les 26 communautés locales des Afram Plains et les autres acteurs.

Bénéficiaires : 20 fermes familiales, dont 7 sont utilisées pour les démonstrations en agroforesterie.

Principales activités

- séances de formation sur la gestion durable des ressources naturelles pour les responsables communautaires, associatifs et de l'administration locale ;
- créations de pépinières, démonstrations sur le terrain et formations appliquées pour les producteurs ;
- campagnes de sensibilisation sur la gestion durable du sol et l'agroforesterie ;
- atelier sur les Groupes d'Achats Solidaires (GAS) et groupe de travail de conception d'une stratégie de vente selon le mécanisme GAS ;
- établissements de 20 exploitations témoins, élaboration d'un Livre Blanc et diffusion des enseignements avec des médias nationaux et locaux.

Sénégal

Amélioration de l'approvisionnement des marchés urbains en produits maraîchers

Porteur du projet

Agronomes & Vétérinaires sans
Frontières (VSF-CICDA), France
www.avsf.org

Partenaire principal

Association de Développement
Communautaire Ninnaba (ADC
Ninnada), Sénégal

Autres partenaires

DRDR (direction régionale du
développement rural)
ANCAR (Agence nationale du
conseil agricole et rural)
ARD (l'Agence régionale de
développement)

Localisation du projet

Kolda, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 500 €

Le projet

Trois groupements de maraîchers choisis parmi les plus dynamiques de Salikigné améliorent leur production en utilisant des techniques agroécologiques. Ils augmentent ainsi l'approvisionnement en légumes des marchés urbains de Kolda et de ses environs (région la plus pauvre du Sénégal). Ils font connaître leurs résultats auprès de tous les groupements d'ADC Ninnaba.

Objectif du projet

Le projet vise à augmenter la production des maraîchères de Salikigné par la diffusion de modes de culture agroécologiques et à améliorer l'approvisionnement des marchés de Kolda et ses environs par le renforcement des capacités de commercialisation des groupements maraîchers.

Résultats 2014

Structuration collective : les différentes formations ont servi à échanger sur la structuration globale de la filière et la synergie entre les différentes organisations paysannes. Ces échanges ont abouti à la mise en place du Cadre de coopération pour la promotion du maraîchage (CCPM) qui s'est finalement formalisé en Coopérative maraîchère à vocation économique pour prendre en charge les questions d'accès aux intrants et de commercialisation.

Augmentation de la production : l'adoption d'une approche agroécologique a amélioré les rendements et la qualité des produits. Au total, plus de 96 tonnes de légumes ont été produites, dont 98 % vendues et 2 % autoconsommées.

Amélioration du revenu : les revenus des maraîchers obtenus par la commercialisation de leur production ont triplé au bout de 3 ans (de 12 millions à 45,7 millions à la fin de 2014).

Accès au marché : début de collaboration avec l'Agence de régulation des marchés (ARM).

Intégration agriculture élevage : le projet a travaillé à davantage de concertation et de coopération entre plusieurs acteurs aussi bien au sein de la filière que sur d'autres (lait, aviculture). L'animation de rencontres informelles sur des thèmes centraux pourrait atténuer les velléités de concurrence entre les organisations et permettre une synergie sur certaines missions.

Bénéficiaires : 448 maraîchers dont 65 femmes de moins de 25 ans

Principales activités

- sélection des 3 groupements maraîchers les plus dynamiques et construction de 3 périmètres clôturés d'au moins 1 ha chacun ;
- formation des relais puis des maraîchers sur les techniques conventionnelles et agroécologiques ;
- constitution des stocks d'intrants biologiques et accompagnement dans l'amélioration de la fertilité des sols ;
- formation des responsables de la commercialisation de chaque groupement ;
- partage des résultats obtenus à l'ensemble des membres de Ninnaba.

Sénégal

Pour que les exploitations familiales nourrissent les villes !

Porteur du projet

Fédération des Organisations
Non Gouvernementales du
Sénégal (FONGS), Sénégal
www.fongs.sn

Partenaire principal

Comunita Impegno Servizio
Volontariato (CISV), Italie
www.cisvto.org

Autres partenaires

Associations UJAK
Association ASESCAW
Union des groupements paysans
de Niayes
Entente de Diouloulou
Maison familiale rurale de
Ziguinchor
Une association de la banlieue
dakaroise

Localisation du projet

Tout le territoire national,
Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Les circuits dominants de commercialisation des produits agricoles sénégalais ne s'adaptent pas aux exigences des ménages consommateurs qui aspirent de plus en plus à des produits de qualité conditionnés sous des formats adaptés. Le projet cherche à insérer les exploitations familiales dans des circuits de commercialisation plus courts avec une meilleure identification, valorisation et accessibilité des produits pour les populations urbaines et péri-urbaines. Cette proximité producteurs-consommateurs est aussi une opportunité pour l'adoption des techniques agricoles durables.

Objectif du projet

Le projet vise la mise en relation des zones rurales de production avec centres urbains de consommation, par le soutien à l'amélioration de 1) la qualité des produits des exploitations familiales et le respect par ces produits des principes de la gestion durable des ressources naturelles, et 2) leur accessibilité pour les populations urbaines.

Résultats 2014

Accès au marché : les 5 associations ont chacune mis en place un comité de commercialisation et développé leur propre réseau de commercialisation.

Amélioration du revenu : les opérations de mise en marché sont économiquement viables, offrent une meilleure rémunération des produits des EF et génèrent des surplus.

Démarche qualité : 5 associations rurales ont élaboré 5 cahiers des charges de qualité sur différents produits : riz, produits maraîchers, produits de cueillette et poisson fumé. 300 exploitations familiales ont été formées sur ces cahiers des charges et bénéficient d'un suivi des animateurs pour une production de qualité.

Promotion des produits locaux : les initiatives de commercialisation de produits de qualité contribuent à améliorer l'image des produits locaux auprès des consommateurs urbains. Les produits sont appréciés.

Conditionnement : Au niveau des 5 associations engagées dans la production de qualité, des supports de conditionnement (paniers artisanaux pour les produits horticoles et de cueillette à Ziguinchor ; cageots pour les légumes à Thiès ; sacherie pour le riz à Saint-Louis), ont accru la visibilité des produits.

Changement d'échelle : d'autres associations membres de la FONGS et du CNCR ont repris la démarche qualité sur plusieurs autres produits : la démarche est jugée porteuse d'impact sur la contribution des EF à la sécurité alimentaire.

Bénéficiaires : 5 associations rurales (maraîchers et riziers), soit 300 familles.

Principales activités

- organisation de sessions de formations sur les techniques agricoles durables au niveau des 6 associations et démultiplication pour 300 exploitations familiales ;
- suivi des 300 exploitations et de la qualité de leurs produits ;
- études de marchés, mise en place de 10 points de vente, formations de leurs responsables, rencontres avec les associations ;
- six ateliers locaux de capitalisation et atelier national de synthèse, production et diffusion de support d'animation et de diffusion.

Sénégal

Développement de l'élevage et structuration de la filière laitière

Porteur du projet

GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques),
France

www.gret.org

Partenaire principal

Cadre de Concertation des Collectivités Locales du Département de Dagana (CDC Dagana)

Autres partenaires

Conseil Régional de St Louis
Centre de Gestion et d'Economie Rurale de la Vallée (CGER)
Radios locales de Richard Toll et Dagana
Services techniques de l'Elevage, des Eaux et Forêts

Localisation du projet

Département de Dagana, Nord du Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Les productions agricoles sénégalaises ne peuvent se développer de façon pérenne que si les exploitations familiales ont un accès durable aux facteurs de production et à des services adaptés à leurs besoins. Le projet œuvre à la consolidation des services aux éleveurs, à la qualité de leur gestion et à la concertation des acteurs concernés par le secteur de l'élevage dans le département de Dagana.

Objectif du projet

Le projet vise à mettre en place des conditions propices à l'évolution des systèmes d'élevage (accès aux services financiers et non financiers, valorisation du lait et de la viande) afin d'améliorer la production laitière et les revenus des familles d'éleveurs. Les éleveurs s'organisent pour peser davantage dans la filière lait et collaborent avec les autres professions, les collectivités locales et les services de l'Etat.

Résultats 2014

Augmentation de la collecte : 946 tonnes de lait ont été collectées par la Laiterie du Berger, soit une augmentation de + 32 % par rapport à 2013 et de + 29 % par rapport à la moyenne des 3 années antérieures au projet.

Structuration de la filière : la structuration des éleveurs est avérée. 17 centres de services de proximité (CSP) regroupant 838 producteurs/trices laitiers se mettent en place. L'Apess (organisation régionale d'éleveurs) se rapproche de ces CSP et s'implique dans la mise en place d'échanges interprofessionnels avec la Laiterie du berger (LDB), présageant l'émergence d'une organisation d'éleveurs représentative de la filière lait dans la zone. Un cadre de concertation multi acteurs s'est mis en place et a défini un plan d'actions pour 2015.

Amélioration du revenu : 80 % des fournisseurs ont un revenu moyen issu de la vente de lait supérieur à 20 000 FCFA.

Promotion des produits locaux : création d'un site

Web www.agroalimentaire.sn .

Bénéficiaires : plus de 1 200 exploitations familiales pratiquant l'élevage

Principales activités

- amélioration du service de collecte, suivi de la qualité sanitaire et physicochimique du lait, formations aux soins vétérinaires ;
- expérimentations dans des exploitations relais et diffusion d'innovations sur les systèmes d'élevage ;
- appui à l'emboûche et à la commercialisation de la viande ;
- diagnostic et plan organisationnels sur les structures professionnelles existantes, formations à la gestion et à l'animation, rencontres interprofessionnelles ;
- animation d'un dispositif de concertation ;
- mise en place d'un observatoire de la filière lait local, travaux de capitalisation, communication.



Sénégal

Développement Economique Durable et Ecocitoyenneté (DEDE)

Porteur du projet

Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR), France
www.grdr.org

Partenaire principal

Conservatoire de la réserve naturelle communautaire du Boundou, Conservatoire régional des espaces naturels (CORENA), Sénégal

Autres partenaires

Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF)
Inspections Départementales de l'Education Nationale (IDEN)

Localisation du projet

Réserve Naturelle Communautaire (RNC) du Boundou, Région de Tambacounda, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation Ensemble : 25 000 €
CFSI : 25 000 €

Le projet

Au Sénégal, les ressources forestières sont essentielles aux populations rurales. En dehors du bois qui offre de nombreuses opportunités d'emplois, la forêt produit beaucoup de fruits, de racines, de gomme, d'écorces, etc. Les populations et les organisations de société civile s'orientent vers des initiatives de cogestion forestière, en particulier pour la réserve nationale du Boundou (120 000 ha de forêt). L'objet du projet est d'accompagner cette dynamique émergente. Au-delà de la filière avicole sauvage (pintade), les populations valorisent et protègent de nouvelles espèces arboricoles.

Objectif du projet

Les populations valorisent les produits forestiers pour l'approvisionnement des marchés urbains, et prennent ainsi conscience de sa richesse et de son rôle dans l'amélioration des conditions de vie.

Résultats 2014

Structuration collective : 10 cadres de concertation villageois et 1 cadre de concertation intercommunautaire ont été mis en place. 8 séances de sensibilisation ont été organisées sur la lutte contre les feux de brousse, les coupes illicites et le braconnage

Organisation des filières : 10 groupements de producteurs et 8 groupements de femmes formatrices se sont installés. Ils sont organisés autour de 4 unités de fabrication de poudre de baobab et de galettes de jujube.

Production et mise en marché : pour la campagne 2014, plus de 30 tonnes de fruit de baobab ont été collectées et vendues par les femmes pour une valeur approximative de 4 500 000 FCFA. Une partie de ce produit a été transformée avant d'être commercialisée à raison de 1 250 FCFA/ kg de poudre pour un total de 2,5 tonnes (3 125 000 FCFA).

Amélioration du revenu : la structuration des acteurs des deux filières, leur renforcement en matière de valorisation des produits forestiers et l'appui à la commercialisation ont amélioré de façon considérable les revenus des producteurs.

Bénéficiaires : 170 personnes bénéficient au renforcement institutionnel, 222 initiées aux techniques de transformations et 30 producteurs formés aux techniques de collecte

Principales activités

- recrutement d'un agent de développement local, renforcement des clubs de protection de la nature, mise en place d'un cadre de concertation
- sensibilisation dans les écoles, émissions de radios ;
- structuration des producteurs par filière, formation des acteurs des filières, voyages d'études et d'échanges sur les produits forestiers non-ligneux (PFNL) ;
- business plan, allocation de bourses d'équipements et de production et suivi des micro-entreprises rurales (MER) ;
- mise en place d'un dispositif d'électrification solaire ;
- adoption d'une Charte de qualité environnementale et travail sur la visibilité du label RNC ;
- voyages d'échanges sur le marketing des PFNL, participation aux foires régionales et nationales ;
- capitalisation et diffusion des bonnes pratiques.

Togo

Appui à la formation et à l'insertion des jeunes ruraux et à la sécurité alimentaire

Porteur du projet

Union Nationale des Maisons Familiales de Formation Rurale du Togo (UNMFFRT), Togo

Partenaire principal

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO), France

Autre partenaire

Institut d'Appui et de Conseil Technique (ICAT)

Localisation du projet

Dampiong (Région des Savanes) et Lama-Tessi (Région Centrale), Togo

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 574 €

Le projet

Les Maisons Familiales de Formation Rurale du Togo ont accompagné un grand nombre de jeunes depuis 1964. Elles sont néanmoins confrontées à la difficulté de conduire des formations en alternance et à l'absence d'aide aux projets d'installation agricole. Avec ce projet, 2 MFFR forment et accompagnent dans leur projet d'installation des jeunes ruraux analphabètes sur des sites d'apprentissage. Les formateurs et les stagiaires mettent en pratique des techniques agroécologiques en aviculture, maraîchage, et production céréalière.

Objectif du projet

Le projet vise à améliorer la formation de 3 promotions de jeunes en production avicole, maraîchère et vivrière sur la base de techniques de production agroécologiques. Les jeunes s'installent avec plus de facilité et sont mieux qualifiés et organisés pour contribuer à nourrir les populations défavorisées des villes situées à proximité.

Résultats 2015

Amélioration et diversification de la production : le nombre de poules par famille est passé de 21 à 94. Les rendements sont passés de 1 à 2 tonnes/ha pour le maïs et de 700 à 1 000 kg/ha pour le soja. 146 jeunes en formation maîtrisent des techniques s'inspirant de l'agroécologie.

Structuration collective : la création des coopératives a permis de nouer des partenariats pour l'accès aux microcrédits des stagiaires et donc facilite l'une installation des jeunes et l'accès aux marchés locaux pour la commercialisation.

Accès au marché : des relations commerciales se nouent entre les stagiaires/coopératives et les acheteurs (15 tonnes de soja à la compagnie Bio Forever, vente groupée de 8 000 kg de tomate). Le côté agroécologique des légumes attire les acheteurs-commerçants.

Amélioration du revenu : 11 tonnes d'oignons ont été conservées pour des ventes ultérieures (le prix de vente du kg est passé de 70 FCFA à la récolte à 420 trois mois plus tard : augmentation de 500 %). La diminution de l'utilisation des intrants chimiques et l'augmentation des rendements ont augmenté les revenus.

Transformation : 3 femmes de la « SCOOPS Différence » transforment le manioc en gari et en tapioca. Elles s'approvisionnent auprès de leurs membres et autres producteurs.

Accès au financement : 4 coopératives disposent de comptes en banque et sont en relation avec les institutions de microfinance. 4 400 000 FCFA de crédit ont été obtenus par 48 stagiaires.

Bénéficiaires directs : 4 coopératives créées par 34 personnes

Principales activités

- appui organisationnel et institutionnel des MFFR concernées
- formation des membres des MFFR (gestion, élevage ; techniques agroécologiques,...) ;
- mise en place d'unités d'apprentissage et organisation de formations en alternance de qualité, organisation d'un colloque d'échanges d'expérience ;
- appui aux jeunes pour leur installation et leur organisation en groupements.

Burkina Faso

Renforcer les stratégies des acteurs valorisant les produits locaux en lien avec les consommateurs urbains

Porteur du projet

Inter-réseaux Développement rural

France

www.inter-reseaux.org

Partenaire principal

CPF (Confédération Paysanne du Faso)

Burkina Faso

www.cpf.bf

Autres partenaires

APROSSA Afrique Verte
Burkina, Burkina Faso

FIAB (Fédération nationale des industries de l'agro-alimentaire et de transformation du Burkina), Burkina Faso

GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), France

LCB (Ligue des consommateurs du Burkina), ACB (Association des Consommateurs du Burkina) et d'autres associations de consommateurs burkinabés, Burkina Faso

Localisation du projet

Ouagadougou et en régions,
Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 47 000 €

Le projet

Ce projet vise à capitaliser, partager et promouvoir des expériences intéressantes de valorisation des produits locaux destinés aux consommateurs urbains afin de renforcer les stratégies de promotion de ces produits via un dialogue pluri acteurs entre organisations de producteurs, de transformateurs et de consommateurs, et par l'élaboration de positions communes.

Objectif du projet

Favoriser la concertation multi-acteurs (organisations paysannes, associations de consommateurs, association de transformation et de promotion de produits locaux) et trouver des points de convergence autour de la promotion des produits locaux pour les consommateurs urbains du Burkina Faso.

Résultats 2014

Renforcement des OP et capitalisation :

- mise en cohérence de ce projet de capitalisation avec le programme global coordonné par le Roppa. Renforcement des compétences de capitalisation au sein des plateformes nationales membres et au sein du Roppa ;
- les partenaires du projet ont à leur disposition un panel d'expériences intéressantes pouvant être capitalisées ;
- le dossier de *Grain de sel* n°58 expose de nombreuses expériences de valorisation des produits locaux. Ce numéro a été diffusé largement ;
- ce projet centré uniquement sur le Burkina Faso a été de fait un moteur pour envisager un projet plus important, mobilisant plusieurs organisations (Roppa, CTA, etc.), davantage d'OP et d'acteurs des filières avec une dimension régionale dépassant le Burkina Faso.

Bénéficiaires directs : 120 familles ; *indirects* : 3 000 familles chaque année.

Principales activités

- Organisation d'une formation/mise à niveau de la CPF sur les méthodes de capitalisation d'expériences ;
- réalisation d'entretiens et échanges auprès des porteurs d'expériences choisis, et élaboration conjointe de documents de capitalisation sur le contenu de leurs expériences ; réalisation de 8 capitalisations avec les porteurs d'expériences ;
- organisation d'un séminaire regroupant des associations de consommateurs, d'autres acteurs de la société civile et des organisations de producteurs ;
- réalisation d'un atelier de travail pour construire un argumentaire de plaidoyer pour promouvoir la valorisation et la transformation des produits locaux.

Burkina Faso

Promotion de l'Alimentation des Villes par l'Agriculture Familiale (PAVAF)

Porteur du projet

SIAD (Service International d'Appui au Développement)
France
www.siad.asso.fr

Partenaire principal

ADECO (Association pour le Développement Communautaire)
Burkina Faso

Autres partenaires

APM2A (Agence pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise en Agriculture et en Artisanat), Burkina Faso
CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), France
COFIDES Nord-Sud (Coopérative Financière pour le Développement de l'Economie Solidaire Nord-Sud), France
INERA (Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles), Burkina Faso
UCEC Sahel (Union des Caisses d'épargne et de crédit du Sahel), Burkina Faso

Localisation du projet

Province de l'Oudalan, communes de Gorom, Oursi et Tin Akoff, Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Améliorer les revenus des productrices rurales d'oignons en renforçant de manière durable leur accès à des marchés urbains rémunérateurs, par la mise en place d'une entreprise de services assurant l'approvisionnement en intrants, le stockage et la commercialisation des productions.

Objectif du projet

Renforcer de manière durable l'accès des productrices d'oignons à des marchés urbains rémunérateurs, par la construction de centres de stockage et la mise en place d'une entreprise de services assurant l'approvisionnement en intrants, le stockage et la commercialisation groupée des productions.

Résultats 2014

Structuration de la filière oignon bio : un réseau de 400 productrices d'oignon a été organisé et formé ; il a contractualisé avec une Esop (entreprise sociale) et lui a vendu une partie de sa production. Le volume d'oignon collecté a progressé de 70 % entre l'année test et 2014. La chaîne de valeur oignon de l'Oudalan s'allonge, certains clients de l'Esop reconnaissent la qualité « naturelle » du produit et offrent un bon prix d'achat à la récolte.

Conservation et prix de vente : grâce aux 3 mois de stockage, avec une commercialisation en juillet, les prix obtenus par l'Esop peuvent s'améliorer de 39 % à 71 %.

Offre de produits locaux et accès au marché : le projet a contribué à augmenter l'offre d'oignon bio sur les marchés urbains locaux et nationaux. Les 40 tonnes vendues à l'Esop ont été redistribuées vers des grossistes basés à Ouaga ou dans des villes secondaires. Les maraîchères ont par ailleurs vendu directement environ une centaine de tonnes.

Amélioration du revenu : de nombreux agriculteurs, y compris des jeunes, se sont lancés dans la culture d'oignons bio. L'achat par l'Esop a contribué à sécuriser les débouchés des agricultrices, générant un revenu de 15 000 à 50 000 FCFA pour chacune d'elles. Les agricultrices n'ont plus besoin de vendre leurs stocks de céréales pour acquérir des semences, qui sont livrées à crédit par l'entreprise sociale.

Bénéficiaires : 500 productrices d'oignons

Principales activités

- Formation des responsables de l'équipe projet en planification et suivi-évaluation ; outils de suivi-évaluation ;
- mise en place de l'ESOP (Entreprise de services et organisation de Producteurs) : études de modélisation, campagne test de production-collecte-commercialisation, accompagnement de l'ESOP ;
- mise en place d'un accord pour l'octroi de crédits garantis entre les institutions financières et COFIDES Nord-Sud ;
- organisation d'un voyage d'études pour les productrices ;
- mise en place d'un dispositif pour le suivi de la création de revenus/emplois et la répartition de la valeur ajoutée.

Burkina Faso

Amélioration des revenus et de l'influence des producteurs dans une chaîne agricole durable de niébé dans les régions du Centre-Est et de l'Est

Porteur du projet

VECO (Vredeseilanden)

Belgique

www.vredeseilanden.be

Partenaire principal

UPPA (Union Provinciale des Professionnels Agricoles de l'Est et du Centre-Est)

Burkina Faso

Autres partenaires

Direction Régionale de l'Agriculture, Burkina Faso

FEPA-B (Fédération Nationale des Professionnels Agricoles du Burkina), Burkina Faso

Localisation du projet

Région du Centre-Est et de l'Est du Burkina (Tenkodogo/Fada N'Gourma), Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le projet veut renforcer les capacités des agriculteurs familiaux pour offrir sur des marchés locaux et transfrontaliers du niébé et des dérivés de bonne qualité, et améliorer ainsi durablement leur revenu. Il s'agit de renforcer l'organisation des producteurs et transformateurs pour une production, transformation et vente groupées de leur produit de niébé. Le projet veut également assurer l'accès aux intrants, former et suivre les membres de l'UPPA dans le respect des itinéraires techniques de production et de transformation, dans l'amélioration du stockage et de la conservation du niébé et dans la commercialisation. Le projet va enfin appuyer la concertation entre les opérateurs de la filière niébé, et le développement de la contractualisation avec les grossistes et les boutiques.

Objectif du projet

En 2013, une chaîne d'agriculture durable de niébé aura été développée, de préférence sur le niveau local et régional, dans laquelle les paysans et paysannes familiaux organisés influencent avec succès les relations commerciales (prix, ressources, pouvoir) et améliorent leurs revenus nets.

Résultats 2014

Structuration de la filière : depuis 2012, le cadre de concertation est régulièrement tenu avec tous les acteurs de la filière.

Amélioration du revenu : les revenus ont augmenté de + 33 %, grâce à la combinaison de pratiques : réduction de l'utilisation de NPK ; utilisation de compost organique ; adoption de pratiques de transformation améliorant la qualité des produits finaux etc.

Démarche qualité : les transformatrices ont obtenu la certification de leurs produits par le laboratoire national d'analyse de la santé publique

Connaissance du marché : 2 études ont montré que les entreprises étaient disposées à aller vers une contractualisation avec l'UPPA pour la commercialisation de 50 000 tonnes. Cependant, l'UPPA n'a pas mis en place une structure spécialisée dans la commercialisation du niébé pour exploiter cette étude.

Synergies : pour pérenniser les acquis et garantir la durabilité/la réussite de l'innovation « contractualisation entre producteurs et opérateurs privés », une synergie a été recherchée avec l'USADF qui a une convention de financement avec l'UPPA pour 5 ans.

Bénéficiaires directs : 2 300 familles ; *indirects* : 9 000 familles.

Principales activités

- Structuration des organisations ; formation sur l'organisation et la gestion des organisations paysannes, la production et la protection phytosanitaire du niébé, de conservation et de stockage, etc. ;
- mise en relation et appui conseil pour l'accès au crédit ;
- soutien à l'installation des unités de transformation de niébé ;
- facilitation de la commercialisation des produits des membres (contrats négociés dans le cadre de la vente groupée niébé grain) ;
- tenue des cadres de concertation entre les acteurs de la filière niébé.

Côte d'Ivoire

Promotion d'une agriculture familiale périurbaine intégrée à Korhogo (PAFPIK)

Porteur du projet

RONGEAD (Réseau d'ONG Européennes sur le commerce, l'agroalimentaire, l'environnement et le développement)

France

www.rongead.org

Partenaire principal

CHIGATA Femmes, Solidarité et Développement Durable
Côte d'Ivoire

Localisation du projet

Korhogo, Côte d'Ivoire

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le projet encourage un modèle d'interaction rural - urbain durable dans le pays Sénoufo en reliant, par des circuits courts intégrés, l'agriculture familiale et l'activité urbaine, pour permettre une amélioration des conditions de vie et une sécurisation de la souveraineté alimentaire locale.

Objectifs du projet

- Améliorer les revenus de groupements d'agriculteurs familiaux de Korhogo ;
- préserver l'environnement par l'augmentation des capacités locales de gestion des déchets ;
- promouvoir les échanges à l'échelle du pays Senoufo.

Résultats 2014

Appui, formation et diffusion : 12 groupements maraichers (449 personnes dont 384 femmes) ont bénéficié de formations (compostage, biopesticide, commercialisation). Le volet agro-écologique a eu un impact important : un an après les formations, 60 % des personnes pratiquaient les techniques.

Amélioration de la production maraichère : la production a augmenté de 20 % dans les périmètres utilisant le fertilisant du biodigesteur.

Production énergétique : la collecte des déchets urbains permet une valorisation des déchets organiques. 3 biodigesteurs classiques ont été construits et 2 biodigesteurs expérimentaux réalisés permettant ainsi une baisse des coûts de méthanisation de 40 à 65 % par rapport au modèle classique.

Nourrir les villes : 9 groupements maraichers distribuent 1/3 de leur production aux cantines scolaires. Les quantités commercialisées sur les marchés locaux et urbains ont augmenté de plus de 15 %.

Bénéficiaires directs : 450 maraichères et maraichers ; *indirects* : 4 000 familles.

Principales activités

- renforcement des capacités des organisations périurbaines de producteurs agricoles familiaux (appui à la structuration des OP, formations, appui à l'organisation de filières courtes, etc.) ;
- promotion de systèmes de collecte des déchets organiques urbains et périurbains synergiques et soutenables (identifications d'opportunités, appui technique) ;
- renforcement des capacités de valorisation des déchets organiques au service de l'agriculture familiale et des besoins communautaires ;
- appui à la pérennisation et promotion des effets démultiplicateurs (sensibilisation, atelier de partage d'expériences, etc.).

Niger

NARIINDU – approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs

Porteur du projet

IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement)

France

www.iram.org

Partenaire principal

ONG Karkara (Association Nigérienne pour la dynamisation des initiatives Locales)

Niger

www.karkara.org

Autres partenaires

AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger), Niger

RBM (Réseau Billital Maroobe : Réseau des Organisations d'Éleveurs et Pasteurs de l'Afrique de l'Ouest), Niger, Mali, Nigeria, Sénégal, Mauritanie, Bénin, Burkina Faso

VSF-B (Vétérinaires Sans Frontières Belgique), Belgique

Localisation du projet

Périphérie de Niamey, Niger

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 48 000 €

Le projet

Le projet vise à développer des centres de collecte de lait, qui seront également des centres de prestation de services, pour approvisionner Niamey en lait local de qualité, et accompagner l'articulation des systèmes pastoraux avec l'agriculture et l'élevage périurbains.

Objectif du projet

Appuyer la collecte, le contrôle de la qualité et la commercialisation du lait local en périphérie de Niamey, par un dispositif innovant de centres de collecte multiservices, contrôlés par les éleveurs locaux.

Résultats 2015

Nourrir les villes : l'approvisionnement de Niamey en lait local a augmenté de 80 %. La production totale collectée par les centres a couvert les besoins en lait de 5 000 personnes.

Contractualisation : 2 centres de collecte ont établi une contractualisation avec l'entreprise laitière Solani. On constate une augmentation de 30 % de la collecte totale de Solani par rapport à 2012 (387 000 L sur l'année) ; les centres de collecte représentent en 2014 un tiers de l'approvisionnement de Solani.

Qualité : aucun rejet de lait par les centres de collecte en 2015.

Amélioration du revenu : la laiterie Solani a accepté de payer un prix plus rémunérateur aux centres de collecte : + 50 FCFA par litre, au-delà de 300 litres par jour. Les recettes de vente de lait au profit des femmes ont augmenté de 50 %. Les deux centres de collecte ont atteint l'équilibre financier en 2014 et 2015.

Reconnaissance publique : le projet Nariindu a reçu le prix de la Fondation de France. Le prix était doté de 5 000 €, qui ont été mis à disposition des centres de collecte.

Autorités publiques : les résultats du projet ont pu être pris en compte dans la formulation du projet de la Banque mondiale d'appui au pastoralisme au Sahel et du projet Braced (DFID). De plus, les mairies se sont fortement impliquées ce qui a permis de résoudre de nombreux problèmes locaux.

Bénéficiaires directs : 1 000 familles ; *indirects* : 10 000 familles.

Principales activités

- Diagnostic socio-économique ; étude du modèle institutionnel, économique, technique des centres de collecte, identification participative des zones d'action ;
- mise en place d'un système « lait contre intrants » pour faciliter l'accès à l'alimentation et aux produits vétérinaires ;
- appui organisationnel aux producteurs ; appui à la gestion du centre de collecte et à la contractualisation avec les acheteurs ;
- construction d'un centre de collecte supplémentaire et mise à disposition d'équipements en fonction des priorités ;
- mise en place et animation d'un cadre de concertation entre les acteurs de la filière laitière ;
- réalisation et diffusion d'un document de capitalisation à l'attention des décideurs sous-régionaux.

Mali

Développer la production des groupements maraîchers par la mise en place de paysans relais

Porteur du projet

AFDI (Agriculteurs Français et Développement International)
www.afdi-opa.org

Le projet

Le projet vise l'augmentation de la production maraîchère commercialisable par la formation (technique, économique, pédagogique) de paysans-relais, qui formeront les membres de leurs groupements de base ; la mise en place d'essais de production de semences d'oignon chez des paysans ; l'appui à la diffusion de l'expérience.

Partenaire principal

AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes)
www.aopp-mali.org

Objectifs du projet

- accroître la production maraîchère commercialisée localement ;
- initier une production locale de semence d'oignon ;
- améliorer les capacités de communication et de gestion du service d'appui technique maraîcher.

Autres partenaires

Assemblée régionale de Mopti, Mali
Conseil régional du Centre, France

Résultats 2014

Renforcement de l'OP : l'acquisition par l'OP de son propre bureau, la formation du comptable et du coordinateur et les moyens engagés dans la communication ont renforcé ses capacités de lobbying. La diffusion des émissions de radio en langues locales a élargi le cercle des paysans pouvant bénéficier des nouvelles pratiques. Cela a, par exemple, motivé 10 nouveaux groupements, éloignés géographiquement. Cette diffusion a certainement contribué à l'augmentation du nombre d'adhérents de l'AOPP qui est passé de 18 000 à 25 000 en 2014.

Accès au marché : les produits issus des expérimentations (« légumes technologiques ») bénéficient d'une plus-value non négligeable.

Emploi rural : des artisans locaux reproduisent les outils ramenés de France (seaux, pelles, pioches, charrettes, etc.)

Revalorisation du métier d'agriculteur : le succès que connaît la gestion partenariale de la production de semences d'oignon est un excellent stimulant pour les OP maraîchères à demeurer dans la profession agricole.

Amélioration de la production : des meilleurs rendements sont obtenus sur les parcelles ne recevant que du compost. Des expérimentations, par l'utilisation de tensiomètre permettent une économie de 25 à 50 % d'eau. Les économies d'eau ont aussi amélioré la qualité et la conservation des produits par une moindre sensibilité aux maladies provoquées par un excès d'arrosage.

Bénéficiaires directs : 200 familles ; *indirects* : 1 000 familles.

Localisation du projet

Région de Mopti, Mali

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 40 000 €

Principales activités

- Formation des paysans-relais, appui technique ;
- mise en place d'essais (parcelles témoins), diffusion de l'innovation (visites de partage d'expériences) ;
- enregistrement et diffusion de 10 émissions de radio ;
- missions Sud-Nord : formation à la production de semences d'oignon, formation des élus, suivi et participation au bilan de fin de campagne.

Mali

Valorisation du lait local à travers les mini laiteries rurales

Porteur du projet

ICD (Initiatives-Conseils-Développement)

Mali

Partenaire principal

CIDR (Centre International de Développement et de Recherche)

France

www.cidr.org

Autres partenaires

Institut d'Economie Rurale, Mali

ANSSA (Agence Nationale pour la Sécurité Sanitaire des Aliments), Mali

Localisation du projet

Régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou, Mali

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 546 €

Le projet

Le projet renforce le développement de la filière lait local et les revenus des acteurs en amont et en aval à travers les minilaiteries rurales : production, transformation, conservation et commercialisation du lait local.

Objectifs du projet

- Améliorer l'offre de produits à base de lait cru local sur les marchés ruraux et urbains ;
- échanger avec les acteurs nationaux et sous régionaux sur le rôle des minilaiteries dans la souveraineté alimentaire.

Résultats 2014

Régularité d'approvisionnement : la mise à disposition d'aliments de bétails dans chaque minilaiterie a permis aux éleveurs de garder des noyaux laitiers pendant la transhumance.

Amélioration du revenu : la collecte moyenne de 4 des 5 laiteries a augmenté de 1 % entre 2011 et 2014 (malgré les difficultés de collecte de l'une d'entre elles à cause de l'insécurité), leur chiffre d'affaires a augmenté de 6,6 % et le revenu des éleveurs de 7,3 %.

Démarche qualité : la mise à disposition d'écrémeuses et de mixers a amélioré la qualité des produits transformés et augmenté le volume de ventes à Bamako. Les ventes sur Bamako permettent non seulement d'obtenir un prix rémunérateur pour les laiteries, mais aussi de collecter tout le lait des éleveurs (ce qui n'était pas le cas auparavant : des quotas avaient dû être instaurés).

Accès au marché : l'une des laiteries a mis en place une collaboration avec une unité de commercialisation à Bamako qui assurera l'écoulement des surplus de production. Cela permettra de mieux valoriser le lait collecté. Le développement d'une connexion stable et durable avec le marché urbain a donc permis à 2 des laiteries de sortir du circuit infernal de quotas imposés aux éleveurs et de la mévente en hivernage.

Bénéficiaires directs : 250 familles ; *indirects* : 2 000 familles.

Principales activités

- Formation des producteurs et des responsables des nouveaux groupements ; appui à la mise en place de règles de fonctionnement et à l'établissement de contrats commerciaux ; amélioration des capacités de production des élevages laitiers ;
- accompagnement des entreprises existantes pour leur extension ; appui à la négociation et à la contractualisation entre producteurs organisés et laiteries ;
- réalisation d'études de faisabilités pour l'installation de nouvelles laiteries ; mise en place de nouvelles laiteries ; appui à l'élaboration de plan d'affaires et à la gestion des entreprises ;
- adaptation des équipements de transformation aux innovations technologiques ; développement de produits à forte valeur ajoutée ;
- capitalisation des expériences sur la valorisation du lait local ;
- organisation d'un atelier de plaidoyer.

Mali

Renforcement des initiatives de valorisation et de commercialisation des produits et intrants biologiques dans la Région de Kayes

Porteur du projet

RHK (Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes)
Mali

Partenaire principal

GRDR (Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural)
France
www.grdr.org

Autres partenaires

ASCOMA (Association régionale des consommateurs du Mali), antenne de Kayes, Mali

ASPSP (Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes), Sénégal

Organisations de producteurs de lait et d'œufs de la périphérie de Kayes, Mali

Recherche agronomique de Niono, Mali

Localisation du projet

Région de Kayes, Mali

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

L'action consiste à renforcer les capacités de production en semences ainsi que les productions d'oignons et d'échalotes des producteurs horticoles de la région de Kayes ; à favoriser les conditions de commercialisation des produits agricoles intégrés à travers la mise en relation entre producteurs et consommateurs.

Objectif du projet

Améliorer la qualité et la quantité des productions agricoles locales pour les consommateurs urbains de Kayes, au Mali.

Résultats 2014

Structuration collective : un cadre régional de concertation des producteurs semenciers fixe un prix de vente des semences. Une Coopérative nationale des producteurs semenciers a été mise en place.

Contrats-paniers : la concertation a été organisée avec les restauratrices, les consommateurs individuels et une entreprise chinoise. En 6 mois, 3 tonnes de fruits et plus de 4,5 tonnes de légumes ont été commercialisés auprès de 35 consommateurs.

Marché institutionnel : une place pour la vente des produits horticoles a été accordée dans le marché aménagé. Depuis fin 2011, 80 tonnes de fruits et 850 tonnes de légumes ont fait l'objet de transactions.

Semences locales et biodiversité : une Case de la biodiversité sert de lieu d'échange entre paysans et permet de collecter et d'entreposer des semences locales pour empêcher leur disparition.

Promotion des produits locaux : grâce aux émissions radio réalisées par le RHK, les fonctionnaires des services et des sites miniers, ainsi que d'autres catégories socioprofessionnelles, ont été sensibilisées. Ils acceptent de payer 2 à 5 % plus cher les productions agroécologiques.

Plaidoyer : le plaidoyer mené auprès des sites miniers ouvre la voie aux producteurs locaux pour qu'ils puissent approvisionner ces usines en fruits et légumes. Une société a aménagé 2 jardins maraîchers équipés en pompe solaire pour 2 groupements féminins.

Bénéficiaires directs : 72 organisations

Principales activités

- réalisation d'un voyage d'étude à Thiès, au Sénégal, et de missions d'échanges auprès de la recherche agronomique ;
- recensement des variétés de cultures maraîchères en voie de disparition ; organisation de formations délocalisées dans le cadre de la production de bulbillés d'oignon ;
- mise en place et gestion d'un prototype de case de conservation ; renforcement des capacités techniques des Organisations Paysannes travaillant dans le cadre de transformation des produits agricoles par le test d'équipement de séchage ;
- mise en place du dispositif contractuel de commercialisation des produits agricoles biologiques ;
- organisation d'un atelier de concertation régional entre les acteurs de la filière oignon.

Mali

Soutenir l'agriculture familiale au Mali par la formation des producteurs et l'information des consommateurs

Porteur du projet

URGENCI (Urbain-Rural : Générer de Nouveaux Engagements Citoyens)
France
www.urgenci.net

Le projet

S'appuyant sur l'expérience des producteurs en agroécologie et sur la capacité de mobilisation collective d'une organisation paysanne, le projet vise à offrir une formation de qualité aux acteurs, de partenariats locaux et solidaires adaptés au contexte malien : les kiosques alimentaires locaux.

Partenaire principal

AVDR (Association des Volontaires pour le Développement Rural)
Mali

Objectifs du projet

- Former les producteurs aux techniques agroécologiques à travers la mise en place de couveuses, sorte de petits jardins de formation.
- Offrir des espaces de vente pour accompagner les couvés dans leur parcours de formation.
- Créer des espaces de vente de produits locaux, et sensibiliser les consommateurs urbains aux enjeux du maintien de l'agriculture familiale.

Autres partenaires

CNOP (Coordination nationale des organisations paysannes), Mali
Directions nationales de l'Agriculture, de la conservation et de la protection de la nature, Mali
Mairie de Sanankoroba, Mali
Comité villageois de Sanankoroba, Mali

Résultats 2014

Accès au marché : 4 kiosques permettent aux producteurs formés en agroécologie de mieux vendre leur production : vente au détail ou vente au panier de type AMAP. L'affluence des consommateurs a légèrement cru au long du projet, passant de 30-40 consommateurs par semaine à 115 à 125 consommateurs hebdomadaires. Ce total reste décevant si l'on se réfère aux attentes de début de projet (180 consommateurs réguliers espérés).

Démarche qualité : 18 producteurs se sont formés en agroécologie.

Amélioration du revenu : le chiffre d'affaires du maraichage a été multiplié par deux, voire décuplé dans certains cas. L'estimation est que le revenu des producteurs a augmenté de +10 % environ.

Promotion des produits locaux : les kiosques alimentaires locaux sont devenus le support d'une communication plus large, puisque des messages publicitaires radio ont été achetés sur les ondes des radios locales pour une année, et continuent donc à être diffusés tout au long de l'année 2015.

Bénéficiaires directs : 500 familles ; *indirects* : 3 000 familles.

Localisation du projet

Bamako et Sanankoroba, Mali

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 48 000 €

Principales activités

- Former les paysans à l'agroécologie et aux Partenariats Locaux et Solidaires - PLS (formation initiale, mise en place d'un système de couveuses d'activités, commercialisation via des kiosques alimentaires locaux, etc.) ;
- informer les consommateurs en soutenant l'initiative endogène des Kiosques alimentaires locaux ;
- organiser un voyage d'étude en France pour la mise en place de jumelages avec des AMAP françaises.

Mauritanie

Valorisation des initiatives locales de production et de transformation de patates douces dans le Gorgol (PROVILPAG)

Porteur du projet

GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)

France

www.grdr.org

Partenaire principal

AMAD (Association Mauritanienne pour l'Auto Développement)

Mauritanie

Autres partenaires

AMPG (Association des Maires et Parlementaires du Gorgol), Mauritanie

CNRADA (Centre National de Recherche Agronomique et du Développement Agricole), Mauritanie

Mairies et conseils municipaux, instances de concertations locales, et organisations de producteurs de Foug Gleita et Lexeiba, Mauritanie

Localisation du projet

Communes de Foug Gleita et Lexeiba, région du Gorgol, Mauritanie

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Dans le Gorgol, de nombreux paysans produisent de la patate douce, aliment de grande valeur nutritive plébiscité sur le marché local. Le projet vise une amélioration tant de la production, de la conservation (les pertes post récolte sont estimées à 50 %) que de la commercialisation du tubercule vers la ville de Kaédi.

Objectifs du projet

- Renforcer et promouvoir les initiatives locales en faveur de la production, de la conservation et de la commercialisation de la patate douce et de ses produits dérivés au niveau des communes de Lexeiba et Foug Gleita, et du marché de Kaédi et Sélibaby.
- Diffuser des approches intégrées agroécologiques, de gestion des flux entre les activités d'élevage et horticoles.

Résultats 2015

Transformation, emploi et accès au marché : une unité artisanale de 30 femmes produit du couscous de patate et de blé ainsi que la céramine très riche pour la nutrition des enfants. Le GIE est en phase de recrutement de nouveaux prestataires pour faire face à la demande galopante de ses produits sur le marché.

Amélioration du revenu : les producteurs accompagnés par le projet ont amélioré leurs revenus. Les femmes ayant pratiqué l'embouche ovine à base de fanes de patates ont dégagé une marge de 50 € lors de la vente de leur bélier.

Démarche qualité : l'appréciation des produits dérivés de patate douce en zone rurale et urbaine augmente largement le taux de consommation dans la zone du projet.

Promotion des produits locaux : les foires agropastorales et artisanales organisées dans le cadre du projet ont favorisé la communication autour des produits locaux et la mobilisation des acteurs. Des ateliers-débats ont constitué un cadre d'échanges entre acteurs économiques et structures d'appui ; leur convergence vers un marché et la promotion des produits locaux encourageant le développement de l'agriculture familiale.

Bénéficiaires : 300 producteurs et une centaine de femmes

Principales activités

- réalisation d'un diagnostic territorial concerté sur la filière, et de sa cartographie ;
- organisation de session d'échange sur les techniques de production et de conservation des boutures de patate douce ;
- mise en place des 2 unités artisanales pilotes de transformation de patates douces en farine ;
- vulgarisation de l'usage de fanes de patates pour l'embouche ovine, et de l'usage de fumure organique ;
- mise en place d'un dispositif d'appui aux ventes groupées ;
- organisation de journées de sensibilisation sur la nutrition et la valeur nutritive de la patate et de ses dérivés.

Sénégal

Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière lait local dans le département de Vélingara

Porteur du projet

AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières)
France
www.avsf.org

Partenaire principal

MDE (Maison des Eleveurs de Vélingara)
Sénégal

Localisation du projet

Région de Kolda, département de Vélingara, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le projet consiste à renforcer et promouvoir la filière laitière par l'appui à la production et à la transformation des produits laitiers issus des exploitations familiales. Il vise à accompagner les coopératives laitières du département de Vélingara dans la prise en charge de l'approvisionnement des villes et des communes rurales en produits laitiers de qualité.

Objectifs du projet

- Stimuler la consommation de lait et améliorer l'offre de produits laitiers locaux de qualité par la sécurisation de l'approvisionnement des unités de transformations et une meilleure organisation de la commercialisation.
- Contribuer au développement de la filière laitière à Vélingara par le renforcement des capacités techniques et de gestion des coopératives, une meilleure organisation des services aux producteurs et la création de cadres de concertation entre les différents acteurs.

Résultats 2014

Infrastructure, production et transformation : 8 étables laitières modernes ont été construites, 4 mini laiteries aménagées et équipées, 4 kiosques de vente de lait installés dans des points stratégiques dans la ville ; 125 vaches ont été inséminées. La production laitière est passée de 86 000 litres en 2010 à 165 550 litres en 2014.

Structuration collective : les 4 coopératives laitières sont reconnues juridiquement par l'État et disposent d'une autorisation de vente.

Rôle et reconnaissance des femmes : AVSF et la MDE ont organisé des rencontres de sensibilisation améliorant ainsi l'implication des femmes dans les instances de décision et dans la filière.

Contractualisation avec le privé : 2 promoteurs privés ont accepté de faire une ristourne de 15 FCFA par litre aux OP.

Accès au marché : les ventes de lait caillé sucré sont passées de 80 000 litres en 2010 à 122 000 litres en 2014 et celles de lait frais pasteurisé de 5 600 litres à 38 000 litres.

Création d'emploi et amélioration du revenu : 12 emplois directs et plus de 150 indirects ont été créés.

Changement d'échelle : la coopérative Larogal a été soutenu par l'Etat (acquisition d'équipements de plus de 50 millions de FCFA)

Bénéficiaires directs : 143 producteurs dont 44 femmes

Principales activités

- Mise en place de 10 étables laitières ; amélioration de l'accès aux aliments bétail en saison sèche, amélioration du service de santé animale, amélioration génétique par l'insémination artificielle ; organisation des circuits de collecte ;
- formation en gestion et comptabilité des minilaiteries ; formation des gérants et techniciens des unités de transformation sur les techniques de transformation ;
- appui à la promotion du lait local, à la mise en marché et à la commercialisation associative ; points de vente urbains ;
- appui organisationnel et animation des OP de base ; promotion de la dimension genre dans la filière.

Sénégal

Emergence des Micro-Entreprises Rurales pour nourrir les Villes (EMER-Villes)

Porteur du projet

GRDR, Migration - Citoyenneté, Développement France
www.grdr.org

Partenaire principal

AGB (Association Goundeyni de Bakel)
Sénégal

Autres partenaires

CLCOP (Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs) de Moudéry, de Gabou, de Bokiladji – Dembanané, d'Orkadiéré, d'Aouré, Sénégal
Services des Eaux et Forêts de Bakel, Sénégal
ANCAR (Agence nationale de conseil Agricole et Rural), Sénégal
SAED (Société d'Aménagement des Eaux du Delta), Sénégal
ARD (Agence Régional de Développement), Sénégal

Localisation du projet

Départements Bakel et Kanel, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 49 546 €

Le projet

Cette action consiste à appuyer les acteurs de l'agriculture familiale à travers leurs efforts de structuration et d'appropriation des méthodes et expériences de valorisation des produits vivriers agropastoraux. Elle veut diversifier et accroître leur revenu agro-alimentaire et mieux ravitailler les villes aux alentours.

Objectif du projet

Enclencher une dynamique d'émergence de micro entreprises rurales qui transforment et diversifient la production des exploitations familiales rurales afin de la rendre plus accessibles aux marchés semi-urbains grâce à sa qualité et sa compétitivité.

Résultats 2015

Structuration des femmes transformatrices : 4 microentreprises rurales féminines sont fonctionnelles, avec un dispositif organisationnel et de gestion au niveau de chaque unité.

Accès au marché : les pôles de vente ont permis aux femmes de commercialiser leurs produits à forte valeur ajoutée sur les marchés urbains de Bakel, Diawara et Dembanané.

Label : le label « micro entreprise rurale » (MER) valorise le potentiel local.

Plaidoyer : l'action a redynamisé les cadres locaux de concertation des OP (CLCOP) qui n'étaient pas actifs avant le démarrage du projet et qui se sont constitués en réseau. Aujourd'hui ce réseau est partenaire d'autres actions du Grdr et porte des missions de plaidoyer notamment sur les questions de sécurité alimentaire.

Bénéficiaires directs : 185 familles ; *indirects* : 14 900 familles.

Principales activités

- Renforcement de la structuration et de la mise en réseau des CLCOP ;
- formation sur les techniques de production et de valorisation des ressources agro-forestières ;
- appui à l'équipement des 4 micro-entreprises retenues ; réalisation de stages d'appropriation technique et de maintenance des installations ;
- formations en gestion comptable-financière, en marketing-labellisation, en dynamique de création et gestion des micro-entreprises retenues ;
- organisation d'une mini foire des produits agroalimentaires locaux ; identification et mise en place des « pôles de vente d'aliments du terroir » ; suivi et accompagnement de l'organisation commerciale des micro-entreprises rurales ; élaboration des supports de communication.

Sénégal

Mise en place d'un système de certification des produits agricoles, d'entreposage et de warrantage (CPA/WRS) dans la région de Louga

Porteur du projet

SOS Faim
Belgique
www.sosfaim.be

Partenaire principal

FAPAL (Fédération des associations paysannes de la région de Louga)
Burkina Faso
<http://fapal.wordpress.com/>

Autres partenaires

ASDEV, Sénégal
Cadre de concertation OP/IMF (22 OP travaillant avec UFM), Sénégal
FONGS (Fédération des ONG du Sénégal), Sénégal
IAT (Institut technologie alimentaire), Sénégal
ISRA (Institut sénégalais de recherches agricoles), Sénégal
UFM (Union Financière Mutualiste de Louga), Sénégal

Localisation du projet

Louga, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Ce projet permet d'améliorer et sécuriser la production, la transformation, la conservation et la commercialisation de produits agricoles. Il en assure l'accès aux consommateurs urbains pauvres grâce à la disponibilité d'une garantie formalisée qui facilite l'accès des exploitations familiales aux crédits (destinés aux activités hors saisons agricoles).

Objectifs du projet

- Organiser et mettre en place un système de certification des produits agricoles, d'entreposage et de warrantage (CPA/WRS).
- Améliorer la production locale brute (PLB) dans la région Louga par la modernisation des mécanismes de financement de l'économie rurale.

Résultats 2014

Meilleure mise en marché et accès au financement : toutes les conditions sont réunies, en cas de bonne récolte, pour l'organisation d'un système de certification des produits agricoles, d'entreposage et de warrantage dans la région de Louga pour la campagne 2015-2016. Il est encore trop tôt, suite à une seule première phase de test, de mesurer une amélioration de la production locale brute dans la région Louga. On a néanmoins pu, sur les quatre cultures visées (arachide, mil, bissap, niébé) lors de la campagne 2012-2013, faire 3 constatations :

- les familles n'ont pas eu à brader leur production avec un prix de vente moyen de 67% ;
- les familles ont pu mieux résister au passage de la soudure avec plus de 12 tonnes de céréales stockées ;
- les marchandises stockées ont servi de garantie pour l'obtention de crédit.

Bénéficiaires directs : 1 500 familles ; *indirects* : 10 000 familles.

Principales activités

- Réalisation d'un voyage d'échanges auprès d'un partenaire de SOS faim spécialisé en système CPA-WRA ;
- organisation d'ateliers de réflexion et de proposition d'un cadre réglementaire approprié ;
- réalisation d'un travail technique pour la normalisation et la standardisation des modalités de stockage de produits agricoles ;
- renforcement des capacités du comité d'initiatives sur plusieurs thématiques liées à l'activité de warrantage et le développement de nouvelles filières économiques rurales ;
- construction et équipement des magasins d'entreposage du système CPA-WRS.

Bénin

Potager et petit élevage familial pour vivre mieux à l'orphelinat Anfani au Bénin

Porteur du projet

Jeunesse Ambition

www.jeunesseambition.org

Partenaire principal

SEL (Service d'entraide et de liaison)

www.selfrance.org

Autres partenaires

Centre de formation Songhaï, Bénin

CERPA (Centre Régional de Promotion Agricole), Bénin

Localisation du projet

Commune d'Akpro-Misséréte, Bénin

Durée

36 mois

Le projet

Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités de 120 volontaires à cultiver de petits jardins potagers et à gérer de petits élevages familiaux, en vue de contribuer à l'amélioration de l'alimentation des enfants de l'orphelinat Anfani, au Bénin.

Objectifs du projet

- Améliorer les conditions de vie et le revenu familial des parrains et marraines.
- Assurer la pension alimentaire des enfants de l'orphelinat Anfani.

Résultats 2015

Formation et installation : 120 parrains/marraines sont installés dans leur milieu pour mener des activités de culture maraîchères et d'élevage familial. 72 sur les 80 formés en agriculture bio (en année 1 et 2) parviennent aujourd'hui à satisfaire les besoins de leur ménage. Il est encore trop tôt pour évaluer les résultats des 40 derniers, installés en avril 2015.

Amélioration de la production : tous les 120 marraines et parrains font de l'élevage et du maraîchage. 91 maîtrisent bien l'élevage, 21 passablement et 8 ont du mal à s'en sortir. Pour le maraîchage, 81 maîtrisent bien, 35 passablement et 4 ont du mal à s'en sortir.

Accès des populations vulnérables aux produits locaux : 72 marraines et parrains fournissent au Centre Anfani 144 planches de 8 m de long et 1 m de large de légumes et 864 kg de viande par an. Cela signifie qu'ils nourrissent les 119 enfants du pensionnat pendant plus de 60 jours par an, ce qui vient compléter la prise en charge alimentaire via les tickets-repas du SEL.

Amélioration du revenu : 72 des 80 marraines et parrains installés en années 1 et 2 ont une nette amélioration de leurs revenus.

Bénéficiaires : 80 marraines et parrains ; 150 enfants de l'orphelinat

Principales activités

- formation de 120 parrains et marraines sur les techniques de maraîchage et de petit élevage ;
- installation des 120 parrains et marraines en maraîchage et en élevage ;
- dotations de semences, géniteurs et intrants ;
- accompagnement des parrains et marraines pour la production et la commercialisation des légumes, des œufs et des viandes ;
- collecte et conservation des produits fournis au centre par les parrains et marraines.

Burkina Faso

Adaptation des méthodes de culture de l'agriculture familiale aux enjeux du changement climatique

Porteur du projet

Peuples Solidaires St Laurent de Chamousset

Le projet

Ce projet cherche à favoriser le renforcement des capacités organisationnelles de l'UCODEP Dano et la reconversion de l'agriculture familiale vers des méthodes agricoles mieux adaptées au changement climatique : production de fumure organique, élevage en enclos, production de foin et de fourrage.

Partenaire principal

UCODEP-Dano (Union des Comités pour le Développement des Peuples - Sous-fédération de Dano)

Objectifs du projet

- Promouvoir des techniques de production agricole végétale et animale durables.
- Conscientiser la population locale aux enjeux des changements climatiques et des bonnes pratiques préconisées par le PANA (Programme d'Action Nationale d'Adaptation aux changements climatiques).
- Renforcer les capacités d'organisation et de gestion d'UCODEP-Dano

Autres partenaires

Technicien Provincial de l'Agriculture, service de l'Etat, Burkina Faso

CESAO, organisme d'appui conseil, Burkina Faso

Résultats 2014

Formation en agroécologie : 10 agriculteurs, les futurs animateurs de l'association TiétaaTol, se sont formés à des techniques d'agriculture et d'élevage en agroécologie, ainsi qu'aux techniques de vulgarisation pour les proposer aux adhérents des deux structures.

Changement climatique : la population des 11 villages a été sensibilisée aux enjeux des changements climatiques et aux adaptations en termes de techniques agricoles.

Amélioration de la production : la capacité de production de fumure dans les 11 villages a été largement augmentée, grâce à la construction des 330 fosses fumières et aux formations. Chaque fosse a permis d'augmenter la surface cultivée avec apport de fumure de 1,5 ha. 67 % des bénéficiaires font état d'une augmentation forte des rendements, 32 % d'une augmentation moyenne et 1 % d'une augmentation faible. De plus, les bénéficiaires ont constaté que sur les parcelles avec fumure, les plants avaient mieux résisté à la sécheresse et avaient donné de plus gros épis.

Bénéficiaires directs : 330 familles ; *indirects* : 1 000 familles.

Localisation du projet

Secteur de Dano, province du Ioba, Burkina Faso

Durée

60 mois (36 mois financés)

Principales activités

- appui à l'organisation du comité de pilotage des activités ;
- formations : construction de fosses fumières, production de fumure organique, pratiques d'élevage durables préconisées par le PANA, renforcement des capacités organisationnelles d'UCODEP, organisation et gestion d'une association ;
- construction d'infrastructures : fosses fumières, fenils de stockage de foin, parcs à bétail ;
- actions d'information et de sensibilisation aux enjeux du changement climatique et aux préconisations et dispositifs d'adaptation.



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

